

**Rezig prépare
un salon en
Mauritanie**

P2

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Vendredi 20 - samedi 21 juin 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6473 - 22^e année

**BENDJAMA CONDAMNE L'AGRESSION CONTRE L'IRAN TOUT EN
AFFIRMANT QUE SES SITES NUCLEAIRES SONT SOUS GARANTIES DE L'AIEA**

« Le récit sioniste est inacceptable »

► **NÉGOCIATIONS IRAN-TROÏKA
EUROPÉENNE**
**Téhéran pose ses
conditions**

► **TENTATIVE D'ASSASSINAT
DE ARAGHCHI**
**L'Iran déjoue un
complot du Mossad**

► **IL A PROPOSÉ UNE AIDE À ISRAËL**
**Le Maroc
au secours
du bourreau**

LIRE EN PAGES 4 & 5



**PRÉSIDENTE DE LA COUR
CONSTITUTIONNELLE**



**M^{me} Aslaoui
prend
l'intérim**

P3

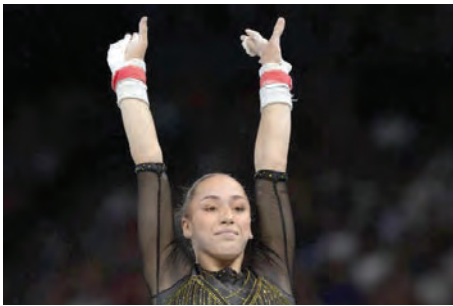
UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBÈS



**Première
au Maghreb**

P24

**COUPE DU MONDE DE GYMNASTIQUE
- ÉTAPE DE TACHKENT :**



**L'or pour Kaylia
Nemour**

P24

**HIPPODROME ABDELMADJID AOUCICHE
- ALGER, CET APRÈS-MIDI À 16H00**



**Un quinté
difficile
à déchiffrer**

P21

L'ÉDITO

Pas de quoi fouetter un chat. Sur près de 900 000 candidats au Bac cette année dans notre pays, une vingtaine de tricheurs, répartis sur 7 wilayas ont été recensés. On est loin des milliers de cas de fraude enregistrés en 2019 malgré la coupure totale de l'Internet. Il n'empêche un seul cas de fraude, c'est un cas de trop. La procédure qui leur a été appliquée, cette année, est celle de la comparution immédiate. Les peines ont varié selon la gravité des faits. Elles se sont situées entre 5 années de prison ferme et une année. Toutes ont fait l'objet d'un mandat de dépôt à l'audience. Certains procès ont été ajournés pour quelques jours. Mais même dans ce cas, la détention provisoire a été prononcée à l'audience. Malgré le petit nombre de cas, une analyse s'impose et des leçons devront en être tirées. Pour éviter que le phénomène ne se répète dans les prochaines années. Le premier constat est que toutes ces affaires ont eu lieu dans les wilayas éloignées du pays : Timimoun, Touggourt, M'Sila, Ghardaïa, Barika (Batna), Djelfa et Aïn Defla. Pourquoi ? S'agit-il d'un manque d'information, de sensibilisation, de prévention ? Le deuxième constat est que

Bilan de la triche au BAC

parmi les suspects, il n'y a que trois, voire quatre filles tout au plus. Des candidates malheureusement qui ont brisé leur avenir. D'autre part, et parmi les prévenus, il n'y a pas que des candidats. Des adultes aux motifs divers sont impliqués dans ces fraudes. En général des proches des candidats. Tous ces mandats de dépôt à l'audience ou même ces détentions provisoires pour les procès ajournés, témoignent de la fermeté et de la rigueur dont fait preuve la justice. Il y a lieu de relever le professionnalisme et la diligence des services de sécurité dans la détection de ces fraudes et leur présentation devant la justice. Dans tous les cas, ces

affaires ont été traitées conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa 3 du Code de procédure pénale. Pour les sanctions, il faut rappeler que des amendements ont été apportés au Code Pénal. L'« atteinte à la régularité des examens et concours » (articles 253 bis 06 à 253 bis 12) est prévue dans la loi 06-20 du 24 avril 2020, dans son chapitre 9. C'est la tolérance zéro. Cette petite poignée de tricheurs qui étaient candidats ont vu le ciel leur tomber sur la tête. Ils en sont, actuellement, à se morfondre dans leurs cellules ainsi que leurs proches qui pensaient les aider en trichant. Ils avaient oublié la prudence lorsque le matin des épreuves, ils se dirigeaient vers les centres d'examens avec l'espoir de réussir. Un espoir qui s'est transformé en cauchemar et des vies freinées à jamais dans l'ascension sociale. Il est important d'informer l'opinion publique sur ces cas afin de sensibiliser la société, parents et candidats, qu'il ne s'agit pas d'un « jeu » mais d'un futur hypothéqué. Surtout que le progrès est tel qu'il permet aux services de sécurité de détecter les fraudes sans qu'il soit nécessaire, comme dans les années précédentes, de couper l'Internet sur tout le territoire. À méditer !

Zouhir Mebarki

TRANSPORT AÉRIEN DOMESTIQUE

La nouvelle compagnie pour bientôt

Selon le ministre des Transports, Saïd Sayoud ; la compagnie de transport aérien domestique que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a ordonné de créer, entrerait en service dans quelques semaines, affirmant qu'elle résoudrait plusieurs problèmes de transport pour les habitants des wilayas du Sud.



Répondant aux questions des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) Sayoud a salué la décision du président de la République relative à la création de cette compagnie, la qualifiant d'« adéquate et idoine », une décision qui est à même, dit-il, de « résoudre toutes les problématiques des habitants des wilayas du Sud ». « Nous avons franchi de grands pas, et si les choses se passent ainsi, la compagnie entrera incessamment en service, dans quelques semaines », assure-t-il. Le ministre a indiqué que l'État « travaille sur d'autres mesures afin de résoudre le problème du transport aérien des habitants du Sud à destina-

tion des wilayas du Nord », soulignant la nécessité de prendre en charge cette catégorie, notamment dans les wilayas de Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, qui n'ont pas d'autres alternatives que le transport aérien, notamment pour les déplacements médicaux.

Concernant le transport ferroviaire, Sayoud a précisé que la priorité de l'État actuellement consistait en les grandes lignes qui ont connu d'importants investissements, telles que les lignes Gara Djebilet- Béchar, Bled el Hadba-Annaba et Béchar-Beni Abbès, ajoutant « qu'après l'achèvement de ces projets, ils seront reliés aux wilayas voisines, une nécessité qui s'impose dans un proche

avenir, afin de réaliser une rentabilité et une efficacité socio-économique ». Et dans le but d'assurer un nombre suffisant de bus aux citoyens des dix nouvelles wilayas, le ministre a affirmé que « les efforts étaient en cours pour l'exploitation de l'excédent des bus de transport des étudiants, en vue de le mettre à la disposition de ces wilayas, afin de fournir aux citoyens un service public acceptable ». Par ailleurs, le ministre a souligné l'importance du projet de réalisation de la ligne de tramway de la wilaya de Bechar, ajoutant que cela requerrait l'actualisation de l'étude technique avant d'entamer la réalisation ».

Ania N.

ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES PAR L'ÉTAT

La « grande importance » accordée à la réhabilitation et à l'exploitation

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a affirmé au second jour de sa visite dans la wilaya de M'sila, que son département ministériel « accorde une grande attention à la réhabilitation et à l'exploitation des actifs industriels récupérés par l'État ».

Le ministre a insisté, lors de l'inspection de l'aciérie à Draâ El Hadja, remise au profit de « Fondal S.p.a », une filiale d'Imétal, sur « la nécessité d'un démarrage effectif de toutes les unités industrielles récupérées, devenu aujour-

d'hui une priorité dans le cadre de la stratégie de l'État visant à renforcer la souveraineté industrielle.

M. Ghrieb a également souligné « l'importance de l'accompagnement technique et administratif de ces unités afin qu'elles puissent être remises en service dans les plus brefs délais possibles, afin de contribuer efficacement au renforcement de l'économie nationale ». Précisant, « l'importance du rôle de ces unités de production dans la création de richesses et d'emplois directs et indi-

rects, ainsi que dans l'élargissement de la base de production nationale ». La même source a affirmé, dans ce contexte, que « la situation des travailleurs de ces usines sera prise en compte, en leur donnant la priorité dans les recrutements, dans un cadre réglementaire ».

M. Ghrieb a par ailleurs réitéré son appel à tous les acteurs économiques, en particulier les exportateurs, à « faire part en permanence de leurs préoccupations afin qu'elles soient prises en charge ». À noter que, le ministre

de l'Industrie a poursuivi sa visite à M'sila par l'inspection de l'unité Maghreb Pipe qui produit et commercialise des systèmes de canalisation PRV (polyester renforcé de fibres de verre), ainsi qu'une unité de production de matériaux préfabriqués en béton, dans la commune de Hammam Dhalaâ, et une usine de transformation de fruits et légumes située dans la commune de Khoubana, récupérée par le groupe Agrodiv spécialisé dans l'industrie agroalimentaire.

L. Zeggane

A. N.

TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ DE TASSILI AIRLINES À AIR ALGÉRIE

L'accord est signé

Le transfert de propriété de la compagnie aérienne nationale Tassili Airlines du groupe Sonatrach holding activités extérieures et soutien (relevant de Sonatrach) à Air Algérie, sera opéré en vertu d'un accord signé, entre les deux parties. Selon un communiqué d'Air Algérie, « L'accord cadre définit les mécanismes réglementaires adoptés pour l'exécution minutieuse de l'opération de transfert, ce qui garantit un transfert organisé de la propriété et la continuité de l'activité dans un cadre légal et reflète le respect par les deux parties des principes de gouvernance et d'intégration stratégique en matière de transport aérien », ajoute le communiqué. L'accord se veut « un premier pas stratégique dans le processus de transfert de Tassili Airlines, au titre d'une vision nationale visant à développer le transport aérien domestique et à renforcer les liaisons entre les différentes wilayas du pays », a-t-on précisé. À cet effet, Air Algérie a affirmé son engagement total pour la réussite de ce transfert « stratégique », à travers la mobilisation de toutes ses ressources en vue d'une transition « fluide et efficace » assurant la continuité des services et soutenant l'intégration institutionnelle dans le domaine de l'aviation. Cette opération intervient en application des instructions données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une réunion spéciale tenue le 12 mars 2025, concernant la création d'une Compagnie aérienne nationale de transport domestique.

A. N.

ALGÉRIE FERRIES

Le navire Grec "El Venizelos" en renfort

Le navire grec "El Venizelos", affrété par l'Entreprise nationale du transport maritime des voyageurs (ENTMV), a accosté, jeudi au port d'Alger, dans le but de renforcer la flotte maritime en prévision de la prochaine saison estivale et d'assurer le transport des voyageurs dans les meilleures conditions. Le navire sera exploité sur les lignes Alger-Alicante-Alger et Oran-Alicante-Oran. Selon les explications fournies à cette occasion, le navire permettra le transport de plus de 2000 voyageurs et près de 750 véhicules. La cérémonie d'accueil du navire a été présidée par le ministre des Transports, Saïd Sayoud, en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, du directeur général de l'ENTMV, Sofiane Boudiaf et du directeur général de l'Entreprise portuaire

d'Alger (EPAL), Abdelhamid Boulaam.

320 TRAVERSÉES DURANT LA SAISON ESTIVALE

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a programmé 320 traversées maritimes durant la saison estivale 2025, en vue de répondre à la forte demande enregistrée durant cette période, a indiqué, par ailleurs, le directeur général de l'entreprise, Sofiane Boudarane. Ce dernier a précisé que le programme de cette saison avait été élaboré en adéquation avec les besoins des clients, sur la base des résultats des études menées dans ce domaine. Le programme estival de l'entreprise prévoit 200 traversées entre l'Algérie et la France, reliant les ports d'Annaba, Skikda, Béjaïa, Alger et Oran à ceux de Marseille et de Sète, ainsi que 120 traversées entre l'Algérie et l'Espagne, reliant les

ports d'Alger et d'Oran à celui d'Alicante. Le programme sera mis en œuvre à travers 4 navires, y compris le navire grec affrété, avec la mise en place de dispositions spéciales pour améliorer la qualité des prestations, faciliter les procédures d'accueil et les opérations d'embarquement, en coordination avec les autorités concernées, selon le DG de l'entreprise.

DES TARIFS « INCITATIFS ET COMPÉTITIFS »

D'autre part, l'entreprise a fixé des tarifs « incitatifs et compétitifs », notamment à travers des offres promotionnelles spéciales pour encourager les membres de la communauté algérienne à l'étranger à passer leurs vacances en famille en Algérie, à l'instar des offres (El Bahia), (El Amal) et (El Hana), a-t-il fait savoir.

A. N.

BELHADJ DÉCHARGÉ DE SES FONCTIONS, À SA DEMANDE

M^{me} Aslaoui assure l'intérim à la tête de la Cour constitutionnelle

Le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, a été déchargé, à sa demande, ce jeudi, de ses fonctions, pour raisons personnelles.



Selon un communiqué de cette institution, c'est Mme Leïla Aslaoui, membre la plus âgée, qui assurera l'intérim de la présidence de la Cour constitutionnelle jusqu'à la désignation du nouveau président dans les quinze jours suivant la notification sur la base de l'article 6 du décret présidentiel du 8 mars 2022 relatif aux règles se rapportant à l'organisation de la Cour constitutionnelle. "Conformément aux dispositions du décret présidentiel 22-93 du 5 Chaâbane 1443 correspondant au 8 mars 2022 relatif aux règles se rapportant à l'organisation de la Cour constitutionnelle, notamment ses articles 6, 7 et 8, il a été procédé, jeudi 19 juin 2025, à l'organisation d'une délibération de la Cour constitutionnelle, sous la présidence du

membre le plus âgé, Mme Leïla Aslaoui, à l'effet de constater la vacance du poste de président", après que M. Omar Belhadj a demandé à être "déchargé de la présidence de la Cour constitutionnelle pour des raisons personnelles", a fait savoir le communiqué de cette institution. Selon les indications d'un communiqué de la Présidence de la République, le président Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, à la demande de ce dernier, qui lui a remis une lettre demandant à être déchargé de la présidence de

la Cour constitutionnelle pour des raisons personnelles, que le président de la République a acceptée. Le site web de cette institution indique que la Cour constitutionnelle, créée par le constituant dans la Constitution du 1er Novembre 2020, à la place du Conseil constitutionnel, est une institution indépendante chargée d'assurer le respect de la Constitution et un organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics. La Constitution a attribué à la Cour constitutionnelle un chapitre indépendant dans le titre IV, intitulé « Institutions de

contrôle ». La Cour Constitutionnelle se voit dotée de larges prérogatives lui conférant le rôle d'épine dorsale de l'État de droit, à la faveur des nouvelles dispositions contenues dans la Constitution du 1er Novembre 2020, ajoute la même source. La Cour constitutionnelle comprend douze membres, quatre sont désignés par le président de la République dont le président de la Cour, un élu par la Cour suprême parmi ses membres et un élu par le Conseil d'État parmi ses membres, ainsi que six élus au suffrage parmi les professeurs de droit constitutionnel.

Le site de cette institution souligne qu'« au regard du rôle important dont s'acquitte la Cour constitutionnelle dans la vie institutionnelle du pays, le choix de ses membres est une question d'une extrême importance, où il a été tenu compte dans les conditions de leur sélection, de l'alliance entre professionnalisme et impartialité, en sus de la compétence et du mérite dans les questions juridiques, ainsi que Le mode d'élection, la désignation et la durée du mandat consacrés par la Constitution, ont contenu les conditions de l'objectivité, de l'indépendance et de la régularité, qui en font une tribune pour promouvoir la Justice constitutionnelle.

M. R.

ÉLABORATION ET IMPRESSION DES SUJETS DU BAC

L'équipe en charge sort de quarantaine

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Saâdaoui, a supervisé, jeudi après-midi, à l'annexe de l'Office national des examens et concours à Kouba (Alger), la sortie de l'équipe chargée de l'élaboration et de l'impression des sujets du Baccalauréat session 2025, a indiqué un communiqué du ministère.

L'équipe chargée de l'élaboration, de la révision, du contrôle et de l'impression des sujets de l'épreuve du Baccalauréat a parachevé sa mission après «un confinement total de 44 jours lors duquel les membres se sont entièrement consacrés à cette tâche minutieuse, avec tout ce qu'elle implique comme rigueur et sérieux». À cette occasion, le ministre a exprimé sa reconnaissance et sa gratitude à tous les membres de l'équipe «pour les efforts laborieux fournis pour assurer la crédibilité de cet examen national et préserver le principe d'égalité des chances pour tous les candidats», affirmant que «le travail qu'il ont accompli traduit effectivement les valeurs d'engagement et de discipline dont fait montre le personnel du secteur de l'Éducation nationale». M. Saâdaoui a également salué «l'engagement et la mobilisation de tous les secteurs ministériels qui ont accompagné le ministère de l'Éducation nationale dans l'encadrement et l'organisation des examens scolaires nationaux, ainsi que les corps de sécurité et militaires au niveau central et local, qui veillent constamment à assurer toutes les conditions nécessaires à la réussite de ce rendez-vous national important, ce qui

reflète l'esprit de solidarité institutionnelle, et renforce la confiance en l'école algérienne». Ce dernier a, en outre, affirmé que «la session du Baccalauréat de cette année était à la hauteur et a connu l'adhésion de nombreux secteurs et acteurs, ce qui a contribué à créer une atmosphère positive et saine durant les jours d'examen, suscitant une grande satisfaction chez les candidats». Le

ministre a relevé que «les cas de fraudes enregistrés n'ont pas affecté le bon déroulement des épreuves». Il a, par ailleurs, indiqué que «le ministère s'attait à classer les établissements scolaires en fonction des résultats obtenus lors de cette session, et ce, dans le but de promouvoir la qualité de l'enseignement», a-t-il conclu.

L. Zeggane

INSTAURATION DE L'ÉTAT DE DROIT Azouz Nasri salue la politique du président Tebboune

Le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a salué, jeudi, les politiques adoptées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur de l'instauration de l'État de droit dans une Algérie nouvelle et victorieuse, qui veille à garantir et à protéger les droits et libertés. Ce qui, a-t-il dit, «se manifeste à travers la Constitution du 1er novembre 2020, visant à assurer la sécurité juridique nationale en chargeant l'État de veiller à l'élaboration de la législation relative aux droits et libertés et d'y garantir l'ac-

cès (...) », soulignant que «l'amendement législatif relatif au tribunal des conflits s'inscrit dans ce contexte». Il a ajouté que le texte de loi relatif à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites des stupéfiants et des substances psychotropes, constituait «une concrétisation des initiatives du président de la République, notamment le renforcement de l'arsenal juridique de lutte contre la drogue, la sensibilisation à ses dangers, la mise en place de programme de traitement et de réadaptation pour les toxicomanes ainsi que le

renforcement de la coopération internationale pour lutter contre ce fléau ». Il a, à cet égard, souligné «l'importance de la famille, de l'éducation et des soutiens psychologiques, compte tenu de leur rôle prépondérant dans la prévention de ces poisons ». Au terme de son intervention, Azzouz a salué «les efforts soutenus déployés par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), en collaboration avec les autres corps de sécurité, dans la lutte contre le trafic de drogue et la protection du pays et des citoyens».

Ania N.

MIGRATION ET DROITS DE L'HOMME

Le président du CNDH installe un comité de réflexion

Le président du Conseil national des droits de l'homme (CNDH) Abdelmadjid Zaâlani a présidé à Alger, l'installation d'un comité de réflexion sur la question de la migration et des droits de l'homme dans le but de concourir à trouver des solutions applicables dans ce domaine.

À cette occasion, M. Zaâlani a souligné que «l'installation de ce comité s'inscrivait dans le cadre des missions du Conseil relatives à la création de comités ad hoc chargés de l'examen de thématiques précises», ajoutant que «ce comité disposera d'un délai de six mois pour élaborer un rapport sur la migration et les droits de l'Homme, rapport qui constituera une contribution pour trouver des solutions applicables».

Le même responsable est revenu, dans ce contexte, sur «la contribution internationale de l'Algérie à trouver des solutions radicales à la migration, en mettant l'accent sur le développement, notamment en Afrique ainsi que sur l'octroi d'aides aux pays pauvres». Ainsi, M. Zaâlani a souligné que «le comité, composé de représentants des pouvoirs publics et de la société civile, aura pour mission d'examiner les moyens de garantir une migration organisée et sûre, dans un contexte marqué par la multiplication des facteurs de migration tels que la pauvreté, le sous-développement, les conflits ou encore les changements climatiques». Pour sa part, la cheffe de mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Algérie, Mme Lalini Veerasamy a affirmé que «l'Algérie s'acquitte d'un rôle important en tant qu'acteur œuvrant à traiter la question migratoire avec une approche humaine, organisée et structurée dans le cadre de ses relations avec les organisations internationales». Elle s'est félicitée également de «la coopération excellente unissant son instance, les autorités et la société civile en Algérie dans le cadre du débat de la question de migration dans tous ses volets», ajoutant que cette «relation solide permet une réflexion commune et la mise en œuvre de solutions concrètes et pratiques dans tous les pays». à noter que, «le comité devrait également traiter des effets de la migration, positifs comme négatifs, sur les pays d'origine, de transit et de destination, tout en mettant la lumière sur les moyens de garantir la protection des droits de l'Homme».

L. Z.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Mouvement partiel dans le corps des chefs de daïra

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a opéré, jeudi, après accord du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un mouvement partiel dans le corps des chefs de daïra au niveau des wilayas, indique un communiqué du ministère. «Après accord de Monsieur le président de la République, Monsieur le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire a opéré, jeudi 23 Dhou El Hijda 1446 correspondant au 19 juin 2025, un mouvement partiel dans le corps des chefs de daïra au niveau des wilayas », lit-on dans le communiqué. Ainsi, «44 cadres ont été promus chefs de daïra, 58 chefs de daïra ont été mutés, 6 chefs de daïra ont été admis à la retraite, il a été mis fin aux fonctions de 8 chefs de daïra et 3 chefs de daïra ont été appelés à d'autres fonctions», selon le communiqué.

A. N.

BENDJAMA CONDAMNE L'AGRESSION CONTRE L'IRAN TOUT EN AFFIRMANT QUE SES SITES NUCLEAIRES SONT SOUS GARANTIES DE L'AIEA

« Le récit sioniste est inacceptable »

À la demande de Téhéran, le Conseil de sécurité a tenu, hier, en urgence, une réunion extraordinaire sur la guerre déclarée par Israël contre l'Iran.

C'est le même récit de « guerre préventive » avancé par l'administration américaine de Bush avant d'envahir, en 2003, l'Irak de Saddam qui détiendrait des armes de destruction massives, qui s'est reproduit, 22 ans plus tard, sous le criminel de guerre Netanyahu, qui a lancé les hostilités contre l'Iran sous prétexte qu'elle développe une bombe nucléaire. Comment attaquer un pays souverain par bombarder ses sites nucléaires en alléguant qu'il développe une bombe nucléaire alors que son programme nucléaire est soumis aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique ? L'entité sioniste a commis un double crime. D'abord, elle est l'agresseur d'un pays souverain en violation de la Charte de l'ONU. Et puis, elle a attaqué des sites nucléaires avec le risque de provoquer des rejets de radiations



qui peuvent affecter gravement des populations civiles. Ce qui est une violation des principes de la Charte de l'ONU, du droit international et du Statut de l'AIEA.

Ainsi, intervenant lors de la réunion du CSNU, le représentant permanent de l'Algérie, Amar Bendjama, a dénoncé l'agression de l'Iran en détruisant l'argument fallacieux de bombe nucléaire. Une agression que rien ne peut

justifier. Dans son discours, Bendjama a mis en lumière la nullité de tout récit ou tentative visant à justifier l'agression commise par l'occupation sioniste. « Nous devons résister à toute tentative de justifier ce qui est considéré comme un acte d'agression contre un État souverain et membre des Nations Unies et en violation flagrante de la Charte des Nations Unies », a-t-il affirmé, ajoutant qu'un tel « récit

trompeur est inacceptable. »

Ensuite, Bendjama a rappelé que l'entité sioniste « a attaqué des installations nucléaires soumises aux garanties » de l'AIEA. Autrement dit, ces sites sont sous protection spéciale de l'AIEA et, de ce fait, il est strictement interdit qu'ils fassent l'objet d'une quelconque attaque. Une telle attaque constitue une violation des lois et des chartes de l'ONU. « Si la présence d'inspecteurs internationaux sur le terrain en Iran ne garantit pas la protection de ces installations, alors la crédibilité de l'ensemble du Traité de non-prolifération nucléaire est en jeu aujourd'hui », met en garde Bendjama, qui s'est interrogé, « si les responsables de la protection de ce traité ne peuvent ou ne veulent pas condamner ces violations, ils doivent se demander quel est (leur, ndlr) l'objectif ? »

POUR LES NÉGOCIATIONS SUR LE NUCLEAIRE IRANIE

Face à la montée des hostilités qui mettent gravement en péril la paix et la sécurité dans le Moyen-Orient, et même ailleurs si d'autres acteurs s'invitent dans cette guerre, le diplomate algérien a appelé à la reprise des négociations sur le nucléaire iranien parrainées par le Sultanat d'Oman qui constituent « la meilleure » option. « Les négociations demeurent une option fondamentale et permettent à la diplomatie de triompher de la voix de la guerre », a-t-il plaidé, soulignant le rejet par l'Algérie de la politique de deux poids deux mesures concernant les civils et les infrastructures tout en appelant à faire valoir la voix de la raison. D'autre part, il a indiqué à propos des négociations entre les l'Iran et la Troïka européenne (Royaume-Uni, Allemagne et France) d'un côté, ainsi que celles entre les États-Unis et l'Iran sous la médiation d'Oman de l'autre, « demeurent constructives », assurant que « l'Algérie a toujours cru à la voie du dialogue ».

Par ailleurs, l'AIEA a, par la voix de son directeur Rafael Grossi, était formel au sujet du programme nucléaire iranien. « Une solution diplomatique est possible si la volonté politique est là. Des éléments d'un accord ont été discutés. L'AIEA peut garantir, par l'intermédiaire d'un système d'inspections incontestables, que des armes nucléaires ne seront pas développées en Iran ».

Ania N.

Farid Guellil

CONTRIBUTION

JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS

Solidarité, soutien total, aide, secours

et assistance aux réfugiés sahraouis dans l'épreuve qui leur est imposée

La Journée mondiale des réfugiés est une Journée internationale dédiée à la célébration de la résilience des réfugiés face au conflit et à la persécution dont ils sont victimes. Elle a lieu le 20 juin chaque année depuis sa création en 2001, année du 50e anniversaire de l'adoption de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Le thème retenu pour la Journée de 2025 est « SOLIDARITÉ ».

Dans ce cadre et contexte, Je prie, j'invite et j'appelle tous les citoyens épris de paix, de justice et attaché aux valeurs nobles de l'humanité, d'avoir une pensée chaleureuse et un élan solidaire avec les réfugiés sahraouis qui vivent dans des conditions difficiles hors de leur territoire le Sahara occidental occupé illégalement par le Royaume du Maroc, en violation du droit international.

Figurant depuis 1965 sur la liste des territoires non autonomes du comité de décolonisation des Nations unies, le Sahara occidental est un territoire dont le processus de décolonisation a été interrompu par l'invasion et l'occupation marocaine de 1975 et qui relève de l'application de la résolution 1514, de décembre 1960 de l'assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux peuples et pays coloniaux.

En cette Journée commémorative, à l'instar des citoyens du monde épris de justice et de paix, je salue la dignité. Le courage et l'endurance du peuple sahraoui qui a forcé le respect de tous ceux qui ont su apprécier la justesse de sa résistance et reconnaître ses sacrifices dans l'épreuve qui lui est imposée.

L'Algérie attaché fermement aux principes de la Révolution de Novembre 1954, cette terre d'accueil et d'hospitalité fidèle à son histoire ancestrale, continuera à apporter soutien, aide, secours et assistance aux réfugiés du Sahara occidental qui sont sous le mandat du HCR qui assure leur protection et la mobilisation de l'assistance humanitaire en leur faveur conformément à la convention du 28 juillet 1951 relative aux statuts des réfugiés.

Vive la lutte du peuple sahraoui sous l'égide du Front Polisario pour le juste droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

Par Mahrez Lamari, militant des droits de l'Homme et des peuples

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS ET DE DROGUE

Un réseau criminel démantelé entre le Maroc et l'Espagne

La police espagnole, en collaboration avec l'agence anti-criminalité de l'Union européenne (Europol), a démantelé un réseau criminel basé à Ceuta et Algésiras, impliqué dans le trafic d'êtres humains et de drogue entre le Maroc et l'Espagne, rapportent jeudi les médias espagnols. L'organisation utilisait des embarcations précaires, souvent pilotées par des mineurs, pour transporter simultanément migrants et stupéfiants dans ce qu'elle appelait des « cargaisons mixtes », précise la même source. Le réseau criminel a facilité l'entrée clandestine en Espagne d'au moins 200 migrants marocains, dont beaucoup ont déboursé jusqu'à 14600 euros pour un « forfait complet » incluant le voyage et l'hébergement du Maroc vers l'Espagne, voire d'autres pays européens. L'organisation aurait gagné plus de 2,5 millions d'euros rien que grâce à la traite des êtres humains, ajoutent les médias espagnols. Au cours de l'opération, huit personnes ont été arrêtées: quatre à Algésiras, trois à Ceuta et une à Ibiza. Trois d'entre elles ont été placées en détention provisoire. De plus,

six perquisitions domiciliaires et un contrôle commercial ont permis la saisie de 22 kilos de haschisch, de 10800 comprimés de clonazépam, un médicament prescrit principalement aux toxicomanes au Maroc, pour y fabriquer un stupéfiant très dangereux connu localement sous le nom de « Karkoubi ». Ont été saisis aussi 47.000 euros en espèces, deux bateaux, cinq véhicules, des bijoux, des bidons d'essence et plusieurs couteaux. L'opération, mobilisant plus de 100 agents, a porté un coup dur aux réseaux de trafic d'êtres humains et de drogue dans la région du détroit de Gibraltar. L'enquête reste ouverte et de nouvelles arrestations ne sont pas exclues, selon les médias. Ces derniers mois, plusieurs réseaux de trafic de drogue impliquant le Maroc ont été démantelés dans plusieurs pays européens notamment l'Espagne dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants en provenance du Maroc, premier producteur mondial de haschisch et source principale d'approvisionnement pour le marché européen.

Ania N.

IL A PROPOSÉ UNE AIDE HUMANITAIRE À L'ENTITÉ SIONISTE

Le Maroc au secours du bourreau

Le Maroc est en train d'assumer, pleinement, son nouveau statut de serviteur aux ordres de l'entité sioniste. Ouvrir ses ports aux navires chargés d'armes en partance pour l'entité sioniste, assurer le repos du guerrier aux soldats de Tsahal en campagne génocidaire à Ghaza, fournir une aide matérielle et en chair à canon pour l'armée israélienne sont autant de signes d'allégeance du Makhzen à l'ordre sioniste.

Et voilà qu'une nouvelle preuve du soutien inconditionnel de ce pays à l'entité sioniste est fournie par un tweet de Gilbert Collard, un avocat français et ancien député au parlement européen, sur la plateforme X, qui est venu annoncer la disponibilité de M6 à fournir une aide à Israël. C'est du jamais vu et

c'est une véritable offense pour le peuple marocain qui n'arrive plus à supporter les errements du makhzen et de la famille royale. Dans son tweet, Gilbert Collard a révélé que le régime marocain a proposé de fournir une aide humanitaire à l'entité sioniste suite aux frappes de missiles lancées par l'Iran. « Le Maroc annonce sa volonté d'apporter une aide humanitaire à Israël... Au Maroc, il y a un grand peuple avec un grand roi ! » a écrit Collard dans son tweet, faisant référence au soutien de Rabat à Tel-Aviv dans un contexte d'escalade des tensions dans la région suite à l'agression flagrante de l'entité sioniste contre l'Iran. Il faut rappeler que Gilbert Collard est connu pour ses positions prosionistes. Il a été député européen de juillet

2019 à juillet 2024. Il a également été député à l'Assemblée nationale française et membre de la Commission des lois et de la défense nationale de 2012 à 2019. Il dirige actuellement le mouvement «France Alternative » et est l'auteur d'un livre intitulé « Mémoires d'une personne sans défense ».

Le Maroc qui propose une aide humanitaire à Israël mais qui refuse de condamner le génocide actuellement en cours à Ghaza. Il avait même refusé de voter une résolution de l'ONU appelant à l'ouverture des passages pour l'acheminement des aides aux populations meurtries de Ghaza.

C'est une grave atteinte à la dignité du peuple marocain qui assiste impuissant à la cession de la souveraineté de son pays à l'en-

tité sioniste. André Azoulay le conseiller du roi est aujourd'hui le principal décideur au pays du Makhzen.

C'est encore une grave dérive que vient de commettre M6 qui ne semble plus en mesure d'assumer son statut de président du comité Al-qods et qui n'est plus en mesure d'assurer la dignité à son peuple qu'il a réduit à de simples serviteurs aux magnats israéliens venus prendre possession de vastes terres agricoles dans le pays, d'amuseurs prêts à « déstresser » les soldats de Tsahal venus s'offrir le repos du guerrier dans le royaume. C'est une véritable descente aux enfers qui est annoncée au Maroc et c'est aussi une véritable OPA lancée sur le pays.

Slimane B.

NÉGOCIATIONS IRAN-TROÏKA EUROPÉENNE

Araghchi pose ses conditions

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, était hier, vendredi, à Genève (Suisse) pour participer aux discussions sur le nucléaire iranien avec ses homologues français, allemand, britannique, ainsi qu'avec la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.



PH : OR

Des sources médiatiques locales ont fait savoir qu'avant cette réunion, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a eu des contacts avec les ministres des Affaires étrangères français, allemand et britannique, ainsi qu'avec la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Kaya Kallas, dans le cadre des préparatifs américains en vue d'un dialogue direct avec Téhéran. Le secrétaire d'État américain a informé son homologue français de la disponibilité de Washington à dialoguer directement avec la partie iranienne à tout moment. De son côté, Abbas Araghchi a exclu toute négociation avec Washington tant que dureront les attaques de l'entité sioniste. Dans un entretien accordé ce 20 juin à la télévision iranienne publique, il a déclaré : « Les Américains nous ont transmis à plusieurs reprises des messages appelant sérieusement à des négociations. Mais nous avons clairement indiqué que tant que l'agression ne cessera pas, il n'y aura pas de dialogue. Nous sommes en situation de défense légitime, et cela ne saurait être interrompu, quelles que soient les circonstances ». Il a tou-

tefois distingué entre négociation et « conversation », précisant qu'il n'y voyait pas d'obstacle dans ce dernier cas. Abbas Araghchi a exclu toute négociation sur les capacités de missiles ou de défenses du pays, soulignant que les discussions d'hier avec les Européens à Genève devaient porter sur les questions nucléaires et régionales. Abbas Araghchi a déclaré : "Nos missiles sont destinés à défendre le pays et à créer un effet dissuasif". Les accusations d'inaction portées, ce jeudi, par le président de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Mohammad Eslami contre l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), quand il s'agit de condamner les attaques sionistes, confirment les soupçons de partialité de cette institution internationale censée être « objective » et, par extension, confirment également les doutes sur la « sincérité » de la démarche d'autres institutions qui ont montré leur alignement sur toute la ligne avec le bloc occidental contre les pays du Sud, en particulier avec l'entité sioniste

contre la Résistance palestinienne.

APPEL À L'ARRÊT INCONDITIONNEL DE L'AGRESSION SIONISTE

Dans un message publié sur les réseaux sociaux, le président iranien Masoud Pezeshkian a appelé vendredi à "une cessation inconditionnelle de l'agression" sioniste contre l'Iran "comme la seule solution pour mettre fin à la guerre imposée", ont rapporté des médias. "Nous avons toujours recherché la paix et le calme, mais la seule façon de mettre fin à la guerre imposée dans les conditions actuelles est la cessation inconditionnelle de l'agression de l'ennemi et des garanties de la fin définitive de l'aventurisme des terroristes sionistes". Le président iranien a averti que si l'agression sioniste n'est pas stoppée, "l'Iran donnera des réponses plus sévères qui feront regretter à l'agresseur d'avoir attaqué le pays".

NOMINATION DANS LES GRI
Le Corps des Gardiens de la

révolution islamique (GRI) d'Iran a nommé jeudi Majid Khademi à la tête de son service de renseignement, a rapporté l'agence de presse Fars, après la mort en martyr de l'ancien chef de l'organisation Mohammad Kazemi et de son adjoint Hassan Mohaghegh, dimanche dernier lors de frappes aériennes sionistes sur la capitale iranienne. Par ailleurs, les arrestations d'agents de l'entité sioniste et du Mossad se poursuivent en Iran. Jeudi, la police iranienne a annoncé l'arrestation de 18 agents sionistes, confirmant qu'ils concevaient et fabriquaient des drones espions et suicides dans un atelier de Machhad. Auparavant, la police iranienne de la province d'Ispahan a arrêté quatre personnes soupçonnées de collaboration avec l'entité sioniste. Les services de sécurité iraniens ont également annoncé l'arrestation de cinq individus impliqués dans l'incitation à la sédition et le soutien à l'agression sioniste à Qazvin (nord de l'Iran).

M'hamed Rebah

TENTATIVE D'ASSASSINAT DU MAE ABBAS ARAGHCHI

L'Iran déjoue un complot du Mossad

Le bras de fer entre l'Iran et l'entité sioniste franchit un nouveau cap dramatique. Tandis que les services iraniens annoncent avoir déjoué une tentative d'assassinat visant Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères, un missile balistique iranien s'est abattu sur Birsbaa, dans le sud de la Palestine occupée, frappant de plein fouet des infrastructures névralgiques israéliennes. Ces événements surviennent dans un contexte d'escalade militaire sans précédent entre les deux puissances régionales. Mohammad Hossein Ranjbaran, conseiller du ministre iranien des Affaires étrangères, a révélé jeudi que les services de renseignement iraniens ont neutralisé une tentative d'attentat contre Abbas Araghchi à Téhéran. Le complot, attribué au Mossad, aurait visé le diplomate iranien à l'occasion de déplacements diplomatiques prévus à Genève. Selon Ranjbaran, des mesures de sécurité renforcées ont permis de prévenir l'opération. Il a comparé Araghchi au général Qassem Soleimani, symbole de la résistance iranienne, en affirmant que « le ministre est un soldat au service de la République islamique ». Ce projet d'assassinat rappelle les précédents actes de sabotage ciblés menés par Israël contre des scientifiques et responsables iraniens.

FRAPPE CHIRURGICALE IRANIEENNE SUR BIRSBAA

Le même jour, l'Iran a revendiqué une frappe balistique de haute précision contre la ville de Birsbaa, considérée comme un centre stratégique dans le dispositif militaire israélien. Le missile, d'un poids estimé à plus de 300 kg, a contourné les systèmes d'interception israéliens pour atteindre sa cible. Le projectile a explosé à proximité immédiate de plusieurs sites sensibles, notamment le bureau local de Microsoft. Des installations militaires liées à

Rafael et Elbit Systems, deux piliers de l'industrie de défense israélienne, Un nœud de communication ferroviaire, entraînant la fermeture de la gare de Birsbaa. Les dégâts matériels sont importants. 18 colons ont été blessés, dont plusieurs grièvement, selon les autorités israéliennes. Des incendies ont ravagé la zone, et une colonne de fumée s'élevait au-dessus de la ville pendant plusieurs heures.

ISRAËL CIBLE PAR DRONES ET MISSILES

En réponse aux attaques iraniennes, Israël a intensifié ses bombardements sur le territoire iranien, visant plusieurs zones de la province de Téhéran, dont Lavizan, Damavand et Kahrizak. Des drones israéliens ont été interceptés dans les provinces de Golestan et près de la capitale. Des explosions ont également été rapportées aux abords de Rasht, dans le nord du pays. Face à cette intensification, Téhéran a déclenché la troisième phase de son opération de représailles, baptisée Al-Waad al-Sadeq 3 (« La promesse véridique 3 »), en ciblant des infrastructures de cyberdéfense, communication militaire, et logistique israélienne, notamment dans le sud et le centre de la Palestine occupée.

LES CAMÉRAS ISRAËLIENNES PIRATÉES PAR L'IRAN

Une enquête de l'agence Bloomberg, corroborée par des sources sécuritaires israéliennes, indique que l'Iran a exploité les vulnérabilités des caméras de surveillance domestiques israéliennes. Mal sécurisées, beaucoup utilisent encore des mots de passe par défaut comme « 1234 », facilitant leur piratage. Ces dispositifs ont permis aux services iraniens d'obtenir des images en temps réel des zones touchées, et de calibrer leurs frappes avec une précision inédite. Rafael Franco, ancien directeur de l'Autorité israélienne de cybersécurité, a reconnu que ces

failles représentent un « talon d'Achille » majeur. Une méthode similaire avait été observée lors de l'attaque du 7 octobre 2023, lorsque la résistance palestinienne avait utilisé les caméras des colons pour planifier ses opérations. Les services de sécurité iraniens ont par ailleurs annoncé l'arrestation de 16 individus soupçonnés d'agir pour le compte du Mossad dans la province de Lorestan. Cette cellule aurait fourni des informations sur des infrastructures sensibles, facilitant les frappes israéliennes récentes. L'opération illustre l'intensification du combat sécuritaire interne mené par l'Iran.

CRAINTE D'UN CONFLIT RÉGIONAL

Les échanges de tirs et les bombardements croisés ont déjà fait un lourd tribut. Côté iranien, 224 morts et 1.277 blessés, principalement civils, ont été recensés. Côté israélien, 25 morts et plus de 800 blessés seraient à déplorer à la suite des attaques iraniennes, selon des sources locales. Alors que les mécanismes diplomatiques semblent paralysés, la crainte d'un embrasement régional gagne en intensité. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé à « une désescalade immédiate », sans effet apparent sur le terrain. Dans un message publié jeudi sur la plateforme X, l'Ayatollah Ali Khameneï a affirmé que la riposte iranienne ne faisait que commencer : « L'ennemi sioniste est en train d'être puni... et il sera puni encore. » Alors que le Proche-Orient vit au rythme des explosions, des cyberattaques et des menaces croisées, l'heure semble plus que jamais grave. Les événements récents marquent un tournant décisif dans la confrontation entre Téhéran et Tel-Aviv – une guerre hybride et asymétrique qui dépasse désormais les frontières habituelles et fait planer le spectre d'un conflit généralisé.

M.Seghilani

ALORS QUE LE PAYS POURSUIT SA RIPOSTE CONTRE LA GUERRE SIONISTE L'heure de l'unité et de la résistance a sonné en Iran

La riposte iranienne à la guerre sioniste déclenchée par l'occupant israélien, le 13 juin dernier, s'est accentuée ces dernières heures, faisant subir d'énormes pertes à l'entité sioniste, alors que les appels des hautes autorités iraniennes à l'unité et à la résistance populaire se multiplient pour défendre la nation face à l'agresseur israélien avec la complicité des États-Unis, comme c'est le cas depuis octobre 2023, contre les Palestiniens de Gaza. Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, s'est adressé au peuple, l'exhortant à « ne jamais se laisser faire » et à « résister jusqu'au bout ». « Ne laissez pas l'ennemi sentir que vous le craignez ou que vous vous sentez faibles face à lui. S'il sent que vous le craignez, il ne vous lâchera pas. Continuez avec la même fermeté que vous avez démontrée jusqu'à aujourd'hui », a-t-il souligné, affirmant que la victoire sera du côté de l'Iran et que l'ennemi sera défait. Pour sa part, le président Massoud Pezeshkian a affirmé que l'unité nationale et la solidarité aideraient le pays à surmonter toute crise. « Je crois que nous surmonterons chaque crise grâce à la solidarité et à l'unité nationales », a-t-il déclaré lors d'une réunion hebdomadaire de son Cabinet. Dans le même sillage, le conseiller du Guide suprême de la révolution islamique, Ali Laridjani, a appelé les Iraniens à redoubler de résistance et de persévérance face à l'agression de l'entité sioniste, affirmant que cette attitude est "la clé à même de permettre au peuple iranien de vaincre l'ennemi sioniste ».

ATTACHEMENT IRANIEEN À LA VOIE DIPLOMATIQUE ET À SES DROITS LÉGITIMES SUR SON DOSSIER NUCLÉAIRE CIVIL

Alors que l'Iran a intensifié sa riposte à la guerre sioniste, les appels à la désescalade et à la retenue se poursuivent à travers le monde et plusieurs pays et organisations internationales ont exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre des mesures urgentes, conformément aux responsabilités qui lui incombent, afin d'apaiser la tension dans la région. L'Iran s'est toujours dit attaché à la voie diplomatique, mais a souligné qu'il continuera toutefois à exercer son droit légitime à l'autodéfense contre l'entité sioniste qui a déclenché avec le feu vert de Washington sa guerre contre un pays et un État souverain. Le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a confirmé, jeudi, son intention de rencontrer, vendredi en Suisse, ses homologues de la troïka européenne et le chef de la politique étrangère de l'Union européenne pour écouter et examiner les points de vue et initiatives à même de mettre fin à l'agression sioniste. Pressé d'agir face à l'agression sioniste contre l'Iran, le Conseil de sécurité de l'ONU devait tenir une nouvelle réunion hier (vendredi) sur, la guerre sioniste contre l'Iran, aux risques catastrophiques non seulement sur la situation au Moyen-Orient mais le monde également, selon la mission du Guyana qui préside le Conseil pour ce mois de juin. Après une première réunion d'urgence la semaine dernière, cette nouvelle session, prévue vendredi à 10H00 (14H00 GMT) (hier NDLR) a été demandée par l'Iran, selon une source diplomatique.

Ania N

POUR CRIMES CONTRE LES ENFANTS PALESTINIENS

Israël maintenue dans la « blacklist » de l'ONU

Les violences infligées aux enfants dans les zones de conflit ont atteint un sommet terrifiant en 2024, alerte l'Organisation des Nations unies dans son rapport annuel sur les enfants et les conflits armés.

Dans cette litanie de souffrances, l'entité sioniste figure en tête des bourreaux, accusée de la majorité des violations, notamment contre les enfants palestiniens à Ghaza, en Cisjordanie occupée et à El-Qods. Depuis le début de la guerre israélienne contre Ghaza le 7 octobre 2023, 18.000 enfants palestiniens sont tombés en martyrs dans l'enclave assiégée, tandis que 197 autres ont été tués en Cisjordanie occupée. Ces chiffres sont fournis par des sources onusiennes et des organisations humanitaires opérant sur le terrain, et traduisent l'ampleur d'une guerre qui cible délibérément les plus vulnérables. Par ailleurs, plus de 128.000 personnes ont été blessées à Ghaza, dont un nombre important d'enfants rendus invalides à vie, tandis qu'en Cisjordanie, on recense plus de 6 700 blessés, dans un contexte de répression quotidienne, de raids militaires, et d'agressions systématiques par les colons armés. Le rapport du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, révèle 41.370 violations graves contre les



Ph. DR

enfants dans les zones de conflit, dont 36.221 enregistrées en 2024 et 5.149 survenues auparavant mais vérifiées cette année. Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis la création de ce mécanisme en 2005, dépassant de loin le record de 2023. Au total, 22 495 enfants ont été touchés directement, dont plus de 4.500 tués et 7.000 blessés, sans compter les cas de recrutement, d'enlèvements, de détention arbitraire, ou d'utilisation comme boucliers humains. « Les cris de ces enfants qui auraient dû apprendre à lire ou jouer au ballon, mais qui ont été forcés d'apprendre à survivre aux bombardements, devraient nous empêcher de dormir », déplore Virginia Gamba, représentante spéciale de l'ONU pour les enfants dans les conflits armés. L'ONU accuse également l'armée israélienne d'avoir trans-

formé la famine en arme de guerre. À Ghaza, les enfants meurent faute de nourriture, de médicaments, ou d'abris. Les écoles, les hôpitaux et les centres humanitaires sont systématiquement ciblés. Des convois sont bombardés. Des employés de l'ONU ont été tués. Et les procédures administratives israéliennes bloquent l'acheminement de l'aide vitale. Le rapport mentionne également les attaques israéliennes contre le Liban, qui ont causé la mort ou la blessure de plus de 500 enfants, en violation flagrante du cessez-le-feu temporaire. Une escalade de plus dans une région déjà en proie aux tensions. Le secrétaire général Antonio Guterres, a exprimé sa « profonde inquiétude » face à la poursuite de ces atrocités, et appelle une nouvelle fois à la reddition des comptes.

Il rappelle que toutes les parties sont tenues de respecter le droit international humanitaire, en particulier les dispositions relatives à la protection des enfants. « Israël doit être tenu responsable de ses crimes contre les enfants », insiste le rapport. Depuis octobre 2023, près de 186.000 Palestiniens ont été tués ou blessés à Ghaza, dont une majorité d'enfants et de femmes. Plus de 11 000 personnes sont portées disparues, très probablement sous les décombres. Des centaines de milliers ont été déplacées. Les témoignages d'enfants amputés, traumatisés ou affamés s'accumulent. En Cisjordanie occupée, l'armée israélienne et les milices de colons ont tué près de 1 000 personnes, blessé plus de 7 000, et arrêté plus de 17 500 Palestiniens, dont des centaines d'enfants incarcérés dans des conditions inhumaines. Ce rapport de l'ONU est une énième alerte face à une situation humanitaire insoutenable. Il confirme les conclusions de nombreuses ONG, chercheurs et juristes internationaux qui parlent désormais ouvertement de génocide à Ghaza. La communauté internationale, et en particulier les grandes puissances, ne peuvent plus se contenter de « préoccupations » ou de condamnations symboliques. Chaque jour qui passe sans sanctions contre Israël est un jour de plus où l'impunité continue de tuer. La justice pour les enfants de Ghaza et de la Palestine est désormais une exigence morale pour l'humanité toute entière.

M. Seghilani

GHAZA

Les Palestiniens massacrés dans l'indifférence totale

La tragédie humanitaire à Ghaza ne connaît aucun répit. En l'espace de 24 heures, plus de 100 Palestiniens ont été tués, dont 84 dans une série de frappes israéliennes meurtrières. Parmi eux, au moins 23 civils ont péri alors qu'ils attendaient de la nourriture à proximité d'un centre de distribution, selon les équipes médicales sur le terrain. L'UNRWA a dénoncé avec fermeté la dangerosité croissante de ces points de distribution, mis en place sous contrôle israélo-américain, les qualifiant de « pièges mortels » pour une population affamée. Les camps de réfugiés de Nuseirat et de Rafah, ainsi que la ville de Deir al-Balah, ont été les théâtres de frappes intenses, visant des attroupements de civils venus chercher de l'aide humanitaire. L'hôpital Al-Awda a rapporté avoir accueilli des dizaines de blessés et les corps de 23 martyrs. À Rafah, cinq autres Palestiniens ont été tués à proximité immédiate d'un point de distribution. Dans un tel contexte, la survie devient une loterie mortelle, même pour ceux qui cherchent simplement à se nourrir. Alors que les bombardements continuent, le système de santé de Ghaza s'effondre totalement. L'ONU et l'UNRWA alertent sur l'impossibilité de soigner les blessés, de maintenir les hôpitaux en fonctionnement ou même de fournir de l'eau potable. Depuis plus de 100 jours, aucun carburant n'est entré à Ghaza, rendant inopérantes les ambulances, les couveuses néonatales, les stations de dessalement et les boulangeries. Le bureau des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a dressé un constat alarmant : la plupart des hôpitaux sont désormais sans électricité, les réservoirs d'eau sont à sec, et les réseaux de communication paralysés. La société de télécommunication palestinienne peine à rétablir les connexions dans le sud du territoire, tandis que les coupures de la fibre optique empêchent la coordination humanitaire et la diffusion d'informations

vitales. La situation nutritionnelle est catastrophique. Le directeur général de l'OMS dénonce la mort d'enfants de faim à Ghaza, et l'UNICEF évoque une explosion des cas de malnutrition aiguë sévère. Le siège imposé depuis octobre 2023, accompagné de destructions ciblées des infrastructures civiles, a transformé la bande de Ghaza en un champ de ruines où la famine est utilisée comme une arme de guerre.

LA RÉSISTANCE TIENT BON ET MAINTIENT LA RIPOSTE

Sur le plan militaire, les Brigades Al-Qasam, branche armée de la résistance palestinienne, ont revendiqué plusieurs opérations ciblées contre les forces d'occupation dans le sud de la bande de Ghaza. Dans une déclaration rendue publique ce vendredi, le mouvement affirme avoir bombardé un regroupement de soldats israéliens à Qeizan al-Najjar, au sud de Khan Younès, à l'aide de mortiers. Des tirs de roquettes de type "Rajoun", de calibre 114 mm, ont également visé les colonies de Nirim et de Ein HaShlosha (connue localement sous le nom d'al-Ayn al-Thalitha), à l'est de Ghaza. Les brigades affirment que les frappes ont atteint leurs cibles, provoquant des dégâts matériels et des pertes humaines dans les rangs israéliens. Ces opérations s'inscrivent dans la stratégie de riposte active face aux bombardements israéliens ininterrompus, notamment dans les camps de réfugiés qui paient un lourd tribut depuis octobre 2023. Les destructions massives et les déplacements forcés dans les camps d'al-Bureij, de Jabaliya ou de Rafah sont dénoncés comme un projet d'éradication territoriale et démographique. Dans ce contexte de guerre prolongée, de famine orchestrée et de blocus renforcé, le droit au retour apparaît comme la ligne de front politique, humanitaire et symbolique du peuple palestinien. La résistance

palestinienne rappelle que ce droit est inscrit dans la résolution 194 de l'ONU et qu'il ne saurait être marchandé dans aucun accord imposé. Alors que les puissances internationales tergiversent, et que les mécanismes juridiques sont contournés ou paralysés, le peuple palestinien affirme que son attachement à la terre et à la mémoire ne peut être effacé par la force. Tant que ce droit ne sera pas respecté, aucune paix ne pourra être construite sur des ruines et des silences.

55 706 MORTS ET 130 101 BLESSÉS DEPUIS LE 7 OCTOBRE 2023

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les frappes israéliennes ont continué de s'abattre sur les camps de réfugiés et les zones civiles densément peuplées. À Jabalia, 16 personnes ont été tuées dans une attaque aérienne à proximité de la mosquée al-Omari. À Zaytoun, Tel al-Hawa et Salah al-Din, les bombes ont ciblé des écoles servant d'abris de fortune, transformant les lieux de refuge en charniers. Le Croissant-Rouge palestinien rapporte que cinq civils sont morts et trente autres blessés près de l'hôpital Al-Qods. À l'ouest de Ghaza, un Palestinien a été tué dans le quartier du Renseignement, et au centre-ville, un drone a frappé un camp de déplacés près de l'entrepôt Jawwal, faisant deux morts supplémentaires. À l'école Salah al-Din, quatre autres personnes ont péri dans une nouvelle frappe. À ce jour, le ministère de la Santé de Ghaza dénombre 55 706 morts et 130 101 blessés depuis le 7 octobre 2023. À ce bilan déjà effroyable s'ajoutent plus de 11 000 disparus, supposés ensevelis sous les décombres. Malgré les injonctions de la Cour internationale de justice et les appels du Conseil de sécurité de l'ONU, les bombardements et les restrictions humanitaires se poursuivent sans relâche.

M. S.

COLÈRE MONDIALE CONTRE LA GUERRE SIONISTE Israël, paria international

Des foules immenses ont envahi les rues de Téhéran et d'autres grandes villes iraniennes ce vendredi, dans une démonstration de solidarité nationale et de rejet de l'agression militaire israélienne. Sous le mot d'ordre « Vendredi de la colère et de la victoire », ces manifestations ont coïncidé avec la prière du vendredi, se transformant en un vaste mouvement de contestation contre la guerre que mène Israël contre l'Iran. Des images largement relayées montrent des imams en treillis militaires ou en lincools, exprimant une disposition au sacrifice et une unité nationale face à l'ennemi. La mobilisation dépasse le cadre religieux pour incarner une réponse populaire et institutionnelle à une série de frappes israéliennes ayant visé, depuis le 13 juin, des infrastructures clés, des installations nucléaires et des figures scientifiques et militaires iraniennes. Le Guide suprême, l'Ayatollah Ali Khamenei, a dénoncé l'agression israélienne dans un discours solennel, affirmant que « le régime sioniste paiera le prix de ses crimes » et mettant en garde les États-Unis contre toute implication directe, qu'il a qualifiée de « pari stratégique aux conséquences irréversibles ». Les échos de la colère iranienne ont résonné bien au-delà des frontières du pays. À Vienne, en Autriche, une mobilisation significative a rassemblé des centaines de manifestants dans le quartier commerçant de Mariahilfer Straße. Portant des drapeaux iraniens et palestiniens, les participants ont scandé des slogans en soutien à Ghaza et en opposition à l'agression israélienne : « Libérez la Palestine », « Non au génocide » et « Ne touchez pas à l'Iran ». Parmi les manifestants, Amineh, une militante d'origine arabe, a souligné la diversité des participants : « Juifs, chrétiens, musulmans, athées... nous sommes tous ici pour dire stop au massacre et à la complicité occidentale. » Elle a rappelé le lourd tribut payé par les civils palestiniens : plus de 50 000 morts, majoritairement des femmes et des enfants, depuis le début des hostilités en octobre 2023. Au Maroc, la ville de Tétouan a vu se tenir une veillée citoyenne émouvante organisée par l'« Instance marocaine de soutien aux causes de la Oumma ». Des dizaines de participants ont exprimé leur solidarité avec Ghaza et l'Iran, exigeant la levée du blocus de Ghaza et appelant à un soutien accru aux mouvements de la résistance. Depuis plusieurs mois, le Maroc est le théâtre régulier de manifestations pro-palestiniennes, illustrant un soutien populaire constant malgré le rapprochement diplomatique entre Rabat et Tel-Aviv. Au cœur du conflit, la bande de Ghaza subit une campagne d'anéantissement qui suscite l'indignation mondiale. Soutenue politiquement et militairement par les États-Unis, Israël poursuit ses bombardements massifs, entraînant une destruction systématique des infrastructures civiles : hôpitaux, écoles, réseaux d'eau, centres de distribution alimentaire. Les opérations militaires se doublent d'une famine organisée, de déplacements forcés et d'un isolement complet de la population. Selon les derniers chiffres disponibles, environ 186 000 Palestiniens ont été tués ou blessés, un bilan accablant qui inclut une majorité d'enfants et de femmes. Plus de 11 000 personnes sont portées disparues, souvent ensevelies sous les décombres. Des centaines de milliers de déplacés tentent de survivre dans des camps de fortune, sans accès à l'eau potable, aux soins médicaux ou à la nourriture. Alors que la Cour internationale de justice a appelé à plusieurs reprises à la cessation immédiate des hostilités et au respect du droit humanitaire, Israël continue ses opérations en toute impunité, mettant à mal l'autorité du droit international et la crédibilité des instances onusiennes. Le conflit entre Israël, la Palestine et désormais l'Iran, ne cesse de s'envenimer. Face à cette escalade, des peuples du monde entier – de Téhéran à Vienne, de Tétouan à Berlin – se lèvent pour dénoncer la politique israélienne et le silence des grandes puissances. La mobilisation transnationale grandit, unissant des sociétés civiles diverses autour d'un même cri : stop à l'impunité, respect du droit international, justice pour les peuples opprimés. Dans ce contexte d'indignation mondiale, les gouvernements occidentaux, notamment en Europe, sont de plus en plus pressés de revoir leur politique de soutien inconditionnel à Israël. L'histoire retiendra-t-elle ce moment comme celui où les peuples ont refusé de rester spectateurs d'un génocide ?

M.S.

DES VOIX BRITANNIQUES ACCUSENT LEUR GOUVERNEMENT

« Complicité dans le génocide à Ghaza »

Un mouvement de protestation sans précédent s'intensifie au Royaume-Uni contre le rôle jugé complice de Londres dans la guerre menée par Israël à Ghaza.

Des voix emblématiques de la culture, de la politique et des droits humains s'unissent pour dénoncer l'inaction du gouvernement britannique face à ce qu'elles qualifient de génocide en cours contre le peuple palestinien. Parmi les nouvelles personnalités à rejoindre cet appel figurent l'actrice britannique acclamée Dame Judi Dench, la lauréate du prix Nobel de la paix Malala Yousafzai, ainsi que l'acteur Stanley Tucci. Ces figures publiques font désormais partie des plus de 100 signataires récents d'une lettre ouverte adressée au Premier ministre Keir Starmer, lui demandant expressément de « mettre fin à la complicité du Royaume-Uni » dans les atrocités perpétrées à Ghaza. Révélée par Sky News, cette lettre a été rédigée à l'initiative de l'organisation caritative Choose Love, spécialisée dans le soutien aux réfugiés. À la fin du mois de mai, elle avait déjà recueilli près de 300 signatures, parmi lesquelles celles de célébri-



tés comme Dua Lipa, Benedict Cumberbatch ou encore Gary Lineker. Tous appellent à la suspension immédiate des licences d'exportation d'armes britanniques vers Israël. Le contenu de la lettre est explicite : les signataires demandent au Premier ministre d'utiliser de tous les moyens disponibles pour garantir l'acheminement complet de l'aide humanitaire à Ghaza et pour œuvrer à un cessez-le-feu immédiat et durable. Dans un geste hautement symbolique, plusieurs artistes et activistes ont lu, devant le Parlement britannique, les noms des enfants tués dans la bande de Ghaza, dans une tentative déchirante de rendre visible l'ampleur de la tragédie humaine qui se joue à quelques heures de vol de Londres. Et pourtant, malgré

ces mobilisations croissantes, trois semaines après l'envoi de la première lettre, les signataires affirment avec amertume que « rien n'a changé ». La nouvelle vague de signataires comprend des noms prestigieux : Florence Pugh, Russell Tovey, Ncuti Gatwa (Doctor Who), Paolo Nutini, l'écrivain Michael Rosen, le musicien Paul Weller, les membres du groupe Little Mix, Leigh-Anne Pinnock et Jade Thirlwall, l'animatrice Fern Cotton, l'actrice de Game of Thrones Carice Van Houten, Bonnie Wright (Harry Potter), ainsi que l'ex-capitaine de l'équipe anglaise de rugby, Chris Robshaw. Leur message est clair et bouleversant : « Les enfants à Ghaza meurent de faim alors que nourriture et médicaments sont à quelques minutes d'eux », dénon-

cent-ils, accusant Israël de bloquer délibérément l'aide humanitaire. Selon la lettre, 71 000 enfants de moins de 4 ans souffrent de malnutrition aiguë, et ceux qui survivent à la faim vivent au rythme des bombardements. Plus de 15 000 enfants palestiniens ont déjà été tués. Les signataires ne ménagent pas leurs mots à l'égard du gouvernement britannique. « La violence, scellée par le silence du Royaume-Uni, les avions chargés de pièces fabriquées dans nos usines, sèment la mort sur des familles entières en quelques secondes », fustigent-ils. Et de conclure : « Chaque seconde qui passe est un enfant de plus qui meurt sous nos yeux. L'histoire s'écrit dans les moments de clarté morale, et celui-ci en est un. Le monde regarde. L'histoire n'oubliera pas. Les enfants de Ghaza ne peuvent attendre une minute de plus. Monsieur le Premier ministre, que choisirez-vous ? La complicité dans les crimes de guerre ou le courage d'agir ? » Bien que le gouvernement britannique ait suspendu environ 30 licences d'exportation d'armes vers Israël en septembre dernier, les chiffres récents contredisent cette posture. En effet, les données des mois d'octobre et décembre 2024 révèlent que Londres a approuvé des contrats d'armement totalisant 127,6 millions de livres sterling — une somme supérieure au total des exportations d'armes britanniques vers Israël sur la période 2020-2023. Depuis la première lettre, Keir Starmer a bien condamné les crimes israéliens à Ghaza comme étant « horribles et inacceptables ».

Toutefois, il s'est jusqu'à présent abstenu d'utiliser le terme « génocide », malgré les demandes croissantes venant même de députés de son propre parti. Le 10 juin dernier, le Royaume-Uni, aux côtés de l'Australie, du Canada, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande, a tout de même pris une mesure inédite : imposer des sanctions aux ministres israéliens d'extrême droite Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich pour incitation répétée à la violence contre les civils palestiniens. Ils se sont vu interdire l'entrée sur le territoire britannique et leurs avoirs ont été gelés. Un sondage commandé par l'ONG Action for Humanity et le Centre de justice internationale pour les Palestiniens et réalisé par l'institut YouGov révèle un tournant significatif dans l'opinion publique : 55 % des Britanniques interrogés s'opposent aux frappes israéliennes à Ghaza ; 82 % de ces opposants estiment qu'Israël commet un génocide ; 65 % des sondés soutiennent l'exécution du mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Ce vaste élan de conscience morale, associant figures culturelles, activistes et citoyens, place le gouvernement britannique face à ses responsabilités historiques. La question demeure : le Royaume-Uni osera-t-il briser son silence et mettre un terme à son soutien à une guerre qui, selon de nombreux observateurs et experts, frôle ou dépasse déjà les seuils du droit international humanitaire ?

M. Seghilani

QUOTIDIEN DES PALESTINIENS EN CISJORDANIE OCCUPÉE

Assassinés et spoliés de leurs maisons

Depuis plusieurs jours, l'armée d'occupation israélienne mène une campagne militaire d'une ampleur inédite en Cisjordanie occupée. Tandis que le monde reste braqué sur la guerre d'extermination en cours contre Ghaza, la violence coloniale se déploie à grande échelle dans les villes et villages de Cisjordanie : expropriations, raids, assassinats, démolitions, arrestations de masse. Le tissu social palestinien y est déchiré sous les coups d'une répression systématique. Au sud de Jénine, le village de 'Anza est devenu une zone militaire. Jeudi soir, l'armée israélienne a contraint 15 familles à quitter leurs maisons sous la menace, avant de transformer leurs habitations en postes militaires. Selon Tayssir Sadqa, président du conseil local, les forces occupantes ont mené des fouilles brutales, saccagé les maisons et maltraité les résidents. Ces opérations ont également touché les villes voisines de Qabatiya, Arraba, Maythalloun et Ajja. À El-Khalil, les colons armés, avec la couverture de l'armée, poursuivent leur terreur : à Surif, des terres agricoles ont été incendiées, causant la mort d'un civil et blessant grièvement un autre. En parallèle, l'accès à la mosquée Ibrahim est interdit depuis plus d'une semaine, transformant la vieille ville en zone de siège militaire.

EL-QODS ET NAPLOUSE : DÉMOLITIONS, EXPULSIONS, ET SPOLIATION

À El-Qods-Est, les démolitions de maisons palestiniennes s'intensifient. À Beit Hanina, deux familles ont été forcées de raser elles-mêmes leur maison sous peine d'amendes exorbitantes. À Silwan, la justice israélienne a ordonné l'expulsion de familles au profit d'associations de colons. Depuis le début de l'année, 93 démolitions ont été recensées à El-Qods-Est, dont 53 touchant directement des logements familiaux. À Naplouse, les violences prennent la forme de punitions collectives : maisons détruites ou confisquées, accès au camp de Balata bouclé, pillages, agressions. L'armée a saccagé des dizaines de logements, volé des biens personnels — notamment de l'or — et passé à tabac des résidents. Le camp est désormais totalement isolé, empêchant l'accès des secours aux blessés.

ARRESTATIONS MASSIVES ET POLITIQUE DE TERREUR MILITAIRE

La répression s'étend à l'ensemble de la Cisjordanie. À Bethléem, El-Khalil, Ramallah et Naplouse, les arrestations se multiplient. À al-Asakra, plus de 22 personnes ont été interpellées. À El-Khalil, deux frères et une adolescente ont été arrêtés après une perquisition destructrice de quatre heures. Les familles dénoncent des actes de torture psychologique, des humiliations et des destructions de biens. À Tulkarem, théâtre d'une offensive féroce depuis plus de 145 jours, les incursions militaires ont dévasté la ville et son camp de réfugiés. À Bal'a, les maisons sont pillées, les rues barricadées par des remblais, et les toits occupés par des snipers. Des magasins ont été vandalisés et des habitants déplacés de force, comme Yusuf Abu Tahoun, arrêté sans mandat. À Deir al-Ghusoun, les routes sont coupées et les zones rurales isolées, au milieu d'une série d'arrestations et de pillages. La mosquée Al-Aqsa à El-Qods n'échappe pas à l'escalade : 134 colons ont envahi l'esplanade sous protection militaire, menés par l'extrémiste Yehuda Glick, dans un geste perçu comme une provocation flagrante contre les lieux saints musulmans.

UN NETTOYAGE ETHNIQUE À CIEL OUVERT

Ces violences militaires, soutenues par les colons et encadrées par l'appareil judiciaire israélien, s'inscrivent dans un projet plus large de nettoyage ethnique, selon les ONG palestiniennes. La Commission contre le mur et la colonisation a recensé 415 attaques de colons rien qu'en mai. En parallèle, le nombre de morts et de blessés augmente : en Cisjordanie, depuis octobre 2023, au moins 980 Palestiniens ont été tués, près de 7 000 blessés et plus de 17 500 arrêtés. Dans un silence international assourdissant, la Cisjordanie se transforme progressivement en archipel carcéral, où chaque village devient un camp retranché, chaque maison une cible potentielle. Alors que la guerre contre Ghaza dévaste le sud, la Cisjordanie est, elle aussi, le théâtre d'un projet d'annihilation politique et

humaine.

DES MILLIERS DE FIDÈLES EMPÊCHÉS D'ACCOMPLIR LA PRIÈRE DE VENDREDI

Pour la deuxième semaine consécutive, la police sioniste a empêché des milliers de fidèles palestiniens d'accéder à la mosquée Al-Aqsa à El-Qods pour accomplir la prière du vendredi, n'autorisant l'entrée qu'à une poignée d'entre eux. Ces mesures de plus en plus restrictives, imposées sous prétexte sécuritaire, soulèvent une vague de condamnations et d'inquiétudes quant à la volonté d'Israël de modifier le statu quo historique et juridique du lieu saint. Selon des témoins sur place, les forces d'occupation israéliennes ont été déployées dès l'aube aux abords de la vieille ville d'El-Qods et aux différentes portes menant à la mosquée Al-Aqsa. Elles ont bloqué l'accès à des milliers de fidèles, ne laissant entrer qu'environ 450 personnes pour la prière du vendredi. Les vastes esplanades et les salles de prière du sanctuaire sont ainsi restées quasiment désertes, une scène inhabituelle pour un lieu qui accueille habituellement des milliers de fidèles chaque semaine. Les portes de la mosquée, notamment Bab Hitta et Bab al-Silsila, ont été fermées après le passage de quelques dizaines de personnes, sous prétexte que le nombre autorisé avait été atteint. D'autres portes, comme Bab al-Sahira, ont été totalement bloquées, empêchant l'entrée à toute personne ne possédant pas de carte d'identité mentionnant la vieille ville. Ces nouvelles mesures s'inscrivent dans une politique de répression religieuse renforcée depuis le début de la guerre contre Ghaza, le 7 octobre 2023. Cependant, un nouveau tournant répressif a été observé depuis le 13 juin dernier : la mosquée Al-Aqsa a été entièrement fermée pendant six jours consécutifs, en lien avec les ordres de la "défense intérieure" israélienne interdisant les rassemblements dans le cadre de la guerre régionale contre l'Iran. Ce n'est que le mercredi soir dernier que les autorités d'occupation ont rouvert partiellement la mosquée, imposant une politique de filtrage par quotas appelée "prière au compte-goutte", en autorisant seulement un nombre restreint de fidèles à y péné-

trer sous étroite surveillance. Dans un communiqué, le gouvernorat d'El-Qods a fermement dénoncé ces pratiques, y voyant une tentative manifeste de modifier le statut historique et juridique du site sacré. Elle affirme que l'occupation cherche à profiter du climat de guerre régionale pour mettre en œuvre des plans anciens visant à imposer un contrôle israélien accru sur Al-Aqsa, au détriment des fidèles musulmans. Le communiqué souligne également que pendant que les fidèles musulmans étaient empêchés d'entrer, le portail des Maghrébins a été ouvert pour permettre aux colons israéliens d'envahir les lieux, dans le cadre de ce que la population palestinienne considère comme des incursions illégitimes et provocatrices. La politique de restriction, combinée à une surveillance massive et à un contrôle de l'accès basé sur la carte d'identité, a provoqué une quasi-paralyse de la vie dans la vieille ville d'El-Qods. Les Palestiniens non résidents y ont été interdits d'entrée, tandis que les synagogues et les marchés israéliens ont continué de fonctionner normalement, accentuant la discrimination et les tensions. Le gouvernorat de Jérusalem a qualifié cette situation de "dérive sans précédent contre les droits religieux et humains des Palestiniens". Il condamne la stratégie d'isolement et de ségrégation religieuse mise en œuvre par l'occupation, qui menace directement la liberté de culte consacrée par les conventions internationales. Face à ces violations graves, les autorités palestiniennes appellent la communauté internationale, y compris les institutions religieuses, juridiques et les défenseurs des droits humains, à intervenir d'urgence pour faire pression sur Israël. Elles demandent le respect du statut quo historique de la mosquée Al-Aqsa et la levée immédiate de toutes les restrictions imposées à la vieille ville et à ses habitants. "Ce qui se passe aujourd'hui à El-Qods ne peut être ignoré. L'empêchement des prières collectives à Al-Aqsa, cœur battant de la spiritualité musulmane à Jérusalem, est une provocation grave qui menace la paix et la stabilité régionales", conclut le communiqué.

M. S.

ORAN. MUSTAPHA HIDAOUÏ :

« Les camps d'été de cette année seront exceptionnels »

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a affirmé, jeudi soir à Oran, que les camps d'été de cette année seront exceptionnels et différents des éditions précédentes.

Lors du lancement d'un exercice de simulation du fonctionnement et de l'organisation des centres de vacances et de loisirs pour la jeunesse, saison estivale 2025, organisé au village méditerranéen de Belgaid (Bir El Djir), en présence de la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, le ministre a souligné que l'édition 2025 des camps d'été sera marquée par une nouvelle dynamique. Elle vise à offrir aux enfants issus de la diaspora algérienne ainsi qu'à ceux venant de 40 wilayas du pays, des moments de loisirs de qualité. Il a précisé que "de nombreuses réformes structurelles ont été apportées aux camps afin d'assurer une expérience de qualité. Cela inclut une pré-



paration anticipée, la numérisation du secteur, l'élaboration d'un projet éducatif, ainsi qu'une formation spécialisée des encadreurs. Nous arrivons aujourd'hui à la phase de simulation, une étape décisive pour évaluer notre degré de préparation à la mise en œuvre de ces nouveautés". Ce cadre est également, selon lui, une opportunité pour inculquer des valeurs aux jeunes, telles que l'esprit de citoyenneté, le sens civique,

l'entrepreneuriat, ainsi que le développement de compétences clés comme le leadership, la communication, le dialogue et l'autonomisation. De son côté, Mme Cherfi, a souligné que son instance participera aux camps, afin de faire connaître aux enfants tous les mécanismes mis en place par l'Etat pour la protection de leurs droits.

A noter que cet exercice de simulation, organisé sur trois

jours à l'initiative du ministère de la Jeunesse, a réuni environ 1.000 participants issus de différentes wilayas du pays, dont des animateurs, directeurs de camps, intendants, maîtres-nageurs, médecins, psychologues et autres intervenants. Ce rendez-vous constitue également une occasion de présenter les différents ateliers qui seront proposés dans les camps d'été 2025, selon les organisateurs.

EN HOMMAGE AU CHAHID AHMED ZABANA

Lancement d'une caravane nationale de médecine sportive

Une caravane nationale de médecine sportive a été lancée, jeudi soir à Oran, sous le slogan "Sur les traces des martyrs... le martyr Ahmed Zabana", en commémoration du 69e anniversaire de

l'exécution par guillotine du héros chahid Ahmed Zabana. La cérémonie de lancement de cet événement, organisé par l'Association nationale algérienne de médecine du sport, s'est déroulée en présence de membres de la famille révolutionnaire, de représentants des Douanes, de la Protection civile, d'élus locaux, de sportifs de renom, ainsi que de présidents de clubs sportifs oranais.

La rencontre a débuté par une présentation retraçant le parcours militant du martyr Ahmed Zabana, surnommé Si H'mida, né en 1926 dans le village de Djeniene Meskine, dans la commune de Zahana (wilaya de Mascara). Condamné à mort par le colonisateur français, il fut exécuté à la

guillotine, le 19 juin 1956 à la prison de Barberousse à Alger, devenant ainsi le premier martyr à être exécuté de cette manière, durant la glorieuse Guerre de libération nationale. A cette occasion, un documentaire sur l'équipe de football du Front de libération nationale (FLN) a été projeté, et des hommages ont été rendus au neveu du martyr Ahmed Zabana, à des organisations de la famille révolutionnaire, ainsi qu'aux représentants des Douanes et de la Protection civile présents. Par ailleurs, un groupe de sportifs issus de diverses disciplines a bénéficié de consultations médicales, une opération qui se poursuit au siège de l'Association nationale algérienne de médecine du sport, situé au centre-ville d'Oran.

SKIKDA. PROJET D'UN HÔPITAL DE 60 LITS À OUM TOUB

Pose de la première pierre

La première pierre du projet de réalisation d'un hôpital d'une capacité de 60 lits a été posée mercredi dans la commune d'Oum Toub (Ouest de Skikda) dans le cadre des efforts de consolidation des services sanitaires. Le wali, Saïd Akhrout a présidé la cérémonie de lancement du projet en présence des autorités civiles et militaires locales, de cadres de la santé et de représentants de la société civile. Dans une déclaration à la presse, le chef de l'exécutif local a souligné que projet constitue un acquis pour la population de la région et contribuera à rapprocher les services sanitaires du citoyen et atténuer la pression sur les établissements sanitaires voisins. Cet équipement public dont la réalisation prévue en 15 mois mobilise une enveloppe financière de 1,4 milliard DA et disposera à terme de services des urgences, de pédiatrie, de chirurgie générale, de gynécologie et trois salles d'interventions chirurgicales, selon les explications données sur site. Cet hôpital permettra également de générer une fois opérationnel un nombre important d'emplois, a-t-on indiqué.

TIARET. AGRICULTURE

Lancement de la campagne de récolte du colza oléagineux

La campagne de récolte du colza oléagineux pour la saison agricole en cours a été lancée, jeudi dans la wilaya de Tiaret.

"Les superficies emblavées en colza à travers la wilaya ont atteint 858 hectares, dont 750 hectares sont cultivés dans les six unités agricoles de production, tandis que 108 hectares sont exploités par des agriculteurs privés", a précisé le directeur local des services agricoles, Boualem Mekhane, lors des explications four-

nies au wali de Tiaret, Saïd Khalil, qui a supervisé l'opération du début de la récolte depuis l'unité agricole de production "Si Abdelkrim" dans la commune de Sebaïne. Le DSA a précisé qu'un rendement moyen de 15 quintaux à l'hectare est attendu, soulignant que "les agriculteurs cultivant cette oléagineux, ont acquis une expérience qui leur a permis d'élargir les superficies et d'augmenter la production par rapport aux campagnes précédentes". La récolte sera

acheminée vers l'unité d'élevage de Rahouia, dans la même wilaya, conformément à la convention qui lie cette structure aux exploitations agricoles. Cette unité se chargera ensuite du transfert du produit vers des usines spécialisées pour sa transformation en huiles alimentaires, selon la même source.

Une campagne de récolte du tournesol, cultivé sur une superficie de 200 hectares au niveau des unités agricoles de production, sera également

lancée dans les prochains jours. In situ, le wali de Tiaret a insisté sur la nécessité d'une utilisation optimale du processus technique, notamment au sein des unités de production, afin d'augmenter les rendements et d'encourager les agriculteurs privés à se tourner vers ce type de cultures stratégiques.

Il a également souligné l'importance de recourir à l'irrigation d'appoint, compte tenu des facilités offertes par l'Etat dans ce domaine.

GHARDAÏA. AÉROPORT INTERNATIONAL MOUFDI-ZAKARIA

Retour du premier groupe de pèlerins

Le premier groupe de pèlerins de la wilaya de Gharada et El Meneaa est arrivé, jeudi soir, à l'aéroport International Moufdi-Zakaria de Gharada, de retour des lieux saints de l'Islam après avoir accompli les rites du hadj au titre de la saison 1446 hégire/2025. Ce premier groupe composé de 374 hadjis a été accueilli sur le tarmac de l'aéroport Moufdi-Zakaria par le wali de Gharada, Abdellah Abinouar en présence des autorités locales. Plusieurs éléments de la Protection civile, des services des douanes, Scouts musulmans et du Croissant-Rouge algériens ont été mobilisés pour assurer, dans de bonnes conditions l'accueil et faciliter l'organisation et la prise en charge des hadjis pour rejoindre leurs familles.

NÂAMA. AVEC UNE PRODUCTION ATTENDUE DE PRÈS DE 140.000 QUINTAUX DE CÉRÉALES

Lancement de la campagne moisson-battage

Le coup d'envoi de la campagne moisson-battage pour la saison agricole 2024-2025 a été donné, jeudi dans la wilaya de Nâama, avec une production prévisionnelle de près de 140.000 quintaux de céréales, a-t-on appris du directeur des services agricoles (DSA), Cherouine Boudjemâa. Le DSA a précisé, en marge du lancement de cette campagne depuis une exploitation agricole située dans le périmètre de "Dhayat Essoud", au chef lieu de wilaya, sous la supervision du wali Lounès Bouzegza, que la superficie dédiée à la culture des céréales pour cette saison dépasse 5.000 hectares, dont environ 2.800 hectares consacrés à l'orge et 1.100 hectares au blé dur avec un rendement devant dépasser les 40 quintaux à l'hectare. La superficie réservée au blé tendre s'élève à 300 hectares, tandis que 900 hectares ont été réservés à l'avoine et 20 hectares au triticale. Il a ajouté que les prévisions pour cette saison annoncent une production quasiment doublée par rapport à la saison précédente, qui avait enregistré une récolte d'environ 65.000 quintaux, "grâce notamment à l'accompagnement qu'offre l'Etat, au soutien aux investisseurs dans la filière céréalière, à l'extension des superficies cultivées, aux récentes précipitations.

BÉJAÏA. DSA

Une récolte de 81.000 quintaux de céréales attendue

Pas moins de 81.000 quintaux de céréales (blé tendre, blé dur et orge) sont attendus à la faveur de la campagne moisson-battage 2024-2025, selon la direction des services agricoles (DSA), qui considère que ce résultat est relativement performant. "Ca va être une bonne saison", prévoit M. Laid Khaled, directeur des productions à la DSA se basant notamment sur les rendements obtenus en ce début de campagne.

Selon lui, sur une surface de 539 hectares récoltée, il a été obtenu près de 18.000 quintaux dont 7120 quintaux de blé dur, 7341 quintaux de blé tendre et 3435 quintaux d'orge, assorti d'un rendement moyen de l'ordre de 17,5 quintaux à l'hectare. A ce titre, il a souligné que "certains exploitants ont obtenu 50 quintaux à l'hectare et que d'autres notamment dans les régions d'Amizour, El-Kseur et Draâ-Elgaid (Kherrata) ambitionnent d'atteindre des performances de 60 quintaux à l'hectare, voire plus". Le responsable a cité comme raison, "les conditions climatiques favorables, les facteurs incitatifs dont a bénéficié la filière, notamment des subventions aux intrants, un appui logistique conséquent et un accès facile aux crédits". Dans ce sillage, Khaled Laid, a mis en avant les capacités de stockage de céréales dans la wilaya, mettant notamment en relief, la mise en service imminente, d'un centre de stockage à Seddouk, d'une capacité d'un million de quintaux et d'un autre centre de stockage de proximité de 50.000 quintaux. Le responsable a par ailleurs expliqué que la saison en cours a été amputée d'une surface de 270 hectares, habituellement dédiée aux céréales, mais affectée cette année



PH: DR

pour la production d'oléagineuses, notamment le Colza et le tournesol, destinées à pourvoir les usines locales de transformations oléicoles. Il s'agit d'une démarche importante, qui vise à développer les cultures de ces plantes dans la wilaya, offrir la matière première aux transformateurs et réduire par ricochet leur dépendance des importations, a-t-on

souligné. Il est à relever que Bejaia n'est pas foncièrement une wilaya à vocation céréalière, mais plutôt connue pour son potentiel arboricole. Mais ces dernières années, en raison des encouragements apportés à la filière, beaucoup d'agriculteurs ont commencé à s'y intéresser, portant la surface emblavée chaque année à plus de 5.000 hectares.

TIPASA. TRANSFERT DES EAUX DU BARRAGE KEF EDDIR

Mise en service d'un réservoir de 24.000 m3 à Sidi Ghilès

Un réservoir d'eau d'une capacité de 24.000 m3 a été mis en service, jeudi, au profit de la commune de Sidi Ghilès (wilaya de Tipasa), sur un total de 18 réservoirs actuellement en réalisation dans le cadre du projet de transfert des eaux du barrage Kef Eddir de Damous. La mise en service de cette infrastructure, effectuée en présence du wali de Tipasa, Ali Moulaï, permettra d'améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) de près de 30.000 habitants des communes de Sidi Ghilès et de Cherchell, dont l'opération de distribution deviendra désormais quotidienne. Toujours dans le cadre du projet de transfert des eaux du barrage Kef Eddir, mis en service progressivement depuis novembre 2023, les services de la

wilaya prévoient la réception, dans les prochains jours, de trois autres réservoirs d'une capacité oscillant entre 20.000 et 36.000 m3, dans les communes de Hadjout, Cherchell et El Arhat, selon les déclarations du wali.

Le même responsable a souligné l'inscription de cette opération "dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à assurer le bon déroulement des projets, notamment ceux relatifs aux secteurs vitaux, en plus de garantir l'approvisionnement en eau potable, dont la demande est en hausse durant la saison estivale". A noter que l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) avait procédé, en mai dernier, à l'augmentation de la capacité de pompage de la station du barrage Kef Eddir, passée de

65.000 à 100.000 m3/jour, en prévision de la saison estivale. Le projet de transfert des eaux du barrage Kef Eddir, dont la capacité théorique est estimée à 125 millions de m3, porte sur la réalisation de 18 réservoirs d'eau, dont sept (7) de petite taille destinés aux zones rurales et montagneuses.

A ce jour, cinq (5) réservoirs ont été mis en service, avec une capacité de stockage allant de 14.000 à 24.000 m3, tandis que les 13 autres sont en voie d'achèvement, selon les explications fournies sur place. Le barrage Kef Eddir assure actuellement l'alimentation en eau potable de 10 communes, à savoir, Damous, El Arhat, Gouraya, Beni Milek, Hadjret Ennous, Sidi Ghilès, Aghbal, Cherchell, Sidi Amar et Tipasa.

RELIZANE. RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

Sonelgaz lance une campagne de sensibilisation

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de Relizane a lancé, jeudi, une campagne de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation d'électricité pendant l'été, selon la même direction. Cette campagne, qui devra se poursuivre jusqu'à fin août prochain, est placée sous le slogan "Rationaliser notre énergie, une garantie pour notre avenir", dans le cadre de la mise en œuvre sur le terrain du programme élaboré par la Direction générale de l'entreprise, ciblera toutes les communes de la wilaya, fournissant des conseils et des orientations pour une utilisation rationnelle de l'électricité, a précisé à l'APS le responsable de la communication, Bachir Charfi. La campagne axe sur deux volets, "les avantages de l'économie de consommation d'électricité pour les abonnés, afin de contribuer à la rationalisation de leurs dépenses", et "les méthodes permettant d'assurer le fonctionnement et la sécurité des installations électriques pour maintenir la continuité et la qualité des services fournis", a souligné la même source. Les services commerciaux et techniques de Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Relizane ont mobilisé des équipes sur le terrain pour mener à bien cette initiative.

BATNA. INSEFP

Formation d'un premier groupe de porteurs de projets

Un premier groupe de porteurs de projets a été formé, à Batna, et reçu un diplôme en entrepreneuriat au sein de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSEFP) "Chahid Boukhrouf Mohamed Benelhadi", a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction de wilaya de ce secteur. Le chef du service de la formation et de la coopération au sein de cette direction, Hassan Benafia, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que 10 porteurs de projets ont bénéficié de cette formation sanctionnée par un diplôme de technicien supérieur dans plusieurs spécialités, dispensée entre le 28 avril et le 21 mai, encadrée par le Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'INSEFP en coordination avec l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat. Les diplômés pourront, grâce à cette formation, concrétiser leurs projets en créant et en développant des petites entreprises, selon M. Benafia qui a fait part d'un programme de formation devant bénéficier à 3 autres promotions totalisant de 100 diplômés dans différentes spécialités, issus de l'INSEFP, au sein du Centre de développement de l'entrepreneuriat situé au pôle urbain Hamla 3 dans la commune d'Oued Chaâba.

BOUIRA. STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES DE LAKHDARIA

Relance des travaux de réhabilitation

Les travaux de réhabilitation de l'ancienne station d'épuration des eaux usées de la ville de Lakhdaria (Bouira), à l'arrêt depuis 2018, ont été relancés jeudi, a-t-on appris auprès de la direction de l'Hydraulique. Le wali Abdelkrim Laâmour, qui a effectué une visite dans la ville de Lakhdaria, a donné le coup d'envoi des travaux qui ont été interrompus à plusieurs reprises depuis le lancement du projet de réhabilitation en 2015, selon les détails fournis par M. Idrir Maâmméri, responsable à la direction de l'Hydraulique de la wilaya. Un délai de 4 mois a été accordé à l'entreprise réalisatrice pour parachever ce projet pour lequel une enveloppe de plus de 72 millions de dinars a été allouée, selon M. Maâmméri. "Une fois remise en état, cette station, mise en service en 2001, permettra l'épuration des eaux usées de la ville de Lakhdaria, et par ricochet la lutte contre la pollution d'Oued Isser et les maladies à transmission hydrique (MTH)", a encore expliqué le même responsable. Pour M. Maâmméri, ce projet "important" permettra aussi à l'avenir de "réutiliser ces eaux épurées pour l'irrigation agricole notamment pour l'arboriculture très répandue dans cette région de Lakhdaria". "Cette réutilisation des eaux usées dans l'irrigation agricole s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Etat visant à développer l'agriculture via la valorisation des ressources existantes et les potentialités que recèle le secteur", a-t-il dit.

MILA. CRMA

52 agriculteurs concernés par l'indemnisation des dégâts dus à la grêle

Les services de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) à Mila indemniseront 52 agriculteurs de filière des céréales et légumes secs dont les récoltes ont été affectées par les précipitations de grêle au cours du mois de mai passé, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de cette caisse. Dans une déclaration à l'APS, M. Cherif Chorfi a précisé que les experts conventionnés avec la caisse ont procédé aux constats des dégâts dus aux intempéries accompagnées de précipitations de grêles durant les premiers jours du mois de mai passé dans les communes de Ferdjioua, Teleghema, Ain Beida Hariche, Bouhatem, Ain Mellouk, Ahmed Rachedi, Oued Seguen, Tibergent, Tadjenanet et Oued Athmania. Ces experts planchent sur l'élaboration de rapports d'expertise détaillés sur les récoltes affectées en fonction desquels seront fixés les montants des indemnités de chaque agriculteur, a précisé la même source. Au cours de l'année passée 2024, pas moins de 129 agriculteurs ont été indemnisés pour les dégâts subis par leurs récoltes du fait des chutes de grêles et des incendies. Les montants des indemnités pour cause de grêles avaient atteint alors 56,13 millions DA accordés à 110 agriculteurs, a-t-on rappelé.

EXPLOITATION INCONTRÔLÉE DES SOLS ET DES RESSOURCES NATURELLES

La menace de la désertification

Le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) a soutenu la mobilisation d'un financement de 80 millions de dollars pour la Grande Muraille Verte d'Afrique, un effort visant à accroître la superficie des terres arables sur 8 000 km au Sahel, une région semi-aride qui s'étend sur toute l'Afrique. Les projets financés devraient couvrir plus de 6,9 millions d'hectares et bénéficier à 5 millions de personnes.

En Irak, dont 90 % du territoire est aride ou semi-aride, le PNUE a soutenu la mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre la dégradation des sols. Dans les pays du Caucase du Sud, dont la



Géorgie et l'Arménie, le PNUE soutient la restauration de 20 000 hectares de terres arides dégradées, un travail qui devrait bénéficier à 15 000 personnes. La Journée mondiale de l'environnement a permis de présenter des solutions à la sécheresse, à la désertification et à la dégradation des sols, et d'encourager les citoyens du monde entier à agir face à ces menaces croissantes.

Lors de la 16e Conférence des parties à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (COP16), les pays ont lancé le Programme d'action de Riyad, dans lequel ils se sont engagés à verser 12 milliards de dollars sous forme de prêts et de subventions pour la restauration des terres et les initiatives de résilience à la sécheresse. Ils ont également lancé le Partenariat mondial de Riyad pour la résilience à la sécheresse, qui s'efforcera de mobiliser des fonds pour soutenir 80 des pays les plus vulnérables et les plus touchés par la sécheresse dans le monde. La désertification menace aujourd'hui 13 régions de Madagascar : Boeny, Melaky, Betsiboka, Menabe, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana, Ihorombe, Haute Matsiatra, Anosy, Androy, Amoron'i Mania, Vakinankaratra et Bongolava. Ce fléau environnemental touche plus de 9 millions d'hectares, soit 15,36 % du territoire national. Alors que les effets du changement climatique sont désormais bien visibles, le phénomène est largement aggravé par l'exploitation incontrôlée des sols et des ressources naturelles.

Et pourtant, les réponses institutionnelles peinent à suivre, quand elles ne contribuent pas à empirer la situation. Madagascar a ratifié dès 1997 la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULCD), s'est doté d'un Plan d'Action

National 2015-2025, d'une politique de neutralité en matière de dégradation des terres et d'une note d'orientation nationale. Au Congo, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, secrétaire exécutive de la Commission climat du bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a promis, le 16 juin, à Brazzaville de renforcer la recherche scientifique et technique pour mieux comprendre les processus de dégradation des terres. L'annonce a été faite à la faveur de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse sur le thème « Restaurer les terres. Saisir les opportunités ». Afin de mettre en œuvre et optimiser la politique de restauration des terres au Congo, l'action gouvernementale prévoit de renforcer la recherche scientifique et technique pour mieux comprendre les processus de dégradation des terres dans les contextes spécifiques et identifier les solutions de restauration les plus efficaces.

Le ministère de l'Environnement compte investir dans le renforcement des capacités des acteurs locaux, y compris les agriculteurs, les communautés forestières et les organisations de la société civile, en matière de gestion durable des terres et de techniques de restauration. Il continuera d'œuvrer pour la promotion des politiques incitatives en vue d'encourager l'adoption de pratiques durables par les acteurs économiques et les communautés locales.

Au Congo, la législation environnementale nationale, en particulier la loi du 17 novembre 2023 portant gestion durable de l'environnement, ainsi que les politiques sectorielles agricoles, forestières et de gestion de l'eau forment un cadre substantiel pour la lutte contre la dégradation des terres.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'aggravation de l'apnée obstructive du sommeil

Une étude scientifique récente a révélé que la hausse des températures causée par la crise climatique pourrait entraîner une aggravation significative d'un problème de santé touchant près d'un milliard de personnes dans le monde. L'étude met en évidence un lien inquiétant entre la hausse des températures nocturnes due à la crise climatique et l'aggravation de l'apnée obstructive du sommeil (AOS). Ce grave problème de santé est lié à de nombreuses maladies chroniques telles que les maladies cardiovasculaires, la démence et même la mort prématurée. L'équipe de recherche de l'Université Flinders, en Australie, a mené une analyse complète des données de plus de 58 millions de nuits de sommeil, recueillies auprès de plus de 116 000 personnes dans 29 pays différents, à l'aide de capteurs avancés placés sous le matelas. En comparant ces données aux relevés de température, les chercheurs ont constaté qu'une augmentation d'un degré de la température augmentait le risque d'apnée du sommeil de 45 %. Ce taux était significativement plus élevé dans les pays européens qu'en Australie ou aux États-Unis, ce qui, selon les chercheurs, pourrait être dû aux différences de taux d'utilisation de la climatisation entre ces régions. Pour comprendre l'impact sanitaire et économique de ce phénomène, les chercheurs ont utilisé les années de vie corrigées de l'incapacité (AVCI), également appelées « années de vie en bonne santé perdues » (une mesure de la charge globale de morbidité, exprimée en nombre d'années de vie perdues en raison d'une mauvaise santé, d'une invalidité ou d'un décès prématuré). Ils ont constaté que la hausse des températures, rien qu'en 2023, a entraîné la perte d'environ 800 000 années de vie en bonne santé dans les pays étudiés. Ces pertes sont équivalentes à l'impact de maladies chroniques graves telles que la maladie de Parkinson ou le trouble bipolaire. Sur le plan économique, l'étude a estimé les pertes totales à environ 98 milliards de dollars, réparties entre 68 milliards de dollars de pertes de qualité de vie et 30 milliards de dollars de baisse de productivité du travail. Les chercheurs préviennent que ces chiffres pourraient être sous-estimés, car l'étude s'est principalement appuyée sur des données provenant de pays à revenu élevé dotés de meilleurs systèmes de climatisation et de meilleurs soins de santé. Le professeur Danny Eckert, chercheur principal de l'étude, a souligné que le véritable fardeau des troubles du sommeil liés à la chaleur pourrait être bien plus lourd dans les pays en développement, qui souffrent déjà d'un manque d'infrastructures sanitaires. Cette étude met en garde contre les conséquences désastreuses du changement climatique sur la santé publique. Sans action climatique décisive, la hausse continue des températures pourrait aggraver une crise sanitaire mondiale qui surchargerait les systèmes de santé et impacterait négativement les économies du monde entier.

INFO

17 JUIN

Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse

Le 17 juin marque la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse. Souvent décrite comme le "cancer de la terre", la désertification est un problème mondial qui touche plus de 100 pays et régions. La Chine, l'un des pays les plus sévèrement touchés, a réalisé des progrès considérables pour interrompre l'expansion du désert grâce à une campagne de boisement déployée depuis des décennies. Sinuant parmi d'imposantes dunes en bordure du désert de Tengger - le quatrième plus grand de Chine - le chemin de fer Lanzhou-Baotou, construit en 1958, est non seulement resté bien entretenu et à l'abri du sable au fil des décennies, mais a également contribué à transformer le paysage aride. Ses brise-vent ont favorisé la croissance d'une biocroûte, apportant ainsi une nouvelle vie à cette terre autrefois désolée. La ceinture verte qui protège cette artère de transport vitale est un quasi-miracle dans ce paysage aride. Au cours des 60 dernières années, des efforts humains considérables ont été déployés dans la ville de Zhongwei, située dans la région autonome Hui du Ningxia (nord-ouest), pour créer le "damier de paille", une technique de stabilisation des dunes qui consiste à disposer de la paille en damier à la surface du désert.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les algues marines sont utilisées dans les secteurs alimentaire, industriel, agricole et énergétique, à condition de savoir comment les manipuler et que les producteurs connaissent ces marchés.

INFO

TUNISIE

Un cinquième des terres est désertique

La désertification menace directement environ les trois cinquièmes des terres tunisiennes, y compris celles du Nord et du Centre, selon Sghaïer Neggari, directeur général de l'Institut des Régions Arides de Médenine. La déclaration du responsable de l'Institut, également secrétaire général de l'Association des Centres de Recherche sur la Désertification des Pays Arabes, a été faite dans le cadre de l'organisation par l'Institut d'un séminaire virtuel pour célébrer la Journée Mondiale de Lutte Contre la Désertification et la Sécheresse, qui a lieu chaque année le 17 juin. Le séminaire était intitulé « Défis réels et opportunités prometteuses pour la réhabilitation » et a vu la participation de 50 chercheurs et de 14 pays arabes. Selon le responsable de l'Institut, la désertification affecte 23,2 % des terres du Nord et du Centre à un degré modéré, soulignant que les indicateurs de désertification sont en augmentation constante. Il a précisé qu'un cinquième des terres tunisiennes est désertique, qu'un autre cinquième est affecté par la désertification, et que 6 % ne sont pas affectés. Neggari a souligné que l'Institut des Régions Arides a été fondé il y a 50 ans dans le but de lutter contre la désertification en Tunisie, en particulier dans les régions du sud tunisien.

Repéré pour vous

Quand les algues marines arrivent massivement sur les plages, les activités de pêche, les activités nautiques, les activités touristiques en pâtissent. Les algues peuvent être valorisées.

LES
VERTS
O
R
S

AU SUJET DES JOUEURS BINATIONAUX

Le coup de gueule de Slimani

Lu buteur historique de la sélection algérienne Islam Slimani (37 ans) s'est exprimé avec une franchise remarquable au sujet de la question des joueurs binationaux, qui sont souvent confrontés à un dilemme entre représenter l'Algérie ou la France.

Il s'agit là de l'un des sujets les plus sensibles dans les cercles du football algérien. Le joueur, qui joue actuellement au sein du club belge de Westerlo, a ainsi dirigé ses critiques vers ceux qui hésitent à faire un choix clair, estimant que cette indécision traduit un manque d'appartenance véritable.

Il a affirmé que jouer pour "les Verts" ne doit pas être une décision professionnelle ou circonstancielle, mais un choix profond, fondé sur une conviction sincère et un sentiment d'appartenance authentique.

Ces déclarations fortes d'Islam Slimani ont été faites en cette fin de semaine lors de son passage dans un podcast sur la plateforme X (anciennement Twitter), animé par le journaliste d'origine algérienne Ismaïl Bouabdellah.

Il y a déclaré : « Qui es-tu pour te poser la question de l'équipe nationale que tu vas représenter à l'avenir ? Est-ce

que j'ai choisi d'être Algérien ? Est-ce que toi (s'adressant au journaliste), tu as choisi d'être Algérien ? Est-ce que tu as choisi d'être Anglais ? Si tu es né en France, que tu as grandi en France, appris tout là-bas, alors représente la France. Pourquoi veux-tu jouer pour l'Algérie ? »

L'ancien attaquant de Leicester City a poursuivi dans le même ton : « Pour moi, il faudrait instaurer une règle : si on te contacte une seule fois pour représenter l'équipe nationale algérienne et que tu réponds "laisse-moi un délai de réflexion", alors je ferme ton dossier et je ne te rappellerai plus jamais. Il n'y a que Lionel Messi qui peut gagner des titres seul. Aucun autre joueur ne peut le faire par lui-même. C'est le collectif qui fait la différence, comme ce fut le cas lors de la CAN 2019. Personnellement, quand j'entends parler de choisir entre deux sélections, j'ai envie de pleurer. On



Phs: DR

ne choisit pas entre ses parents. » Ces déclarations interviennent alors que la question des joueurs à double nationalité continue de susciter la polémique, notamment après le cas récent du néo-milieu offensif de Manchester City, Rayan Cherki (21 ans), qui

a choisi de représenter les "Bleus". Une décision qui a suscité un large débat dans les médias en Algérie et en France, relançant de larges interrogations sur la notion d'appartenance réelle chez ces joueurs.

Hakim S.

IL EST SUR LE RADAR DES "RED DEVILS"

Le "rêve mancunien" s'éloigne pour Boudaoui

Après une saison ratée, le club anglais de Manchester United vise à renforcer son effectif avec les meilleurs joueurs disponibles durant ce mercato estival, en prévision d'une saison prochaine ambitieuse et dans l'optique de revenir au-devant de la scène anglaise.

Parmi les noms ciblés figure l'international algérien Hicham Boudaoui (25 ans), actuellement sous contrat avec l'OGC Nice en Ligue 1 française. Toutefois, ce transfert risque de tomber à l'eau en raison de conflits d'intérêts liés à la propriété commune des deux formations.

Le journal britannique The Mirror a révélé les détails de l'obstacle qui empêche pour l'instant le transfert de Hicham Boudaoui vers les "Red Devils". Le problème trouve son origine dans un accord préalable entre l'UEFA et le propriétaire des deux clubs, le milliardaire britannique Sir Jim Ratcliffe (72 ans), qui dirige à la fois Manchester United et Nice via son groupe d'investissement.

Cet accord interdit toute transaction directe de joueurs entre les deux clubs jusqu'au 1er septembre prochain. Laquelle mesure vise à éviter tout conflit d'intérêts et à garantir l'intégrité de la compétition, notamment après la qualification des deux équipes à la prochaine édition de la Ligue Europa. Ainsi, Manchester United devra patienter jusqu'au dernier jour du mercato estival pour entamer officiellement les négociations concernant le milieu de terrain algérien.

La même source précise que malgré les



obstacles juridiques, l'intérêt de Manchester United pour Boudaoui est bien réel, en raison de sa saison remarquable avec Nice en Ligue 1. Il s'est distingué par ses qualités physiques, sa rigueur tactique au milieu de terrain, ainsi que sa polyvalence. Il a également attiré l'attention récemment lors du match amical entre l'Algérie et la Suède, malgré la défaite des Fennecs (4-3). Des recruteurs du club anglais étaient présents au stade, à la demande de la direction et sur recommandation de l'entraîneur portugais Ruben Amorim (40 ans), désireux de renforcer son milieu avec un joueur aux qualités défensives solides et au profil athlétique comme

Boudaoui. Par ailleurs, une source proche du joueur a laissé entendre que Hicham Boudaoui a décidé de quitter l'OGC Nice, malgré un contrat courant jusqu'à l'été 2027.

Après cinq saisons passées au sein du club depuis son arrivée en 2019, le joueur estime qu'il est temps de relever un nouveau défi, que ce soit en rejoignant le club allemand de Wolfsburg, qui s'était déjà intéressé à lui, ou bien en Premier League. À ce jour, Manchester United n'a pas encore formulé d'offre officielle, mais des contacts pourraient avoir lieu dans les prochains jours de ce mercato estival.

H. S.

LIGUE 1 MOBILIS

Le MCA tout proche, le CRB en embuscade

Le rideau tombe aujourd'hui sur la saison 2024-2025 de Ligue 1 Mobilis avec des enjeux brûlants, notamment au sommet du classement. Le MC Alger, en pole position, n'a besoin que d'un point pour conserver son titre, tandis que le NC Magra joue son maintien dans un match aux allures de quitte ou double au stade du 5-Juillet.

Le suspense atteint son paroxysme à l'occasion de cette 30e et dernière journée de Ligue 1 Mobilis, qui verra le MC Alger recevoir le NC Magra dans un match crucial pour le titre et le maintien. Le Doyen, leader avec 57 points, a toutes les cartes en main pour décrocher sa neuvième couronne nationale, la deuxième consécutive, devant un public attendu en masse pour célébrer un sacre longtemps espéré. Avec un simple match nul, les Algérois seront sacrés champions, quel que soit le résultat des autres concurrents. L'adversaire du jour, le NC Magra, joue sa survie en Ligue 1. Actuellement 15e avec 30 points, le Nedjm est condamné à créer l'exploit face au champion en titre, tout en espérant une contre-performance de l'ES Mostaganem, qui le précède d'un point. Sur le papier, le MCA part largement favori, tant par son effectif que par sa dynamique globale. Toutefois, la pression inhérente aux matches décisifs et l'enjeu vital pour Magra pourraient faire dérailler toute prévision



logique. D'autant que les visiteurs restent sur une victoire convaincante contre le CSC (2-1), preuve qu'ils n'ont pas renoncé à leur maintien. Une victoire de Magra, combinée à un faux pas de Mostaganem face au Paradou, pourrait leur offrir un sur-sis inespéré.

Pendant ce temps, le CR Belouizdad, deuxième à trois longueurs du MCA, se déplace à Béjaïa pour affronter l'Olympique Akbou. Le Chabab n'a d'autre choix que de s'imposer, puis espérer une improbable défaite du Mouloudia. Même si mathématiquement le titre reste possible, le CRB semble davantage concentré sur la conservation de la deuxième place, qualificative pour la Ligue des champions.

LA JSK À L'AFFÛT POUR LA C1
La JS Kabylie, de son côté, accueillera l'ASO

CHARLEROI PROTÈGE SON ENTREJEU

Titraoui intransférable

Alors que son départ vers Lille semblait en bonne voie, Yacine Titraoui devrait finalement poursuivre l'aventure en Belgique. Charleroi a décidé de conserver son jeune milieu algérien, devenu essentiel dans l'entrejeu, en refusant toute offre pour ce mercato estival. Le LOSC devra revoir ses plans. Yacine Titraoui, visé par le club nordiste depuis plusieurs semaines, ne quittera pas le Sporting Charleroi cet été. La direction du club wallon a tranché : il n'est pas question de céder deux milieux titulaires au cours du même mercato. Le départ annoncé d'Adem Zorgane a déjà fragilisé le cœur du jeu carolo, et le staff belge refuse de

UN RÔLE CLÉ POUR L'AVENIR
Selon des sources proches du

APRÈS AVOIR RECRUTÉ BOULBINA

Belmadi veut Mahious à Al-Duhail

Après avoir réussi à enrôler le meilleur buteur du championnat algérien, Adil Boulbina, le nouvel entraîneur de la formation qatarie d'Al-Duhail, Djamel Belmadi, lorgne un autre goaleador de la Ligue 1.

Selon des sources médiatiques qataries, l'ancien sélectionneur d'Algérie cherche désormais à s'offrir les services de l'attaquant vedette du CR Belouizdad, Aymen Mahious.

Les mêmes sources indiquent que les responsables du club qatari ont placé Mahious en tête de leur liste de transferts pour cette période du mercato estival, à la demande de l'entraîneur Belmadi.

Cet intérêt pourrait perturber les plans de la direction du CR Belouizdad, qui souhaite conserver son meilleur attaquant pour au moins une saison supplémentaire. Mahious, dont le contrat avec son club actuel se termine à la fin juin, représente

une cible stratégique pour Al-Duhail. Il possède une grande expérience acquise notamment à l'USM Alger et à Yverdon en Suisse, en plus de son désir manifesté de vivre une nouvelle expérience dans le Golfe. La direction d'Al-Duhail envisage d'utiliser l'atout financier pour convaincre Aymen Mahious, en lui proposant une offre très alléchante difficile à refuser, surtout qu'il sera libre de tout contrat après la fin du mois de juin. Cette offre traduit la volonté du club qatari de renforcer son attaque avec un joueur capable de briller dans les compétitions asiatiques prestigieuses. Cependant, Mahious n'a pas encore tranché sur son avenir, se trouvant face à un choix difficile entre rejoindre Al-Duhail ou rester au CR Belouizdad.

De son côté, la direction du CR Belouizdad n'est pas restée inactive : elle a réagi en proposant une offre alléchante. On laisse d'ailleurs entendre

qu'elle lui a suggéré un salaire mensuel estimé à un milliard de centimes, un appartement, ainsi que d'autres avantages, dans le but de le convaincre de rester.

Néanmoins, l'offre d'Al-Duhail reste supérieure en termes de valeur financière, poussant Mahious à demander un délai pour réfléchir sérieusement avant de prendre une décision finale.

Les supporters algériens suivent avec attention l'évolution de cette affaire, car un transfert dans le Golfe privera le sélectionneur de l'équipe nationale A', Madjid Bougherra des services de Mahious lors de la prochaine édition du championnat d'Afrique des joueurs locaux (CHAN), prévu en août à venir en Ouganda, Tanzanie et Kenya, devenant un deuxième atout de taille, après Boulbina, que perdront les Verts pour l'occasion.

Hakim S.

WALID SADI :

« Un test antidroge négatif sera exigé avant le début de la saison prochaine »

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Walid Sadi, a annoncé jeudi à Alger, que son instance exigera, à partir de la saison 2025-2026, un test antidroge négatif pour la délivrance des licences aux joueurs. "A partir de la saison prochaine, nous exigerons un test négatif à la consommation de drogue avant la délivrance de la licence au joueur", a-t-il déclaré à la presse, en marge de la journée d'étude sur "la prévention et la protection médicale dans le football". "Les drogues sont devenues un fléau qui menace notre jeunesse, y compris les sportifs. Les chiffres sont préoccupants et nous voulons préserver un environnement sportif sain", a-t-il affirmé. M. Sadi a précisé que la FAF "ne compte pas se limiter à un contrôle unique en début de saison" et que des comités de contrôle "mèneront des visites inopinées dans les centres d'entraînement des clubs pour prélever des échantillons. Cela pourra se faire une, deux, voire plusieurs fois et ces contrôles concerneront non seulement les joueurs, mais aussi les entraîneurs et les arbitres", a-t-il ajouté. Par ailleurs, le président de la FAF a également mis en avant les "progrès réalisés" dans le domaine médical et qui "indispensables" dans la gestion moderne des carrières sportives, a-t-il souligné. Il a cité en exemple le retour à la compétition du milieu international algérien de l'OSC Lille (France), Nabil Bentaleb, victime d'un problème cardiaque, avant de revenir sur les terrains, grâce à un suivi médical adapté.

ORGANISÉ PAR LA LFP ET LA FAF

Atelier sur le nouveau contrat type du joueur professionnel

La Ligue de football professionnel (LFP), en coordination avec la Fédération algérienne de football (FAF), a organisé un atelier au siège de la FAF, consacré à la présentation et à la discussion des dispositions du nouveau contrat type du joueur professionnel, qui entrera en vigueur à partir de la saison sportive 2025-2026, a indiqué jeudi l'instance chargée de la gestion de la compétition. Les travaux de cet atelier ont été supervisés par le président de la LFP, Mohamed El Amine Mesloug, en présence du secrétaire général de la FAF, Nadir Bouznad, et du secrétaire général de la LFP, Mourad Boussafer, ainsi que des présidents et représentants des clubs professionnels, ajoute la même source. Au cours de cet atelier, les différentes clauses du nouveau contrat ont été présentées et expliquées en détail. Il en ressort que ce modèle vise à garantir les droits des deux parties contractantes, à savoir les clubs et les joueurs, dans un cadre conforme aux règlements en vigueur, précise la LFP dans un communiqué publié sur son site officiel. La LFP et la FAF ont salué "l'adhésion unanime des clubs au contenu du nouveau contrat et espèrent désormais une mise en œuvre concrète de cet outil juridique, qui s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la bonne gouvernance et de la professionnalisation de la gestion des clubs", souligne la même source. Pour rappel, le championnat de Ligue 1 Mobilis saison 2025-2026, débutera le 21 aout prochain avec l'ouverture de la première journée de la compétition.

CHAN-2025

L'Algérie logée à Kampala

Le tirage au sort du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) 2024, reprogrammé du 2 au 30 août 2025, a placé l'Algérie A' dans le groupe C, aux côtés de l'Ouganda, pays coorganisateur, du Niger, de la Guinée et de l'Afrique du Sud. Les Verts disputeront tous leurs matchs de groupe au Mandela Stadium de Kampala en Ouganda.

C'est désormais officiel : la sélection nationale A', composée exclusivement de joueurs évoluant dans le championnat local, connaît ses futurs adversaires et le site de ses premières confrontations au CHAN-2024, reporté à l'été 2025. Qualifiée après avoir écarté la Gambie (0-0 à l'aller, 3-0 au retour), l'Algérie évoluera dans un groupe relevé, face à des sélections aguerries et familières des joutes africaines. La Confédération africaine de football (CAF) a publié jeudi les détails relatifs à la répartition des groupes, les villes hôtes, ainsi que les stades qui accueilleront les

COMPÉTITIONS AFRICAINES INTERCLUBS

La CAF fixe les dates pour la saison 2025-2026

La commission des compétitions de la Confédération africaine de football (CAF) a fixé les dates des compétitions Interclubs (Ligue des champions et Coupe de la Confédération) de la saison 2025-2026. La Confédération africaine de football informe également que le délai d'engagement sera prolongé au 31 juillet 2025 au lieu du délai réglementaire du 30 juin 2025, au vu que la saison interclubs commence en septembre.

Les dates des compétitions interclubs:
1er Tour préliminaire : 19-21 septembre (aller)/ 26-28 septembre (retour)
2e Tour préliminaire : 17-19 octobre (aller)/24-26 octobre (retour)

Phases de groupes :
1ere journée : 21-23 novembre
2e journée : 28-30 novembre
3e journée : 23-25 Janvier 2026
4e journée : 31 janvier -1 février
5e journée : 6-8 février
6e journée : 13-15 février
Quarts de finale : 13-15 mars (aller)/ 20-22 mars (retour)
Demi-finales : 10-12 avril (aller)/ 17-19 avril (retour)
Finale : entre le 8 et 24 mai .



LES HÔTES DÉSIGNÉS POUR LES PHASES FINALES
La CAF, en concertation avec les trois pays organisateurs – le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda – a précisé les lieux stratégiques du tournoi. Le match d'ouverture, prévu le samedi 2 août 2025, aura lieu au stade Benjamin Mkapa de Dar Es-Salaam, capitale économique de la Tanzanie. Quant à la finale, elle se jouera le 30 août au stade Kasarani de Nairobi, au Kenya.

Le choix de ces enceintes reflète une volonté de répartir les moments forts du tournoi entre les trois pays organisateurs. Dans un souci d'inclusivité régionale, la CAF a également intégré Zanzibar à la liste des villes hôtes. Le stade Amaan de l'île tanzanienne, qui a accueilli la finale retour de la Coupe de la Confédération 2024-2025 en mai dernier, recevra les

matchs du groupe D, où évolueront le Sénégal, le Congo, le Nigeria et le Soudan. Une première pour ce territoire insulaire dans l'organisation d'un tournoi continental majeur.

<Néant>Ce CHAN-2024, décalé en 2025 pour des raisons logistiques et de calendrier, accueillera 20 sélections réparties en quatre groupes. Le groupe A évoluera à Nairobi (Kenya) avec notamment le pays hôte, le Maroc, l'Angola, la RD Congo et la Zambie. Le groupe B jouera à Dar Es-Salaam (Tanzanie), où la Tanzanie, Madagascar, la Mauritanie, le Burkina Faso et la République centrafricaine croiseront le fer. L'élargissement à 20 équipes témoigne de la volonté de la CAF de donner plus d'exposition aux sélections locales africaines. Un format qui oblige les favoris, dont l'Algérie, à rester vigilants dès la phase de groupes.

Le défi sera aussi organisationnel pour les pays hôtes, qui devront coordonner un événement multisite tout en assurant la qualité des infrastructures et la sécurité des équipes et des spectateurs. Reste désormais à la sélection A' d'entrer pleinement dans sa préparation pour honorer ce rendez-vous continental et viser plus haut qu'en 2023, où elle avait échoué en finale face au Sénégal.

Mohamed Amine Toumiat

CAN FÉMININE 2025

Algérie-Sénégal en amical

L'équipe nationale féminine de football du Sénégal va effectuer un stage de préparation en Algérie, où les Lionnes vont livrer un dernier match amical face à la sélection algérienne, dans le cadre de la préparation de la prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN) de la catégorie, a indiqué le sélectionneur sénégalais. "L'équipe nationale féminine quitte Dakar le 27 juin pour un petit camp en Algérie. On va jouer le 1er juillet contre l'Algérie", a indiqué Mame Moussa Cissé à une Radio locale. Selon le sélectionneur du Sénégal, le stage des Lionnes en Algérie se poursuivra jusqu'au 2 juillet . Le match amical face à l'Algérie, également qualifiée à la CAN, "va servir à préparer la prochaine coupe d'Afrique", selon le coach sénégalais. Un groupe de 26 joueuses sénégalaise dont

15 évoluant en France et en Turquie notamment sont actuellement en regroupement pour préparer la CAN. A la CAN 2024 décalée à 2025 (5-26 juillet), la sélection algérienne entamera la compétition le dimanche 6 juillet face au Botswana (20h00, heure algérienne), pour le compte de la 1re journée (Gr.B). Les joueuses du sélectionneur national, Farid Benstiti, enchaîneront contre leurs voisines tunisiennes, le jeudi 10 juillet, avant de boucler le premier tour en croisant le fer avec le Nigeria, le dimanche 13 juillet. Le Sénégal va évoluer dans le groupe A, en compagnie du pays hôte (Maroc), de la Zambie et de la RD Congo. Les Sénégalaises vont affronter les Congolaises le 6 juillet prochain pour leur premier match à la CAN.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE GOLF

Rachid Khiari, seul candidat au poste de président

L'ancien international Rachid Khiari sera le seul candidat en lice pour la présidence de la Fédération algérienne de golf (FAG), lors de l'assemblée électorale prévue samedi matin sur le terrain de golf de Dely Ibrahim (Alger), a indiqué mercredi le secrétaire général de l'instance, Salim Loukili. "Rachid Khiari est le seul candidat au poste de président, en remplacement de M. Mohamed Toubal, démissionnaire récemment, après avoir été élu en décembre dernier", a déclaré à l'APS M. Loukili. Il a précisé que l'élection portera uniquement sur la présidence, conformément au mode de scrutin adopté par la fédération. En effet, seul le poste de président est actuellement vacant. Les membres du bureau exécutif, élus lors de l'assemblée générale électorale tenue en décembre 2024 pour le mandat olympique en cours (2025-2028), conserveront leurs postes, conformément aux statuts. Le futur président exercera donc ses fonctions aux côtés des six autres membres du bureau, dont deux femmes :

Dalal Serghine, Nabila Oumtouk, Samir Boumail, Mounir Bouzid, Samy Djabri et Mohamed Amine Lourari. Le président démissionnaire avait succédé à Abderrahmane Bouzid, président durant le précédent mandat olympique. L'assemblée générale de la Fédération algérienne de golf est composée de 25 membres, tous délibérants. En marge des travaux de l'assemblée, un tournoi de putting sera organisé sur le même site au profit d'enfants atteints d'autisme avancé, à l'initiative de la fédération.

GP DE TUNIS DE PARA-ATHLÉTISME

L'Algérie termine avec une moisson de 16 médailles dont 8 en or

La sélection algérienne de para-athlétisme a terminé le 19e Grand Prix international de para-athlétisme de Tunis (16-18 juin) avec une moisson de 16 médailles (8 or, 3 argent et 5 bronze), lors d'une compétition marquée par un record du monde et quatre records d'Afrique, sur les 28 performances améliorées lors de ce rendez-vous préparatif aux prochains Championnats du monde prévus à New Delhi (26 sept.- 5 oct. 2025). La dernière journée s'est terminée en apothéose, ponctuée par les sacres de Gasmi Mounia (poids), Fakhr Eddine Thelaidjia (400 m), Ighil Ahmed Abdelmalek (400 m) et Abdelhadi Boudra (5000 m), tous médaillés d'or dans leurs spécialités respectives. Engagée dans les concours du poids (F32), Gasmi s'est imposée grâce à un jet mesuré à 5,70 m au 4e essai sur six, une marque qui constitue un nouveau record d'Afrique. Le podium a été complété par l'émirat, Noura Alktebi, (5,53 m) et la Tunisienne, Maroua Ibrahim, (5,52 m). Quelques minutes plus tard, le sprinteur, Fakhr Eddine Thelaidjia, s'est illustré en finale du 400 m (T35/36) qu'il a remportée en 54.91 (904 points), devant Evgenii (bannière neutre, 55.55 / 870 pts) et le Marocain, Youssef Zakary (57.24 / 769 pts). La troisième médaille d'or algérienne de la journée a été obtenue par le jeune, Ighil Ahmed Abdelmalek, (T36), ayant dominé la course du 400 m (classes T37-38), courue en 57.41 (545 pts), devant le Croate, Antonio Kosmat, (58.80 / 440 pts) et l'Indien, Dhawan (1:02.60 / 247 pts). La journée s'est clôturée par la victoire d'Abdelhadi Boudra sur le 5000 m (T12), remporté en 15:06.07, devant le Tunisien Wajdi Boukhili (15:13.86) et le Jordanien Nabeel Magableh (16:00.38). Un peu plus tôt , Asmahane Boudjard (F33) s'est adjugée la médaille de bronze au javelot (F33/34), avec un total de 632 points. La Chinoise, Zao Qian, a remporté l'or (1048 pts), suivie de la Tunisienne, Yousra Ben Jomaa (845 pts). La sélection algérienne s'était déjà illustrée lors des deux premières journées, avec notamment l'excellente performance du chevronné Mohamed Berrahal (F52), auteur d'un nouveau record du monde au lancer du disque (classes jumelées F51-52), avec un jet à 13,66 m, réussi à son 4e essai, pour 1055 points sur la table de cotation. Cette performance constitue également un nouveau record d'Afrique. La deuxième place est revenue à Uladzislau Hryd (drapeau neutre, 964 pts), suivi du Croate Velimir Sandor (839 pts). A signaler également le podium 100 % algérien du lancer de poids (F32), avec dans l'ordre Mohamed Nadjib Amchi (or, 10,43 m), Walid Ferhah (argent, 10,03 m) et Ahmed Mehideb (bronze, 8,98 m). Un deuxième triplé algérien a été enregistré au concours du club (F32), remporté par Ahmed Mehideb (38,36 m), suivi de Walid Ferhah (38,19 m) et Abdelhak Missouni (37,77 m). De son côté, le sprinteur, Mokhtar Didane, a décroché l'or au 100 m (classes jumelées T35-36) en 12.19 (901 pts), devançant le Malaisien Mohamad Puzi (12.27 / 880 pts) et le Marocain Youssef Zakary (12.59 / 789 pts). Au classement final du Grand Prix international de Tunis, l'Algérie occupe la 5e place avec 16 médailles. Le podium est dominé par la Tunisie (11 or, 8 argent, 5 bronze), suivie du Nigeria (10 or, 5 argent, 3 bronze) et de la Chine (9 or, 5 argent, 14 bronze). Au total, 40 pays ont figuré au tableau des médailles, sur une cinquantaine de délégations présentes. L'Algérie était représentée par 13 athlètes, dont trois femmes, à cette 19e édition du Grand Prix international de para-athlétisme, qui a réuni plus de 300 participants.

Quels risques sur la santé ?

L'homme peut être exposé à la radioactivité de manière externe ou interne, pour une durée plus ou moins longue et de manière plus ou moins forte. Les risques encourus lors d'une exposition à la radioactivité dépendent de tous ces facteurs mais aussi de la radiosensibilité de chaque individu, du type de rayonnement et des radionucléides mis en cause.

Ainsi, selon la dose reçue, une exposition peut provoquer des effets immédiats tels que des brûlures et des nausées, ou des effets aléatoires à long terme tels que certains cancers. Nous pouvons être exposés de différentes manières à la radioactivité. Quel que soit le type d'exposition, la radioactivité peut présenter un risque pour l'organisme si l'exposition est intense et / ou prolongée.

Comment peut-on être exposé à la radioactivité ?

L'exposition à la radioactivité peut se faire de plusieurs manières : Lorsque l'on est en présence d'une source de radioactivité ou que celle-ci se trouve en contact direct avec la peau. On parle alors d'irradiation ou d'exposition externe. En inhalant ou en avalant des



substances radioactives, ou bien lorsque ces substances pénètrent dans l'organisme par une plaie ou par la peau. On parle alors de contamination ou d'exposition interne. L'homme peut être exposé à la radioactivité de manière externe ou interne, pour une durée plus ou moins longue et de manière plus ou moins forte. Les risques encourus lors d'une exposition à la radioactivité dépendent de tous ces facteurs mais aussi de la radiosensibilité de chaque individu, du type de rayonnement et des radionucléides mis en cause. Ainsi, selon la dose reçue, une exposition peut provoquer des effets immédiats tels que des brûlures et des nausées, ou des effets aléatoires à long terme tels que certains cancers.

En quoi l'exposition à la radioactivité peut-elle présenter un risque pour l'organisme ?

Chaque jour, les cellules de notre corps subissent des dizaines de milliers de lésions au niveau de leur ADN, porteur de l'information génétique. Ces lésions sont liées à notre métabolisme, par exemple lorsque nous digérons ou que nous respirons. Notre mode de vie soumet également nos cellules à des agressions extérieures telles que la pollution atmosphérique, la fumée de cigarette ou encore le rayonnement solaire auquel nous sommes naturellement exposé. Tout comme ces différents facteurs, la radioactivité, qu'elle soit naturelle

ou artificielle, engendre également des lésions cellulaires.

Notre organisme est habitué à réparer ces lésions en permanence. Par exemple, lorsque notre corps utilise l'oxygène que nous respirons, se forment naturellement des radicaux libres dangereux pour nos cellules. Mais notre organisme répare naturellement les lésions qu'ils peuvent causer. Toutefois, si l'exposition à l'un de ces phénomènes est intense et / ou prolongée, les mécanismes de réparation mobilisés par l'organisme peuvent devenir insuffisants. Il arrive aussi que ces mécanismes soient défaillants et ne puissent répondre à une telle agression. Dans un cas comme dans l'autre, si notre corps ne parvient plus à réparer les cellules lésées, celles-ci peuvent être détruites. Certaines cellules peuvent aussi survivre avec leur ADN lésé : elles ne meurent pas mais se caractérisent par une mutation génétique ; c'est-à-dire une modification irréversible des gènes de cette cellule. Il peut se former jusqu'à 150000 cassures sur les 2 mètres d'ADN que contient chaque cellule. Si ces cassures étaient irréversibles, la vie serait tout simplement impossible ! » Une exposition intense et / ou prolongée à la radioactivité, qu'elle soit naturelle ou artificielle, peut donc présenter des risques pour l'organisme car elle peut entraîner une mutation des cellules, voire une destruction.

Que faire en cas de contamination ?

On peut écourter de plusieurs manières la durée de contamination. Une contamination interne à la radioactivité cesse lorsque les matières radioactives sont éliminées de l'organisme par les voies biologiques naturelles (expiration, excrétion, transpiration) ou par décroissance naturelle de la radio-

activité. Exemple : en cas de contamination au césium 137, la moitié de celui-ci est éliminée en environ 50 à 150 jours chez l'adulte. En outre, certains radionucléides peuvent être évacués de l'organisme plus rapidement grâce à des traitements de décontamination appropriés. Exemple : en cas de contamination au tritium (sous forme d'eau tritiée) celui-ci est éliminé de l'organisme en quelques jours par les voies naturelles si la personne contaminée boit de grandes quantités d'eau (4 à 6 L/jour).

A retenir:

La radioactivité fait partie de l'univers. Elle est présente partout que ce soit dans l'atmosphère ou dans la croûte terrestre qui contiennent des éléments radioactifs. Depuis la production, en 1934, du premier noyau radioactif artificiel par Irène et Frédéric Joliot-Curie, une part de la radioactivité globale est d'origine artificielle. Les rayonnements émis par les radioéléments artificiels sont exactement du même type que ceux émis par les radioéléments naturels

Qu'est-ce que la radioactivité?

La radioactivité est le phénomène physique par lequel des noyaux d'atomes instables (dits radionucléides ou radioisotopes) se transforment spontanément en d'autres atomes en émettant simultanément des rayonnements, c'est-à-dire des particules de matière. On dit alors qu'ils sont radioactifs. Les rayonnements radioactifs. Lors de leur désintégration, les radioéléments émettent des rayonnements. Ces rayonnements, de nature très différente, se classent selon leur pouvoir de pénétration dans la matière.

Ania N.

Ce qu'il faut prendre en compte pendant l'été

L'été est la période de l'année la plus propice au farniente sur la plage, aux baignades en mer ou en piscine, pour cela il est important de rester vigilant lors de ces activités estivales, car elles peuvent donner lieu à plusieurs incidents.

Parmi ces incidents l'on évoque l'insolation, ce phénomène définit une augmentation de la température interne du corps humain. En effet, au quotidien le corps humain régule la température interne pour la maintenir autour de 37 °C via des mécanismes comme la transpiration et la soif. Lorsque les capacités de régulation de la température corporelle sont défaillantes, le phénomène d'insolation survient. Aussi appelée « hyperthermie », l'insolation comporte plusieurs stades et plusieurs degrés de gravité. Elle est parfois confondue avec le coup de chaleur qui définit une autre forme d'hyperthermie. Bien que les deux termes soient souvent utilisés de manière interchangeable, l'insolation et le coup de chaleur ne sont pas identiques. L'insolation est généralement le résultat d'une exposition directe au soleil, en particulier au niveau de la tête et du cou, les symptômes sont présentés sous forme de, maux de tête, une sensation de chaleur au niveau du visage, une sensation d'étourdissement, voire de vertiges ou de malaise, une fièvre supérieure à 39,5 °C, une soif intense, des vomissements, l'accélération de la fréquence cardiaque, des crampes musculaires ou encore un état de somnolence (fatigue). Tandis que le coup de chaleur est une forme plus grave d'hyperthermie. Il

survient lorsque le corps est incapable de réguler sa température suite à une exposition prolongée à une forte chaleur, que ce soit en raison d'une activité physique intense ou d'un environnement chaud. Dans ce cadre, les symptômes sont plus intenses et peuvent inclure une température corporelle supérieure à 40°C, une peau sèche et chaude, une confusion mentale voire même une perte de connaissance. Il faut savoir que, l'exposition prolongée aux fortes chaleurs et au rayonnement du soleil constitue la principale cause d'une insolation.

LA NOYADE, L'UN DES PROBLÈMES PRINCIPAUX EN PÉRIODE ESTIVALE

Par ailleurs, on retrouve un autre cas d'accident en cette même période de l'année, qui d'autre que la Noyade. Que ce soit en mer, en piscine privée ou publique, en cours d'eau ou dans un simple bassin, le risque existe. La noyade n'entraîne pas forcément le décès de la victime et peut laisser plus ou moins de séquelles. En effet, il existe deux types de noyades : primitive et secondaire. Dans le cas de la noyade primitive, la victime est consciente et tente de préserver ses voies respiratoires de l'atteinte de l'eau. Elle lutte parfois longtemps, jusqu'à manquer de force, ce qui occasionne une asphyxie progressive. La noyade primitive concerne surtout les personnes qui ne savent pas nager ou qui s'épuisent face à une situation dépassant leurs capacités de nage (distance, courant, vagues, etc.). Quel que soit le type de noyade, des manœuvres de réanimation



peuvent être nécessaires afin d'éviter le décès, notamment si la victime est inconsciente. Il s'agit tout d'abord d'assurer une assistance ventilatoire associée à un massage cardiaque en l'absence de pouls. Dans certains cas, le massage n'est pas utile. Il convient cependant de placer la victime en position latérale de sécurité (PLS). En effet, les vomissements après une noyade sont fréquents, il faut donc veiller à prévenir les risques d'étouffement en plaçant la tête sur le côté. Le décès peut survenir rapidement après l'incident ou à la suite de complications directes ou indirectes, comme une pneumonie par exemple. Si la victime reprend conscience, des séquelles peuvent perdurer dans les jours qui suivent. Il peut s'agir de symptômes incommodes liés à l'atteinte du système respiratoire, d'infections ou d'irritations des voies aériennes. Il est important de rester attentif face à ces signes et de consulter un médecin s'il n'y a pas d'amélioration.

Voici quelques consignes pour éviter la noyade :

Apprenez à nager, l'apprentissage de la natation est une mesure de prévention essentielle. Privilégiez les zones de baignades surveillées. À la plage, respectez la couleur des drapeaux de baignade. Ne surestimez pas votre forme physique, dans la moitié des cas, les noyades sont dues à un épuisement ou un problème de santé.

DES PRÉCAUTIONS PARTICULIÈRES POUR PROTÉGER SON ENFANT DU SOLEIL

La peau et les yeux de l'enfant étant très sensibles aux rayons du soleil, quelques règles sont à suivre pour bien le protéger lors de toute sortie exposée au soleil. Ne pas exposer au soleil un enfant de moins de 3 ans. Ne pas exposer son enfant au soleil quand il est au plus haut : (entre 12h et 16h) (les rayons UV sont au maximum de leur intensité). Privilégier les horaires de début et de fin de journée. Limiter la durée d'exposition au soleil et privilégier les zones à l'ombre. Utiliser une protection solaire «haute protection» pour toute exposition au soleil. Privilégier des vêtements qui couvrent bien le corps, et de préférence de couleur foncée : T-shirt à manches longues, jupe longue et short ou pantalon long. Un chapeau à larges bords est également recommandé. Lors des premières sorties, il est important de commencer par une exposition de courte durée. La peau peut reconstruire ses défenses entre deux courtes expositions.

L.Zeggane

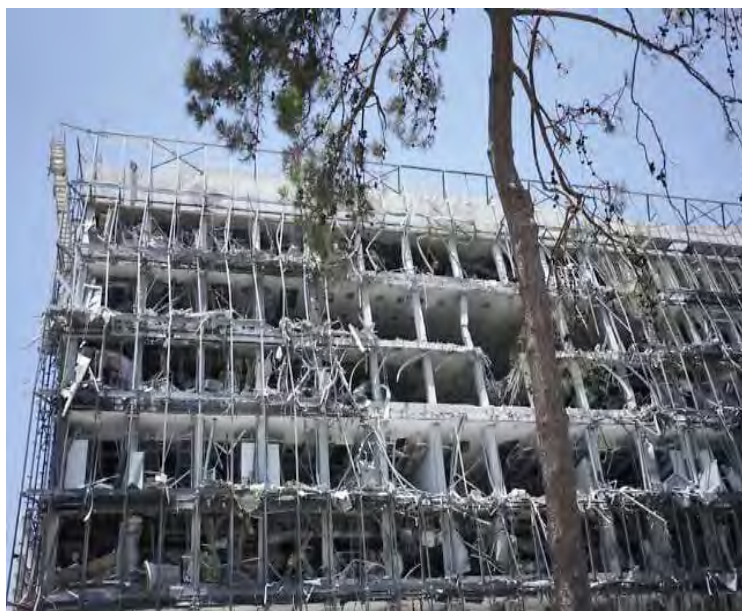
PERTES ESTIMÉES À 2 MILLIARDS DE SHEKELS

L'Institut Weizmann, pilier scientifique et militaire frappé, par une attaque iranienne

Un rapport explosif du journal économique israélien Calcalist révèle que l'Institut Weizmann des sciences, l'un des centres de recherche les plus prestigieux de l'entité sioniste, a subi des dégâts considérables suite à une attaque au missile balistique iranien survenue le 14 juin dernier.

Selon les premières estimations, les pertes matérielles atteindraient environ 2 milliards de shekels (plus de 500 millions d'euros).

Le bombardement de l'Institut Weizmann révèle à quel point les infrastructures civiles israéliennes stratégiques peuvent être exposées à des représailles militaires. Il marque également un tournant : le passage de la guerre secrète à une guerre ouverte entre Israël et l'Iran. Le centre de recherche autrefois perçu comme un temple du savoir est aujourd'hui un symbole de la militarisation de la science en Israël, et sa mise en ruines pourrait avoir des conséquences à long terme sur l'innovation scientifique israélienne. Alors que la censure militaire tente d'étouffer la portée de l'attaque, l'onde de choc se fait sentir dans les milieux acadé-



Ph. DR

miques, diplomatiques et militaires. L'Institut Weizmann, "cerveau scientifique de l'État hébreu", a subi une blessure majeure — peut-être stratégique — dans une guerre qui, désormais, ne connaît plus de lignes rouges. L'attaque a touché trois bâtiments de recherche majeurs et a endommagé de nombreuses autres installations dans le campus situé à Rehovot, au centre d'Israël. Le rapport souligne que cette estimation concerne uniquement les dommages physiques aux infrastructures, sans tenir compte des pertes inestimables liées à la destruction d'échantillons, de matériaux rares et de projets scientifiques de pointe, qui étaient en cours dans les laboratoires.

UNE CIBLE CHOISIE : VENGEANCE STRATÉGIQUE
Le choix de viser l'Institut Weizmann ne serait pas fortuit. Ce

centre est considéré comme le "cerveau technoscientifique" d'Israël, avec des implications directes dans la recherche nucléaire, la conception de logiciels militaires, de médicaments stratégiques comme le Copaxone (traitement de la sclérose en plaques), et même la mise au point du premier ordinateur quantique israélien en 2022. L'attaque survient en représailles à un raid israélien massif lancé le 13 juin contre l'Iran, avec le soutien logistique des États-Unis.

UNE INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE AU CŒUR DE L'INDUSTRIE MILITAIRE
Ce raid a visé des sites nucléaires, des bases de missiles et a causé la mort de 224 Iraniens, selon un bilan officiel de Téhéran. En réponse, l'Iran a lancé 11 vagues d'attaques balistiques et de drones contre plusieurs cibles militaires et stratégiques israéliennes, faisant 24

morts et près de 600 blessés, selon les chiffres israéliens. Fondé en 1934 par Chaim Weizmann, chimiste et premier président de l'État d'Israël, l'Institut Weizmann est reconnu mondialement pour ses avancées scientifiques, ses collaborations avec des universités internationales... et son partenariat étroit avec l'industrie militaire israélienne. Le centre est en effet lié à des entreprises d'armement telles que Elbit Systems ou Rafael, héberge des projets de recherche classifiés dans le domaine de la défense, et accueille même un programme académique spécifique pour les soldats de l'armée israélienne, leur permettant de concilier service militaire et études avancées. La Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI) dénonçait déjà en 2020 l'implication directe de l'Institut dans les programmes militaires israéliens, notamment dans les technologies de surveillance, les drones, les systèmes de détection, et même les recherches nucléaires.

SILENCE IMPOSÉ PAR L'ARMÉE ISRAËLIENNE
Dans la foulée de l'attaque iranienne, l'armée israélienne a interdit la diffusion de vidéos ou d'images des sites touchés, au nom de la "sécurité nationale". Elle a averti que toute publication contribuerait à "aider l'ennemi". Malgré cette censure, des chercheurs de l'Institut, comme le professeur Iran Segal, ont partagé des images dévastatrices sur les réseaux sociaux, montrant un laboratoire réduit en ruines. Des photos relayées par les médias israéliens, dont Yediot Aharonot, confirment l'ampleur des destructions. Des incendies ont ravagé plusieurs structures et certaines installations ont été totalement détruites. L'Ins-

titut Weizmann n'est pas seulement une base militaire déguisée. Il est aussi un pôle académique majeur. Il accueille chaque année 1500 étudiants de master et doctorat ainsi que 450 post-doctorants.

UN INSTITUT AU CŒUR DE LA SUPRÉMATIE SCIENTIFIQUE D'ISRAËL

Depuis sa création, plus de 10 000 chercheurs y ont été formés, dont plusieurs ont reçu des prix prestigieux : Prix Nobel de chimie pour Ada Yonath (2009), Arieh Warshel et Michael Levitt (2013), prix Turing en informatique, prix Kavli, etc. L'Institut se targue de près de 2000 brevets déposés, allant de la biotechnologie aux systèmes de laser pour le diamant, en passant par le développement de variétés agricoles innovantes et de technologies médicales de pointe. En 2022, il avait déjà mis au point le premier ordinateur quantique du pays.

UNE INSTITUTION ENRACINÉE DANS LE PROJET SIONISTE

Dès sa fondation sous le nom de Daniel Sieff Research Institute, grâce à des dons britanniques soutenant l'immigration juive en Palestine, l'Institut Weizmann a été un pilier du projet sioniste. Chaim Weizmann lui-même a été un acteur fondamental de l'établissement d'Israël et de la création de l'Université hébraïque de ElQods. Aujourd'hui encore, l'Institut est soutenu par la diaspora juive mondiale, par des fonds sionistes et par le gouvernement israélien. Il est également une vitrine pour la politique de puissance israélienne, vantant une "science au service de l'humanité", tout en participant activement à la conception d'armes de pointe et de systèmes de guerre électronique.

NEWS

Un centre national de télé-pilotage de drones voit le jour

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari, a inauguré jeudi à Bou Ismail (Tipasa) le premier centre civil de télé-pilotage de drones en Algérie, au sein du Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI). Ce centre, premier du genre, est destiné à la formation de télépilotes, à la certification des drones fabriqués localement, ainsi qu'à la valorisation des résultats de la recherche scientifique à travers la création d'entreprises économiques publiques. Le ministre a également lancé un centre d'homologation et une usine de construction de drones, s'inscrivant dans la stratégie du président Tebboune de faire de l'université un moteur de l'économie nationale. Ces projets visent à fournir des solutions technologiques à plusieurs secteurs (industrie, agriculture, énergie, etc.) et à positionner l'Algérie comme acteur clé dans le domaine des drones.

Paragon, Meloni et la presse : le triangle d'un scandale numérique

Un rapport explosif publié par Citizen Lab, le laboratoire canadien spécialisé en cybersécurité, apporte des éléments nouveaux dans l'affaire de cyberespionnage visant des opposants politiques italiens. D'après le journal The Guardian, des preuves irréfutables confirment l'utilisation de logiciels espions développés par la société israélienne Paragon pour infiltrer les téléphones de journalistes et d'activistes critiques à l'égard du gouvernement de Giorgia Meloni.

Parmi les victimes figure Ciro Pellegrino, chef du bureau de Naples du site d'investigation FanPage.it, dont la rédaction est réputée pour ses enquêtes critiques sur l'exécutif italien. Cette attaque s'ajoute à une précédente affaire survenue en février dernier, touchant Francesco Cancellato, directeur d'un autre média indépendant hostile aux politiques du gouvernement Meloni. Les deux journalistes sont connus pour leur proximité, ce qui jette de nouveaux doutes sur les intentions derrière cette série de piratages ciblés. Le rapport mentionne également un troisième cas : un journaliste européen de renom, resté anonyme, aurait également été victime du

logiciel espion de Paragon. Ces révélations laissent entendre une campagne de surveillance politique plus large et systémique. La société Paragon, à l'origine du logiciel espion utilisé, est au cœur d'un conflit ouvert avec le gouvernement italien.

Dans une déclaration au journal israélien Haaretz, elle affirme avoir proposé son aide aux autorités italiennes pour enquêter sur l'affaire Cancellato, offre que Rome aurait déclinée, invoquant des « préoccupations liées à la sécurité nationale ». Dans son communiqué, Paragon se défend en assurant ne vendre ses technologies qu'à des gouvernements démocratiques et en interdisant contractuellement tout usage contre des civils ou des journalistes. Néanmoins, l'accumulation de preuves techniques contredit cette ligne de défense.

John Scott-Railton, chercheur principal chez Citizen Lab, affirme que l'analyse des téléphones compromis révèle sans ambiguïté les empreintes numériques du logiciel espion de Paragon. Plus inquiétant encore : les traces relevées sont identiques à celles retrouvées sur l'appareil de Cancellato, confirmant l'usage du

même client-espion dans les deux cas. Le rapport évoque également une commission parlementaire italienne affiliée à l'organisme COPASIR, qui a établi que des agences de renseignement italiennes — locales et étrangères — ont signé des contrats avec Paragon en 2023 et 2024. Selon cette commission, l'utilisation du logiciel espion a été approuvée par le parquet italien pour surveiller des terroristes présumés et des fugitifs.

Toutefois, les preuves de son usage contre des militants des droits humains laissent planer de lourds soupçons d'abus. Parmi les autres cibles identifiées figurent Luca Casarini et Giuseppe Caccia, deux militants pro-migrants engagés dans la protection des réfugiés. D'après The Guardian, ces activistes auraient été visés non pas pour leur militantisme humanitaire, mais en raison de leurs liens avec des migrants dits "irréguliers", ce qui révèle une criminalisation implicite de l'action humanitaire.

Ces révélations indignent l'opposition italienne et plusieurs eurodéputés à Bruxelles, qui dénoncent une atteinte grave à la liberté de la presse et aux droits fondamentaux.

DES EXPERTS AU FORUM DE NAIROBI SUR LE DÉVELOPPEMENT

«La coopération avec la Chine favorise la paix et la stabilité dans la Corne de l'Afrique»

Les investissements chinois dans les programmes économiques et sociaux ont salué les efforts de modernisation dans la Corne de l'Afrique, où les conflits et les chocs climatiques « ont entravé les efforts de développement des pays de la région », ont déclaré jeudi des experts lors d'un forum à Nairobi, la capitale kenyane.

Organisé par l'ambassade de Chine au Kenya et l'Africa Policy Institute, un groupe de réflexion politique panafricain basé à Nairobi, le troisième séminaire sur les perspectives de paix et de développement dans la Corne de l'Afrique a réuni des décideurs politiques de haut niveau, des diplomates, des universitaires et des dirigeants de l'industrie. L'événement d'une demi-journée s'est déroulé sous le thème « Modernisation Chine-Afrique et ceinture économique du chemin de fer à écartement standard (SGR) », soulignant l'importance des projets d'infrastructure financés par la Chine dans la grande région de la Corne de l'Afrique. Xue Bing, envoyé spécial pour les affaires de la Corne de l'Afrique au ministère chinois des Affaires étrangères, a déclaré que Pékin s'était rallié aux initiatives multilatérales visant à



APR.DRG

parvenir au développement à long terme, à la paix et à la stabilité dans la région. Selon Xue, l'initiative Perspectives pour la paix et le développement dans la Corne de l'Afrique, proposée par la Chine en 2022, a insufflé de la vitalité aux efforts visant à relever le triple défi de la sécurité, du sous-développement et de la gouvernance dans la région. Peter Kagwanja, directeur général de l'Africa Policy Institute, a déclaré que la résolution des conflits doit être au cœur des efforts visant à reconstruire les économies de

la région de la Corne de l'Afrique, dévastée par des décennies de conflits et de catastrophes naturelles. « Le développement et la paix dans la région de la Corne de l'Afrique sont indissociables », a déclaré Kagwanja, ajoutant que la quête de développement pacifique de la Chine offre un modèle à imiter pour les pays africains aux prises avec des conflits internes. L'achèvement du chemin de fer Mombasa-Nairobi (SGR), financé par la Chine, et les retombées socio-économiques qui en découlent

offrent une opportunité de favoriser la paix, l'intégration et le développement inclusif dans la région, a déclaré Kagwanja. Jane Makori, directrice générale adjointe de la Direction Asie et Pacifique du ministère kenyan des Affaires étrangères et de la diaspora, a déclaré que l'engagement de la Chine envers les initiatives de paix et de développement de la Corne de l'Afrique était inébranlable. Makori a attribué au développement des infrastructures dans le cadre de l'initiative « Ceinture et Route » le mérite d'avoir jeté les bases d'une paix durable, du développement, de la stabilité politique et de la cohésion dans la région.

L'ambassadeur de Chine au Kenya, Guo Haiyan, a déclaré que le SGR avait favorisé une circulation fluide des personnes et des biens à travers la région, favorisant l'intégration et le développement pacifique. Les projets ferroviaires modernes financés par la Chine et les Perspectives pour la paix et le développement dans la Corne de l'Afrique ont joué des rôles complémentaires, garantissant que la région atteigne l'objectif de prospérité commune, de coopération renforcée et de stabilité durable.

R. I.

SOUDAN

Le conflit et la maladie mettent en danger des millions d'enfants

Le conflit militaire en cours et les foyers d'épidémie ont un impact dévastateur sur les enfants au Soudan, ont mis en garde mercredi des responsables humanitaires de l'ONU. Les enfants représentent près de la moitié des 30 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire au Soudan et la moitié des 12 millions de personnes déplacées depuis l'éclatement de la guerre civile en avril 2023. Ceux qui sont séparés de leur famille ou non-accompagnés sont exposés à des risques accrus de mauvais traitements, d'exploitation ou de traumatisme, a souligné le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). Avec la poursuite du conflit au Soudan, les enfants

du pays ont un besoin urgent de services de protection. Pourtant, du fait du manque de fonds, moins de 18% des enfants dans le besoin ont reçu le soutien dont ils ont un besoin critique depuis le début de l'année, selon ce bureau. La maladie préleve aussi un lourd tribut sur les enfants du Soudan. Depuis l'apparition du choléra dans ce pays en juillet 2024, le ministère fédéral de la Santé a recensé plus de 80.000 cas présumés et plus de 2.000 décès. Cela comprend près de 7.300 cas et plus de 230 décès affectant les enfants de moins de 5 ans, selon l'OCHA. Le Soudan est également confronté à une épidémie de rougeole. Depuis le début de l'année, plus de 2.200 cas présumés, dont cinq décès, ont

été enregistrés dans le pays, et plus de 60% des cas affectent des enfants de moins de 5 ans. Les partenaires de l'ONU travaillant dans le secteur de la santé sont massivement confrontés à l'épidémie de rougeole. Comme pour la réponse au choléra, cependant, les efforts sont freinés par des manques de données sur les cas de maladie, ainsi que par des pénuries graves de médicaments, de fournitures médicales et de personnel formé, selon l'OCHA. Le bureau a appelé à un arrêt immédiat des hostilités et à un accès humanitaire sans entrave afin que les Nations unies et leurs partenaires puissent intensifier le soutien aux enfants et aux autres civils qui en ont désespérément besoin.

R. I.

NIGER

Au moins 34 soldats tués dans une attaque terroriste dans l'ouest

Au moins 34 membres de l'armée nigérienne ont été tués et 14 autres blessés dans une attaque terroriste à Banibangou, dans l'ouest du Niger, ont déclaré jeudi les médias locaux citant le ministre de la Défense Salifou Mody. « Aujourd'hui, jeudi 19 juin 2025, vers 9 heures locales (08 heures GMT), la ville de Banibangou a été la cible d'une attaque lâche et barbare perpétrée par une horde de plusieurs centaines de mercenaires, à bord de huit véhicules et de plus de 200 motos », a déclaré Mody dans un communiqué lu à la télévision nationale « Télé-Sahel ». Il a déclaré que les forces de défense et de sécurité ont agi rapidement et ont tué « plusieurs dizaines de terroristes ». « Des renforts aériens et terrestres sont actuellement déployés pour rechercher et détruire les assaillants restants », indique le communiqué.

R. I.

CONFLIT EN RD CONGO

Signature d'un accord de paix avec le Rwanda le 27 juin

La République démocratique du Congo et le Rwanda ont paraphé le texte d'un accord de paix visant à mettre fin au conflit dans l'est de la RDC, qui sera signé le 27 juin, selon un communiqué conjoint mercredi diffusé sous les auspices des Etats-Unis. Ce texte provisoire, qui s'inspire d'une Déclaration de principes approuvée en avril, prévoit des dispositions sur "le respect de l'intégrité territoriale et l'arrêt des hostilités" dans l'est de la RDC, selon ce communiqué diffusé par le département d'Etat au nom des trois pays et du Qatar, également médiateur. L'accord de paix doit être formellement signé lors d'une réunion ministérielle le 27 juin à Washington en présence du secrétaire d'Etat américain Marco Rubio. L'accord a été élaboré au cours de trois jours de "dialogue constructif portant sur les intérêts politiques, sécuritaires et économiques" entre représentants de la RDC et du Rwanda à Washington, selon le communiqué. Il comprend aussi des dispositions sur "le désengagement, le désarmement et l'intégration conditionnelle des groupes armés non étatiques".

R. I.

LES EXPORTATIONS DE L'ETHIOPIE EN 11 MOIS

Le pays enregistre un chiffre record de 7,21 milliards de dollars de recettes

L'Éthiopie a généré des recettes d'exportation record au cours des 11 premiers mois de l'exercice en cours, grâce à de solides performances dans les principaux produits d'exportation, a révélé jeudi le ministère du Commerce et de l'Intégration régionale. Lors de la présentation du rapport de performance du ministère à la Chambre des représentants du peuple, la chambre basse du parlement éthiopien, le ministre du Commerce et de l'Intégration régionale, Kassahun Gofe, a déclaré que le pays avait gagné 7,21 milliards de dollars américains de recettes d'exportation au cours des 11 premiers mois de l'exercice budgétaire éthiopien 2024/2025 en cours, qui a débuté le 8 juillet dernier. Le chiffre dépasse l'objectif initial de 4,59 milliards de dollars fixé pour la période de référence, enregistrant une augmentation de 57%, a déclaré Gofe, notant que les derniers revenus représentent également une augmentation de 3,96 milliards de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les données du ministère ont également montré que les recettes d'exportation des secteurs minier et agricole ont largement dépassé les attentes, atteignant respectivement 425 % et 118 % de leurs objectifs. Les exportations du secteur manufacturier ont également dépassé les prévisions, enregistrant une croissance de 57 % par rapport à l'objectif. Le ministre a également informé les législateurs du processus d'adhésion en cours du pays à l'Organisation mondiale du commerce, décrivant le processus comme « progressant bien ». Le gouvernement éthiopien a attribué l'amélioration des performances à l'exportation aux réformes économiques globales en cours et à diverses mesures d'encouragement. Selon le Premier ministre Abiy Ahmed, l'économie de ce pays d'Afrique de l'Est devrait croître de plus de 8,4 % au cours de l'exercice en cours.

R. I.

BÉNIN ET FMI

Une subvention d'environ 90 millions de dollars

Le Fonds monétaire international (FMI) a décidé d'accorder une subvention d'environ 90 millions de dollars américains au gouvernement béninois, en vue de soutenir les réformes budgétaires en cours dans le pays, annonce un communiqué de l'institution financière internationale. Sur le plan budgétaire, le Bénin a atteint dès 2024 le critère de convergence du déficit budgétaire vers la norme communautaire de 3% du PIB de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), soit un an avant l'échéance prévue. "L'un des principaux défis pour le Bénin est de préserver la dynamique des réformes et de renforcer davantage les politiques favorisant une croissance inclusive et une transformation économique qui profitent à tous les Béninois", indique le communiqué.

R. I.

SELON LA CNUCED

« Les IDE mondiaux ont reculé de 11% sur fond d'incertitude »

Les investissements directs étrangers (IDE) mondiaux ont reculé de 11% pour s'établir à 1.500 milliards de dollars en 2024, enregistrant ainsi une deuxième année consécutive de baisse, a indiqué jeudi la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).



PH: D8

Les tensions géopolitiques, la fragmentation du commerce, l'intensification de la concurrence entre les politiques industrielles, combinées à des risques financiers élevés et à l'incertitude, redessinent la carte mondiale des investissements, a noté la CNUCED dans son Rapport sur l'investissement dans le monde 2025. Ce recul s'explique en grande partie par une baisse de 22% des IDE vers les économies développées,

dont une chute de 58% en Europe, selon le rapport. Dans les pays en développement, les flux de capitaux entrants sont apparus globalement stables, mais avec des divergences régionales. Dans beaucoup d'économies, les capitaux "stagnent ou contournent" les secteurs clés, tels que les infrastructures, l'énergie, les technologies et les industries qui sont les moteurs de la création d'emplois, relève le rapport. "Trop d'économies sont laissées pour compte, non par manque de potentiel,

mais parce que le système continue d'orienter les capitaux là où c'est le plus facile, et non là où ils sont vraiment nécessaires", a souligné Rebecca Grynspar, secrétaire générale de la CNUCED. Les investissements dans l'économie numérique constituent le seul secteur en croissance, avec une hausse de 14% des IDE portée par la fabrication de technologies de l'information et de la communication (TIC), les services numériques et les semi-conducteurs, note le rapport. Celui-ci signale une forte

baisse des investissements dans les secteurs essentiels à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) comme les énergies renouvelables, les transports ainsi que l'eau et l'assainissement, tous affichant des reculs de plus de 30%. Il avertit que les niveaux actuels d'investissement sont largement insuffisants face aux besoins mondiaux. Pour combler le déficit de financement des ODD, il faudrait environ 4.000 milliards de dollars par an dans les pays en développement. La CNUCED a présenté sept domaines prioritaires, couvrant la gouvernance des données et de l'intelligence artificielle, les politiques et les règles d'investissement numérique, ainsi que les infrastructures numériques, entre autres, pour aider les économies en développement à attirer des IDE transformateurs dans les industries numériques.

R. I.

MEXIQUE

L'ouragan Erick s'affaiblit en s'enfonçant dans les terres

L'ouragan Erick s'est affaibli depuis jeudi, après avoir touché les côtes du sud-ouest du Mexique, dans une région déjà traumatisée par deux ouragans majeurs ces deux dernières années. Au bout d'une nuit de suspense, Erick est passé des catégories 4 à 1 après avoir touché terre peu avant 06H00 heure locale (midi GMT) aux confins des Etats côtiers de l'Oaxaca et du Guerrero, selon le Centre national des ouragans (NHC) de Miami, qui fait référence au Mexique. Le cyclone devait se dissiper dans la journée en s'approchant du massif de la Sierra Madre. Erick a touché terre dans une zone guère peuplée, à mi-chemin entre les deux principaux centres touristiques locaux, les stations balnéaires de Puerto Escondido au sud et surtout Acapulco au nord. Cette dernière ville avait connu le passage de l'ouragan Otis qui y avait provoqué en octobre 2023 des destructions et la mort d'au moins 50 personnes, tandis que 30 avaient disparu, puis celui de John, qui y avait fait au moins 15 morts en sep-

tembre 2024. A Puerto Escondido, des militaires ramassaient des débris jeudi matin et ses habitants tentaient de récupérer de petites embarcations enfouies dans le sable. Le cyclone va provoquer de fortes pluies avant de se dissiper dans l'intérieur des terres, avec des risques d'inondations et de glissements de terrain, selon le dernier bulletin du NHC. Un moindre mal par rapport aux prévisions antérieures. "Des vents extrêmement destructeurs sont attendus", avait en effet annoncé le NHC dans la nuit, ajoutant : "De fortes chutes de pluie vont provoquer des inondations et des glissements de terrain qui constituent un danger mortel". La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a remercié jeudi les habitants des zones concernées qui ont suivi les consignes des autorités et sont restés chez eux. "Nous pourrions informer dans quelques heures des effets (de l'ouragan) sur ces populations", a-t-elle ajouté en conférence de presse. Les autorités avaient préparé les gens au pire. Les habi-

tants d'Acapulco, l'ex-capitale de la jet-set sur le Pacifique, avaient ainsi fait des stocks de provisions et d'essence les jours précédents. Mercredi soir, ils avaient commencé à se rendre dans les centres d'accueil aménagés face à la menace que faisait peser l'ouragan. De petites embarcations de plaisance avaient été sorties de l'eau pour éviter qu'elles ne coulent. Le gouvernement a déployé des centaines de militaires et habilité 2.000 centres d'accueil. Les autorités ont également suspendu les cours dans la région, fermé les ports à la navigation et déployé des agents de la Commission fédérale d'électricité (CFE). Les ouragans menacent de mai à octobre les côtes du Mexique, celles du Pacifique et celles du golfe. En octobre 2023, le front de mer d'Acapulco avait été détruit par Otis, qui s'était converti en quelques heures en ouragan de force maximale. En septembre 2024, cette cité avait été de nouveau frappée par un ouragan, John, de force 3.

R. I.

ENTRE 2024 ET 2030

L'AIE prévoit une hausse de la demande pétrolière mondiale de 2,5 millions b/j

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) projette dans un rapport publié que la demande mondiale de pétrole devrait légèrement baisser en 2030, un premier déclin depuis 2020. L'AIE prévoit une augmentation de la demande mondiale de pétrole de 2,5 millions de barils par jour entre 2024 et 2030, pour atteindre un niveau stable d'environ 105,5 millions de barils par jour en 2030. Cependant, le taux de croissance annuel ralentira pour atteindre un pic d'environ 700 000 barils par jour en 2025 et 2026, puis augmentera légère-

ment les années suivantes jusqu'à ce qu'en 2030, la demande de pétrole affiche un léger déclin par rapport à 2029 (la demande devrait atteindre 105,6 millions de barils par jour en 2029), mettant fin à la tendance à la hausse continue observée depuis 2020. Le rapport souligne que les raisons de ce phénomène incluent une croissance économique inférieure à la tendance, plombée par les tensions commerciales mondiales et les déséquilibres budgétaires, ainsi qu'à la substitution accélérée du pétrole dans les secteurs des transports et de la produc-

tion d'électricité. Du côté de l'offre, le rapport indique que la capacité de production mondiale de pétrole devrait augmenter de plus de 5 millions de barils par jour pour atteindre 114,7 millions de barils par jour d'ici 2030, principalement grâce à la forte croissance des liquides de gaz naturel (LGN) et autres liquides non bruts. Le rapport note que les facteurs actuels, tels que l'intensification des conflits géopolitiques, la persistance des tensions commerciales et les changements de politique, ont ajouté de nouvelles incertitudes au marché mondial du

pétrole, et que l'agression sioniste contre l'Iran a éveillé l'attention sur les risques pour la sécurité énergétique. Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE, a déclaré : "Au vu des fondamentaux, les marchés pétroliers devraient être bien approvisionnés dans les années à venir, mais les événements récents mettent en évidence les risques géopolitiques importants qui pèsent sur la sécurité de l'approvisionnement. En matière de sécurité énergétique, il ne faut pas relâcher ses efforts".

R. I.

JAPON

L'inflation accélère plus qu'attendu

Les prix à la consommation au Japon ont accéléré plus qu'attendu en mai, notamment en raison d'un doublement des prix du riz en dépit des efforts du gouvernement pour enrayer leur flambée, selon des chiffres officiels publiés vendredi. La hausse des prix à la consommation (hors produits frais) s'est élevée à 3,7% sur un an le mois dernier, accélérant une nouvelle fois après s'être établie à 3,5% en avril, et au plus haut depuis janvier 2023. L'inflation hors énergie et produits frais a, elle, accéléré à 3,2%, contre 3% en avril, très au-delà de la cible de 2% fixée par la Banque du Japon (BoJ). La forte hausse des prix du riz continue et s'accélère même: ils ont bondi de 101% sur un an en mai. Le riz, céréale de base dans le pays, s'était déjà renchéri de 81,4% en février, de 92,5% en mars et de 98,4% en avril, alors la plus forte hausse depuis 1971 et le début des statistiques comparables selon le journal Nikkei. La récolte 2023 (consommée l'an dernier) avait été pénalisée par des chaleurs record, tandis que la demande de riz était, elle, gonflée par le renchérissement des aliments importés et un tourisme record.

SI UN ACCORD COMMERCIAL N'EST PAS CONCLU

Le Canada "ajustera" ses contre-mesures sur l'acier et l'aluminium américain le 21 juillet

Le Premier ministre canadien Mark Carney a annoncé que le pays "ajustera" le 21 juillet prochain ses contre-mesures de 25% sur l'acier et l'aluminium en provenance des Etats-Unis en réponse au doublement des prélèvements américains si un accord commercial n'est pas conclu. "Nous les ajusterons à des niveaux compatibles avec les progrès réalisés" en vue d'une entente avec les Etats-Unis, a indiqué, jeudi, Mark Carney lors d'une conférence de presse à Ottawa. Les dirigeants du G7 réunis au Canada ont tenté cette semaine de désamorcer les attaques commerciales de Donald Trump et, lors d'une rencontre bilatérale, le président américain et le premier ministre canadien ont convenu de poursuivre des négociations qui pourraient aboutir à un accord dans les 30 jours. Mark Carney a également annoncé jeudi une série de mesures destinées à soutenir les secteurs canadiens de l'acier et de l'aluminium, confrontés à des droits de douane américains de 50%, incluant des règles d'approvisionnement favorisant les fournisseurs nationaux et des mesures "pour s'attaquer aux risques associés à la surcapacité mondiale". Le premier ministre canadien, dont le pays est le premier fournisseur des Etats-Unis, a qualifié ces taxes d'"illégalles et injustifiées". Le Canada établira de nouveaux contingents tarifaires équivalents à 100% des niveaux de 2024 sur les importations de produits sidérurgiques en provenance de partenaires n'ayant pas signé d'accord de libre-échange, "afin de stabiliser le marché intérieur et d'empêcher le détournement nuisible du commerce causé par les mesures américaines qui déstabilisent les marchés".

R. I.

UN RAPPORT À LA VEILLE DU SOMMET DE L'OTAN

«L'Europe accuse un retard critique en matière d'armement»

Un rapport des instituts Kiel et Bruegel tire la sonnette d'alarme : l'Europe accuse un retard critique en matière d'armement. Multiplier par cinq la production militaire d'ici 2030 serait selon l'étude « impératif pour garantir la sécurité du continent ».

Le rapport publié par les instituts de Kiel et Bruegel, à l'approche du sommet de l'OTAN des 25 et 26 juin, met en lumière l'urgence du réarmement européen. Ces instituts atlantistes s'inquiètent ainsi de la montée en puissance militaire de la Russie. Alors que Moscou produit 1 800 chars par an, les quatre grands pays européens (France, Allemagne, Royaume-Uni, Pologne) n'en fabriquent que 50. Ce déséquilibre se retrouve dans l'artillerie (672 contre 202) et les véhicules de combat d'infanterie (6 564 contre 214). Pour inverser la tendance, les auteurs appellent à multiplier par trois à six la production de systèmes de défense terrestre et aérienne d'ici 2030 dans un contexte de faiblesse pour les Européens embourbés dans leur indécision de soutien à l'Ukraine.

LE BUDGET DE DÉFENSE Russe DÉPASSE LARGEMENT LES BUDGETS COMBINÉS DE LA FRANCE, L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE

Les 800 milliards d'euros prévus par le plan « ReArm Europe » de l'UE risquent



Ph: DR

d'être insuffisants, avec des besoins estimés entre 50 et 200 milliards pour les chars et l'artillerie, et 200 à 300 milliards pour la défense aérienne. Les délais de livraison, souvent supérieurs à trois ans, compliquent davantage la tâche. Le rapport souligne également la dépendance européenne aux États-Unis pour des équipements stratégiques comme les missiles longue portée ou les drones. Malgré une hausse des dépenses militaires européennes (326 milliards d'euros en 2024, soit 1,9 % du PIB de l'UE), les décennies de sous-investissement ont affaibli la base industrielle de défense. Les auteurs restent toutefois « prudemment optimistes », estimant que les

capacités technologiques européennes permettent d'atteindre ces objectifs, à condition d'orienter les investissements. Des initiatives comme le programme SAFE (150 milliards d'euros) et la réaffectation des fonds NextGenerationEU (334 milliards disponibles) visent à financer cette ambition. Cependant, la dépendance aux financements publics et les réticences persistantes des investisseurs privés, notamment pour les PME, freinent le développement. La levée des restrictions ESG et l'engagement accru des banques européennes, comme Deutsche Bank ou UniCredit, marquent un tournant.

R. I.

LE DOCUMENT INDIQUE UNE CONJONCTURE ALARMISTE POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

L'Insee dresse un sombre tableau et annonce une hausse du chômage à 7,7%

L'Insee prévoit une croissance atone de 0,6 % en 2025, freinée par une consommation hésitante, des investissements en berne et un commerce extérieur déficitaire. Le chômage grimperait à 7,7 %, tandis que les restrictions budgétaires accentuent les incertitudes dans un contexte géopolitique tendu. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié mercredi dernier, une note de conjoncture alarmiste pour l'économie française. Après une croissance de 1,1 % en 2024, le PIB ne progresserait que de 0,6 % en 2025, un chiffre inférieur aux 0,7 % espérés par le gouvernement. Cette prévision, marquée par un ralentissement généralisé, reflète l'état d'une France à la traîne par rapport à la zone euro, où une timide reprise se dessine. Dans un contexte de crise de la dette, les indicateurs sont au rouge pour Paris. Le document indique que l'épargne en hausse motivée par la peur des épargnants des lendemains incertains et les investissements sont en chute. La consommation des ménages, moteur traditionnel de l'économie, stagne à +0,7 %, en phase avec un pouvoir d'achat en faible hausse (+0,7 % après +2,5 % en 2024). Malgré une infla-

tion modérée (1,1 % fin 2025), les Français privilégient l'épargne, avec un taux de 18,2 % en moyenne, porté par les retraités, dont les pensions ont été revalorisées (+5,3 % en 2024) mais n'ont pas stimulé la consommation. Selon l'Insee, plus de la moitié des épargnants déclarent mettre de l'argent de côté pour « se protéger en cas de coup dur ».

EMPLOI EN BERNE ET PLUS DE 210 000 POSTES SALARIÉS SERAIENT SUPPRIMÉS D'ICI FIN 2025

Cet attentisme, alimenté par les incertitudes géopolitiques et économiques, freine la demande intérieure, qui ne contribuerait qu'à 0,5 % à la croissance. Les investissements restent dans le rouge (-0,5 % après -1,3 %), touchant les entreprises (-0,8 %) et les administrations publiques (-0,6 %), malgré une légère reprise dans la construction. Les entreprises font face à des taux d'intérêt élevés et à une surtaxe prévue dans le budget 2025, tandis que les collectivités réduisent leurs dépenses face à un effort budgétaire de 40 milliards d'euros pour ramener le déficit public à 5,4 % du PIB. Un commerce extérieur devenu frein à la croissance. Le commerce extérieur, après deux

années de soutien, devient un boulet, amputant la croissance de 0,7 point. Les exportations, hors aéronautique et naval, stagnent, tandis que les importations progressent, affectées par des aléas climatiques sur l'électricité et l'agriculture. Les droits de douane américains pourraient coûter 0,1 point de PIB en 2025, et jusqu'à 0,6 point en 2026. Sur le front de l'emploi, la situation se dégrade : 210 000 postes salariés seraient supprimés d'ici fin 2025, portant le chômage à

7,7 % (contre 7,4 % actuellement). La faible croissance limite les embauches, tandis que la réforme des retraites, qui fait encore l'objet de vifs échanges à l'Assemblée et menace même le gouvernement, ainsi que la prolongation des études par les jeunes ralentissent l'expansion de la population active. Seule note positive : les émissions de gaz à effet de serre reculeraient de 1,3 %, reflet paradoxal de cette stagnation économique.

R. I.

BRÉSIL

Le taux directeur relevé pour la septième fois de suite

La Banque centrale du Brésil a relevé mercredi son taux directeur pour la septième fois consécutive, à 15%, son plus haut niveau depuis près de vingt ans, malgré le ralentissement de l'inflation en mai. Cette hausse de 0,25 point a été décidée à l'unanimité par les membres du Comité de politique monétaire de la Banque centrale (Copom), au grand dam du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, pour qui des taux élevés étouffent l'économie. Près des deux tiers des spécialistes consultés par le quotidien économique Valor tablaient sur une interruption du cycle d'augmentations débuté en septembre et le maintien de ce taux intitulé Selic à 14,75%, même si les autres avaient prévu cette nouvelle hausse. Le Copom a néanmoins poursuivi sa diminution du rythme des augmentations, après avoir relevé trois fois le taux d'un point, puis une fois de 0,5 point début mai. "Pour assurer la convergence de l'inflation vers l'objectif, une politique monétaire à un niveau significativement contraignant est nécessaire dans la durée", a justifié le Copom dans un communiqué, laissant entendre toutefois que ce cycle de hausse pourrait être "interrompu" si la conjoncture évolue "selon les attentes".

POUTINE AU FORUM DE SAINT-PÉTERSBOURG

«La Russie occupe la première place en Europe en termes de PIB en volumes»

Le locataire du Kremlin, Vladimir Poutine a déclaré, hier, lors du Forum économique de Saint-Petersbourg que la part des BRICS dans l'économie mondiale « atteint désormais 40 %, contre 20 % auparavant » attribuant cette progression au « dynamisme croissant des pays du Sud », plaidant pour que cette croissance devienne « de plus en plus durable » et qu'elle profite « à un plus grand nombre de pays ». L'autre annonce faite par le président russe, concerne le complexe militaro-industriel russe qui « connaît une dynamique de développement soutenue », a déclaré Vladimir Poutine, soulignant la « hausse de la production et la maîtrise de nouveaux armements et équipements ». Le président a affirmé que l'armée russe « serait dotée des technologies les plus avancées, éprouvées sur le terrain », appelant « à une intégration renforcée » entre les industries de défense et les filières civiles. Par ailleurs, Moscou ambitionne, selon le président Russe, à « renforcer sa coopération militaro-technique avec ses pays partenaires », non seulement dans le domaine de la modernisation et de la fourniture d'armes, mais aussi dans celui du développement de nouveaux équipements et de la formation du personnel. Sur le taux de pauvreté en Russie, celui-ci « est tombé à un niveau historiquement bas de 7,2 % et continue de reculer », a indiqué Vladimir Poutine. Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est ainsi passé de 42,3 millions à 10,5 millions depuis l'an 2000. Par ailleurs, la Russie figure parmi les pays affichant les plus faibles taux de chômage des jeunes au monde. Malgré ces progrès, le président russe a estimé que ces résultats restaient insuffisants. Il a fixé pour objectif de ramener le taux de pauvreté à 5 %.

R. I.

CRASH DU VOL 171 D'AIR INDIA

Plus de 200 victimes identifiées

Les autorités indiennes ont annoncé mercredi avoir identifié les corps de plus de 200 victimes du vol 171 d'Air India qui s'est écrasé le 12 juin sur Ahmedabad, dans le nord-ouest de l'Inde. Selon le directeur médical de l'hôpital civil de la ville, Rakesh Joshi, 208 victimes ont été identifiées mercredi. L'accident de l'avion d'Air India, survenu juste après son décollage à destination de l'aéroport londonien de Gatwick, a fait au moins 279 morts, selon le dernier bilan officiel, la pire catastrophe aérienne dans le monde depuis 2014.

L'avion, qui transportait 242 passagers et membres d'équipage, s'est écrasé jeudi sur un quartier résidentiel d'A Ahmedabad dans la minute qui a suivi son décollage. Selon l'aviation civile indienne, ce long-courrier transportait 230 passagers (169 Indiens, 53 Britanniques, 7 Portugais et un Canadien) et 12 membres d'équipage. Un seul passager, assis près d'une issue de secours à l'avant de l'appareil, a miraculeusement survécu au crash de l'avion.

Selon le dernier bilan, au moins 38 personnes ont été tuées au sol. Les enquêteurs ont récupéré les deux boîtes noires de l'avion, qui enregistrent les conversations dans le cockpit et les paramètres techniques du vol. Selon les premiers éléments de l'enquête, le pilote a émis un appel d'urgence juste après le décollage. Des images vidéo diffusées après la catastrophe montrent l'avion incapable de prendre de l'altitude puis s'écraser lourdement au sol dans une boule de feu.

OTHMANE BALI

Il y a 20 ans disparaissait l'icône du style "Tindi"

Il y a 20 ans disparaissait l'artiste Othmane Bali, icône de la musique "Tindi" issu du patrimoine de la région de Djanet, laissant derrière lui, un legs inestimable de chansons aux contenus authentiques et aux formes ouvertes sur la modernité.



PH: DR

Le regretté Othmane Bali, de son vrai nom Mbarek Athmani, a combiné au cours de sa carrière artistique prolifique plusieurs talents, entre écriture de textes poétiques, compositions musicales, performance vocale et maîtrise exceptionnelle de son instrument de prédilection, l'Oud. Les spécialistes du domaine artistique attestent unanimement qu'il aura été le pionnier dans l'innovation d'un nouveau genre de musique "Tindi", fusionnant de manière enchanteresse la mélodie targuie locale avec les rythmes de la musique occidentale, caractérisée par des cadences distinctives du blues et du jazz, ce qui a attiré le public à sa musique en Algérie et à l'étranger. Né à Djanet en 1953, Othmane Bali, a débuté à son village d'enfance, où il a

grandi au sein d'une famille de poètes mélomanes, ce qui ne l'avait, cependant pas empêché de recevoir son éducation à l'école coranique à l'entame des années 1960. Inscrit à l'école primaire de Djanet, il eut un parcours scolaire régulier, jusqu'à atteindre le cycle secondaire à Tamanrasset, où il avait commencé sa carrière artistique comme chanteur, pour finir à Alger et participer à de nombreuses manifestations culturelles. Grâce à sa persévérance et à ses efforts ininterrompus, le jeune chanteur, à la créativité foisonnante, avait alors commencé à découvrir judicieusement des ornements aux mélodies pentatoniques du "Tindi", un genre de musique qu'il finira par ouvrir sur les musiques du monde, créant ainsi, le "Blues du Désert" un style de musique

qui consacra sa carrière. Othmane Bali interprétait les textes qu'il composait et écrivait personnellement en Tamasheq ou en Arabe dialectal, tutoyant la célébrité avec plusieurs chansons dont, "Damâa" (La Larme), "Kaf Noun", "Djanet", "Hadi Mouda" (cela fait longtemps), ou l'indétrônable chef-d'œuvre "Amine Amine". Passionné de l'Oud, qu'il avait découvert au début des années 1970, alors qu'il travaillait à l'hôpital de Djanet, le regretté se démarquait également par sa voix présente et étoffée, fredonnant la poésie "Tindie" qu'il avait apprise de sa mère El "Hadja Khadidja" et montait sur des thèmes musicaux traditionnels de sa région. Le défunt avait enregistré son premier album en 1986, avant de former son groupe en 1987

et récidiver en 1995 et en 1997 avec deux autres opus, "Assouf" (La Nostalgie) et "Assarouf" (Le Pardon), en collaboration avec le musicien américain Steve Shehan, avec qui, il avait aussi enregistré en 2008, l'album "Assekal" (Le Voyage). Performant sur les scènes du monde, le regretté de la chanson targuie a créé de belles passerelles d'échanges entre les peuples et un dialogue dépassionné entre les Cultures, à l'instar de ses collaborations avec des groupes musicaux et des artistes d'Italie et autres pays. Dans ce contexte, Saïd Benkhira, membre du groupe targui "Tikoubawine" de Tamanrasset, a déclaré à l'APS que Othmane Bali est "une figure artistique éminente et un symbole de l'art targui et de la culture algérienne, ses chansons imprégnées de l'héritage ancestral resteront à jamais gravées dans nos mémoires". "Il a également utilisé avec audace et professionnalisme le quart de ton et les ambiances de la musique orientale arabe", ce qui a insufflé un esprit particulier à la musique targuie, dont il était devenu le meilleur ambassadeur. Othmane Bali est décédé à l'âge de 52 ans après avoir été emporté par les crues d'un oued déchaîné à Djanet, survenues entre les 16 et 17 juin 2005, suite à de fortes pluies torrentielles. Retrouvé sans vie le 18 juin, il a été inhumé le jour d'après au cimetière d'Aghoum, à 1 km de Djanet.

"ALGER CAPITALE DE LA CULTURE HASSANIYA"

Coup d'envoi de la manifestation aujourd'hui

La manifestation "Alger, Capitale de la Culture Hassaniya" 2025, est prévue à Alger du 21 au 23 juin en cours, sous le thème "La Hassaniya nous unit", avec la participation de plusieurs personnalités politiques, intellectuelles, littéraires et artistiques d'Algérie, de la République arabe Sahraouie démocratique (RASD) et de la République islamique de Mauritanie, ont indiqué, mercredi, les organisateurs. Lors d'un point de presse, les services du ministère de la Culture et des Arts, organisateurs de l'événement, ont étalé les détails du programme culturel et artistique de cet événement qui débutera samedi prochain au Palais de la culture "Moufdi-Zakaria", en présence du ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou et de ses homologues, de la République arabe Sahraouie démocratique et la République islamique de Mauritanie, ainsi que du président de l'Union internationale des écrivains de Hassaniya, et de nombreux intellectuels et artistes. Dans ce contexte, le directeur du livre et de la lecture publique, au ministère de la Culture et des Arts, Tijani Tamma, a expliqué que cette manifestation "vise à faire connaître le patrimoine commun de la région Ouest du Sahara africain et à approfondir les relations entre les peuples", ajoutant que l'Algérie accueillera "d'importantes délégations d'artistes, de chercheurs et d'écrivains, dont une quarantaine de Mauritanie et une soixantaine du Sahara Occidental, afin d'enrichir les échanges avec leurs homologues algériens concernant la Culture hassaniya". Au cours de cette rencontre, à laquelle ont assisté plusieurs directeurs d'institutions culturelles sous tutelle, les détails du pro-

gramme culturel et artistique ont été passés en revue, notamment l'organisation du premier colloque international intitulé, "La Culture Hassaniya : identité et profondeur africaine partagée", au cours duquel seront abordés plusieurs axes relatifs aux questions de la pensée, la science, la connaissance, l'histoire, la culture et la mondialisation dans les sociétés hassanophones. Parmi les thèmes qui seront abordés par les participants, "Les connaissances scientifiques dans les sociétés hassanophones", "Les études historiques sur les groupes hassanis établis à l'Ouest du Sahara africain", "Les défis de la culture nationale face à l'hégémonie culturelle mondialisée", ainsi que "La diversité culturelle et la coexistence, le patrimoine hassani dans l'Ouest du Sahara africain". D'autres thématiques seront également abordées, notamment "La culture hassaniya entre folklore et poésie", "L'extension africaine du patrimoine matériel hassani", "L'interférence culturelle entre les Touaregs et les Hassanis", "Le patrimoine oral et spirituel africain dans la société bidhan", en plus de "La culture hassaniya en Algérie, entre identité culturelle et la dialectique du moi et de l'autre dans l'espace commun".

D'autre part, une conférence intitulée "Le cinéma au service de la culture hassaniya : documentation du patrimoine et revitalisation de l'identité", est également prévue le 23 juin au Palais de la culture Moufdi Zakaria, où les présents aborderont des sujets tels que "Les représentations de la culture hassaniya au cinéma", "La dimension linguistique du dialecte hassani et son utilisation cinématographique", "Le cinéma algérien au service de

la culture hassaniya", avec la programmation de projections nationales de films cinématographiques algériens, mauritaniens et sahraouis dans les salles du Centre algérien de la cinématographie. La manifestation "Alger, capitale de la culture Hassaniya" verra également la mise en place d'un riche programme culturel et artistique dans les espaces du Palais de la culture "Moufdi-Zakaria" et au Théâtre national "Mahieddine-Bachtarzi", qui abriteront des soirées poétiques et artistiques avec des prestations musicales qui mettront en valeur les instruments "Tidinit" et "Ardin".

Diverses expositions seront organisées sur la culture hassaniya, ses livres, son artisanat ainsi que sur le Parc national de la culture à Tindouf, et d'autres expositions mettant en valeur les coutumes, les traditions et les rituels patrimoniaux constituant un héritage commun entre les peuples de toute la région, notamment les coutumes, "Taghanja", "Touiza" et "Soulh et la résolution des conflits au sein du conseil communautaire", en plus de spectacles folkloriques et artistiques hassanis. Les activités de la manifestation "Alger, Capitale de la Culture Hassaniya" s'étendront, selon les organisateurs, à une deuxième étape, les 22 et 23 novembre prochains dans la wilaya de Tindouf, où sera organisée une rencontre internationale sur "Le rayonnement culturel hassani en Afrique de l'Ouest, le mouvement soufi comme modèle".

La manifestation "Alger, Capitale de la Culture Hassaniya" 2025 est organisée par le ministère de la Culture et des Arts, en collaboration avec l'Union internationale des écrivains de Hassaniya.

À L'OCCASION DU 69E ANNIVERSAIRE DE LA MORT EN MARTYR DU HÉROS AHMED ZABANA

Le Musée national du moudjahid organise une conférence

Le Musée national du moudjahid a organisé, jeudi, une conférence à l'occasion du 69e anniversaire de la mort en martyr du héros Ahmed Zabana, au cours de laquelle ont été mises en exergue les qualités de cette figure révolutionnaire d'exception, symbole de l'engagement national et véritable école de résistance et de loyauté. Dans une allocution prononcée lors de cette conférence organisée sous le thème: "Blessure de la mémoire: le martyr de la guillotine Ahmed Zahana dit Zabana", le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Laïd Rebega, a affirmé que ce héros n'était pas un simple nom inscrit sur le registre des chouchas, mais plutôt un symbole authentique de l'engagement national et une école de résistance et de loyauté.

Dans le même contexte, le ministre a salué "le courage dont fit preuve le martyr face aux conditions carcérales et à la sentence de mort par guillotine, démontrant ainsi une âme invincible et une fidélité sans faille à la patrie", pleinement conscient que mourir pour l'Algérie signifiait une naissance éternelle dans la mémoire de la nation et la conscience des hommes libres". Par ailleurs, M. Rebega a souligné que cette conférence constituait une occasion de "raviver la mémoire et de rendre hommage aux chouchas et aux moudjahidine condamnés à mort, qui ont affronté les machines de mort du colonialisme français avec une détermination inébranlable et une foi profonde dans le fait que la liberté ne se donne pas mais s'arrache, offrant ainsi les plus nobles exemples de bravoure et de patriotisme".

Dans le même contexte, le ministre a mis en avant "l'attention particulière" accordée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la question de la mémoire nationale, en en faisant "une priorité nationale reflétant l'esprit de l'Etat algérien victorieux reposant sur la fidélité et non l'oubli, sur la reconnaissance et non le déni". De son côté, l'enseignant d'histoire au Centre universitaire de Tipaza, Dahmane Touati, a souligné que le 69e anniversaire de la mort en martyr du héros Ahmed Zabana représente "une occasion pour puiser les leçons de cette figure qui a démontré la force de sa foi religieuse et militaire et sa bravoure alors qu'il s'avançait vers la guillotine", relevant que "le colonialisme français a exécuté 222 martyrs en l'espace de 5 ans". Né en 1926 dans le village de Djeniene Meskine, commune de Zahana (Mascara), le martyr Ahmed Zabana a rejoint le mouvement national en 1941, en se portant volontaire pour diffuser ses principes et ses idées auprès des jeunes, avant d'intégrer en 1947 les rangs de l'Organisation spéciale (OS) en tant que membre.

Il a également participé à la préparation du déclenchement de la Glorieuse révolution de libération, à laquelle il a pris part jusqu'à son arrestation le 8 novembre 1954, aux côtés d'un groupe de moudjahidine dans la grotte de Boudjelida, dans la commune d'El Gaâda (Mascara), lors d'un accrochage avec l'armée coloniale française. Condamné à mort, il fut exécuté le 19 juin 1956 à la prison de Barberousse (Alger), devenant ainsi le premier martyr à être guillotiné durant la Glorieuse révolution de libération nationale.

Recette du jour



Rechta au poulet (sauce blanche)

Ingrédients pour 4 personnes:

- Des morceaux de poulet cuisses ou des pilons de poulet
- 1 oignon
- 4 navets
- 3 courgettes
- Sel poivre
- 500 g de rechta
- 1 c-a-c de cannelle
- Grosse poignée de pois chiche en conserve pour moi ou trempée la veille

INSTRUCTIONS

Faire chauffer l'huile dans une marmite ou

couscoussier c'est plus pratique, ajouter les morceaux de poulet et faire dorer de tous les cotes.

Ajouter l'oignon râpé ainsi que les épices. Laisser revenir quelques minutes.

Verser 1 L d'eau l'eau ainsi que les pois chiches si elles sont trempes la veille (je rajoute a la fin des pois chiche en conserve) couvrir et laisser cuire.

Verser 2 c-a-soupe d'huile d'olives à la rechta fraîche et vérifier si la sauce commence a

bouillir.

Disposer la rechta dans le haut du couscoussier et le même procédé que le couscous après la 1 ere évaporation laisser cuire 15 minutes.

Verser la rechta dans une gas3a ou un grand plat en général j'utilise un grand moule a cake en métal. Retirer une louche d'eau de cuisson et asperger la rechta tout en la détachant.

Remettre la rechta dans le haut du couscoussier et à la 1 ère évaporation laisser cuire une quinzaine de minute.

Verser une seconde fois la rechta dans une gas3a, retirer le poulet ou la viande qui est cuite et ajouter les légumes coupées dans le sens de la longueur à la sauce, laisser cuire les légumes.

Quand les légumes sont cuits tester en enfonçant la lame du couteau qui doit traverser facilement, disposer la rechta dans un grand plat creux, déposer autour les légumes et arroser de sauce et pois chiche.

Gâteau du Jour

Griwech fleur de tournesol

Ingrédients : 6 personnes

- 1 kg de Farine
- 250 g de beurre clarifié fondu et refroidi Smen
- 1 œuf
- 1 pincée de sel
- 1 cuillère a soupe de sucre
- 1 cuillère a soupe de levure instantanée
- 1 sachet de levure chimique
- Environ 300 ml de mélange eau tiède et eau de fleur d'oranger
- 1 c-a-s de vinaigre blanc facultatif

Pour le façonnage :

- Maïzena
- 1 blanc d'œuf
- Amandes entières
- Plus
- Huile pour friture
- Miel parfumé a l'eau de fleur d'oranger



INSTRUCTIONS

Dans un saladier mettre tout les ingrédients secs ajouter le beurre clarifié, bien sabler, incorporer l'œuf, puis ramasser la pâte en ajoutant peu a peu l'eau jusqu'à obtenir une pâte lisse et ferme, bien travailler la pâte.

Filmer la pâte et la laisser la reposer au moins deux heures. Étaler la pâte sur un plan de travail (utiliser la maïzena pour travailler la pâte), passer a la machine a pâte en numéro un puis deux.

A l'aide d'emporte-pièce découper des fleurs, grandes, moyennes et petites.

Déposer trois grandes fleurs l'une sur l'autre, puis une moyenne et terminer par la petite, coller les les unes au autres en mettant du blanc d'œuf au centre de chaque fleur, puis piquer d'une amande au centre.

Chauffer l'huile, diminuer le feu pour que les griwechs aurent le temps de bien cuire a l'intérieur, faites frire les griwechs de chaque coté jusqu'à ce qu'ils soient bien dorés. (j'ai utilisé la friteuse).

Une fois cuit laisser les griwechs refroidir puis les plonger dans du miel tiède parfumé à l'eau de fleur d'oranger.

Conseil du jour

CHOISISSEZ LE THÉ ADAPTÉ À VOS BESOIN



Le saviez-vous ?



- LE MATCHA FOURNIE UNE ÉNERGIE STABLE ET DURABLE GRÂCE À LA L-THÉANINE, CELLE-CI PERMET AUSSI UNE MEILLEURE CONCENTRATION.
- RICHE EN ANTIOXYDANTS IL OFFRE UNE DÉTOX NATUREL ET AIDE À ÉLIMINER LES TOXINES GRÂCE À SA RICHESSE EN CHLOROPHYLLE.
- IL RENFORCE LE SYSTÈME IMMUNITAIRE GRÂCE À SES VITAMINES (C, A, E) ET ANTIOXYDANTS.



Bon à savoir !

GRÂCE À LA PRÉSENCE DES ISOTHIOCYANATES, DE QUERCÉTINE ET DE L'ACIDE CHLOROGÉNIQUE, DES SUBSTANCES QUI AIDENT À DIMINUER LES PROCESSUS INFLAMMATOIRES, LE MORINGA POURRAIT ÊTRE UTILISÉ POUR SOULAGER DES SYMPTÔMES DES PROBLÈMES INFLAMMATOIRES TELS QUE LE RHUMATISME OU MÊME L'INFLAMMATION DE LA PROSTATE.



Astuce du jour:

Remèdes de grand-mère contre l'arthrose des doigts

MASSAGES AUX HUILES ESSENTIELLES

Les grands-mères connaissaient les vertus des plantes bien avant que la science ne les confirme. Pour soulager l'arthrose des doigts, essayez ce mélange :

- 10 gouttes d'huile essentielle de gaulthérie.
 - 5 gouttes d'huile essentielle d'eucalyptus citronné.
 - 3 gouttes d'huile essentielle de lavande vraie.
 - 30 ml d'huile végétale d'arnica.
- Massez délicatement vos articulations avec ce mélange matin et soir.

CITATION DU JOUR

« La vie, c'est comme une bicyclette, il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre. »

”

Le Courrier

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER

A : L'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble

Kheerouf -Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies
ou tout autre document adressés
à la rédaction ne peuvent faire
l'objet d'une quelconque
réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses
lecteurs du changement de ses
adresses électroniques et leur
communiquie les nouvelles :
lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



CAGNOTTE AU TRIO

HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 21 JUIN 2025 - PRIX : DHIRAR- PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 100 M - DOTATION : 350 000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Un quinté difficile à déchiffrer

Retour à l'hippodrome du Caroubier qui organise cette fois une épreuve réservée aux chevaux de 4 ans et plus de race arabe n'ayant pas totalisé la somme de 71.000 DA cumulés en gains et places depuis le 1er janvier 2025 sur une distance très courte de 1 100m qui regroupe 12 coursiers de modeste qualité et cela par rapport à la condition de la course du jour, mais des coursiers du même niveau physique qui seront présents sous les ordres du starter et qui vont nous donner du fil à retordre afin de trouver les cinq lauréats de ce prix Dhirar support au pari tiercé, quarté et quinté, pour les raisons suivantes : la qualité des chevaux engagés spécialistes des courses de vitesse et la courte distance proposée par la condition de la course et le niveau physique des chevaux présents, donc le suspense sera entretenu dès la sortie de boîtes jusqu'aux dernières foulées, il faut multiplier les martingales et jouer large car il faut s'attendre à une arrivée royale.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. FIH EL KHEIR.** Méfiance, ce mâle de 5 ans, cette fois-ci est piloté par un jockey de grande qualité technique, il peut venir prendre une place à l'arrivée.
- 2. HERCULE.** Il vient d'être classé 4e lors de sa dernière sortie sur la même distance du jour et sur les pistes du Caroubier.
- 3. GABI EL KHEIR.** Vu le lot présent pour ce protégé de l'écurie Z. Ait Youcef, la tâche ne sera pas facile.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
L. BOUDJEMAA	1	FIH EL KHEIR	AL. TIAR	57	1	N. TIAR
F. METIDJI	2	HERCULE	W. HAMOUL	56	2	M. DJELLOULI
Z. AIT YUCEF	3	GABI EL KHEIR (0)	JJ.Y. MOUISSI	56	11	F. SOUILMI
I. CHENIHI	4	NEDJMIA	S. BENYETTOU	55	9	F. CHAABI
I. CHENIHI	5	GHAZIYA	F. CHAABI	55	10	F. CHAABI
L. MOKRANI	6	HEDY (0)	CH. ATTALLAH	54	12	PROPRIÉTAIRE
K. BELARBI	7	HADETH D'HEM	A. YAHIAOUI	54	8	AD. FEGHOULI
S. AOUNIA	8	HERZ	CH. CHAABANE	54	3	PROPRIÉTAIRE
N. MEZIANI	9	ISTANBUL	MED. GHENNAM	54	7	S. MEZIANI
R. DEHIMI	10	IRTIDJAL	C. BOUSSAA	53	4	PROPRIÉTAIRE
MZ. METIDJI	11	HADITH D'HEM (0)	AP:Y. CHELLAL	51,5	6	A. CHELLAL
M. BENDJEKIDEL	12	AMIRET DE GAZEL	S. BENDJEKIDEL	51	5	PROPRIÉTAIRE

- 4. NEDJMIA.** Une femelle très vive qui a déjà côtoyé des chevaux plus robustes, elle est la favorite de ce groupe de chevaux.
- 5. GHAZIYA.** Cette femelle alezane de 6 ans a déjà prouvé ses capacités physiques avec des coursiers plus chevronnés que ceux du jour.
- 6. HEDY.** Elle vient d'être retirée lors de sa dernière sortie, sauf que cette fois c'est un crack jokcey qui tient les rênes, méfiance Chawki Attallah n'est pas facile.
- 7. HADETH D'HEM.** Ce mâle de 5 ans a démontré de belles performances à l'hippodrome de Tiaret, il peut créer une grande surprise.
- 8. HERZ.** Rien de probant à son actif.

- 9. ISTANBUL.** À revoir.
- 10. IRTIDJAL.** A pour lui uniquement une 5e place sur 1 300m du mois d'avril. À revoir.
- 11. HADITH D'HEM.** Embusqué en bas du tableau bénéficiant d'une belle décharge au poids, sans

oublier l'efficacité de son partenaire du jour L'apprenti jockey Chellal.

12. AMIRET DE GAZEL. Méfiance, cette protégée de la maison Bendjekidel, tous ses meilleurs accessits dans les épreuves de vitesse.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

11. HADITH D'HEM- 4. NEDJMIA - 1. FIH EL KHEIR- 5. GHAZIYA - 12. AMIRET DE GAZEL

LES CHANCES

7. HADETH D'HEM- 2. HERCULE

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

HORIZONTALEMENT
1 - Éloge enthousiaste - 2 - Formule - Direction - 3 - Petite compagnie - Passent et mènent au trépas - Stère - 4 - En tout - Pâle - 5 - Tranchée - Fait eau sans couler - 6 - Toxique - 7 - Un peu de répit - Coule au Congo - Points opposés - 8 - N'inspire guère le poète - Boîtes à surprises - 9 - Traits d'union - Prit des risques - 10 - Ses jours sont comptés - Noté dans l'hypothèse - Fin de participe - 11 - Préfixe - Chef éthiopien - Clé des chants - 12 - Dernières volontés.

VERTICALEMENT
1 - Surprenant - 2 - Singe - Affligée - 3 - Cheville - Travaux dans une salle de cours - En herbe - Dur qui finit en héros - 4 - Haute tension - Chaumes - 5 - Singe - Libéra le chien - 6 - Se prend en main pour diriger - Récoltent les fruits de la campagne - Avant midi - 7 - Participer - Baie nippone - 8 - En amont - Découverte - Regroupe toutes les paires - 9 - Hironnelles de mer - Abruti sans abri - 10 - Place un œil - Brûlis.

Mots fléchés

Mépris- sant	Bosser à l'œil	Renard bleu	Tranchée	Une bonne base
Enthou- siasme	Dans la mêlée	Lentilles	Romain	Rompu
Repaires				
Bas de gamme				
	Direction		Choix des lettres	
	Ternes		Protec- teurs	
Pic des Pyrénées		Aperçus ou vues		
La mort d'un roi		Mise au courant		
	Enzyme		Partie de partie	
	Un tan- tinet		En chœur	
Punaise d'eau			Timbre	Formulée
Canaux			Propage	
			Quartier chaud	
			Hors concours	
Le neuvième fait des bulles	Foules		De même	
	Dure école		Homme de plumes	
		Autruche		À l'essai
		Sbires d'Hitler		
Fin de participe			Forme d'avoir	
Office religieux				
			Nuit	

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Personne qui ne fait rien, qui perd son temps (8 lettres)

V	E	E	B	E	E	S	I	O	T	S	I	S	S	A	C	E	T
R	O	M	L	O	T	D	R	O	N	S	I	A	D	H	P	O	E
N	E	I	M	U	U	U	F	I	S	R	U	C	A	P	U	T	M
E	O	P	L	A	A	L	A	V	A	I	N	I	U	R	N	O	E
U	P	L	L	E	G	S	E	F	T	E	R	H	B	E	U	U	S
E	L	R	E	I	G	E	A	A	B	L	E	E	V	L	O	O	E
L	T	T	A	M	E	G	R	R	L	E	C	L	E	J	I	R	E
A	N	U	I	H	A	I	A	E	R	I	R	A	U	N	I	E	I
T	O	A	O	M	N	B	R	I	I	E	S	C	R	O	N	S	N
E	T	S	L	D	E	D	M	I	N	R	T	U	N	I	F	U	A
L	E	U	A	E	P	E	U	A	A	E	P	E	F	E	E	A	R
E	J	R	R	D	B	R	L	S	S	M	E	M	R	O	N	P	U
T	D	T	T	I	A	E	O	A	U	E	I	E	N	A	R	C	E
N	R	N	S	A	I	T	E	I	R	R	L	M	V	L	A	I	D
O	O	I	A	R	N	R	V	U	E	O	E	A	P	R	R	N	T
H	B	E	I	V	N	E	E	T	I	A	R	T	V	U	A	A	N
E	C	I	D	N	I	P	R	E	I	A	M	R	O	O	R	L	A
E	R	R	A	J	E	V	A	R	G	S	I	A	D	A	D	C	G

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois
ARRET - ASSIS - ASTRAL - BAIN - BARBE - BORD - BOULE - CARIE - CHAIR - CLAN - CURSIF - DAIS - DADAIS - DOUTE - ECRAN - ENCRE - ENVIE - FAUTE - FOULE - FUSIL - GAINÉ - GAMME - GANT - GRAVE - HARPE - HONTE - HUPPE - IMPUR - INDICE - INTRUS - JARRE - JETON - JOUE - LAID - LARVE - LETAL - MAIRIE - MELON - MOULE - NORD - NOIRE - NORME - ORALE - ORMAIE - OVALE - PAUSE - PERTE - PRIERE - PROIE - RAIDE - REPLI - REVE - SAMBA - SAULE - SOIN - TARIN - TOISE - TOURBE - TRAITE - ULTIME - URANIE - USURE - VAIN - VENTE - VOILE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :
1. Allègement - 2. Paille - Pas - 3. Ps - UU - Cave - 4. Esse - Arrêt - 5. Têt - Ale - Ts - 6. Étrier - 7. Sépia - Reg - 8. Sep - St - Nui - 9. Éteintes - 10. N.S - Arrière - 11. Tuer - Se - RR - 12. Errer - Ruée.

VERTICALEMENT :
1. Appétissante - 2. Lasse - EE - Sur - 3. Li - Steppe - Er - 4. Élue - Ti - Tare - 5. Glu - Araser - 6. EE - Ali - Tirs - 7. Créer - Nier - 8. Épar - Rente - 9. Navet - Guerre - 10. Tsé-tsé - Isère.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :
Rudération - Tête - État - Ar - Ras - Ise - Éta - Ut - Ir - Affidé - Tsé - Atterré - Sc - En - Ana - Te - Sottes - Virées - Ère - Ont - E.V - Em - Ânées - Esse.

VERTICALEMENT :
Putréfaction - Dé - Tft - Erne - Retraite - Été - Réa - Dense - Na ! - Suer - Ose - Te - Rat - Ve - Titi - Tente - Oasis - Aérés - Intérêt - Sème.

MOTS MASQUÉS ÉVANESCENTE

Université de Sidi Bel-Abbès : lancement des compétitions scientifiques pour sélectionner les meilleurs projets innovants

La faculté de génie électrique de l'université "Djilali Liabes" de Sidi Bel-Abbès a lancé des compétitions scientifiques visant à sélectionner le meilleur projet de fin d'études et la meilleure idée innovante, a-t-on appris, jeudi, de la cellule de communication de l'université. Cette manifestation scientifique a connu une large participation d'étudiants et de chercheurs, dans le cadre des efforts déployés pour renforcer l'innovation et encourager l'esprit d'initiative parmi les étudiants. Des projets de fin d'études ont été présentés dans différentes spécialités et évalués par un jury composé d'enseignants et d'experts. L'événement a vu la présentation de 30 projets finaux, couvrant des domaines technologiques, environnementaux et énergétiques. Trois projets lauréats ont été sélectionnés sur la base de critères tels que la créativité, la valeur ajoutée et la faisabilité, selon la même source. La cellule de communication a souligné que ces initiatives scientifiques "traduisent la volonté de l'université d'ancrer une dynamique d'innovation et d'ouverture sur l'environnement économique et social, en permettant aux étudiants de concrétiser leurs idées sous forme de prototypes développables". Ces compétitions représentent également une opportunité d'évaluer l'efficacité de la formation pédagogique et pratique dispensée aux étudiants tout au long de leur cursus universitaire, tout en renforçant les liens entre l'université et le monde du travail, a ajouté la même source.

Changement climatique: une dizaine d'indicateurs dans le rouge, alertent des chercheurs

Gaz à effet de serre, élévation du niveau de la mer, seuil de 1,5°C de réchauffement: une dizaine d'indicateurs climatiques clefs sont dans le rouge, alertent une soixantaine de chercheurs de renom dans une vaste étude mondiale parue jeudi. "Le réchauffement d'origine humaine a augmenté à un rythme sans précédent dans les mesures instrumentales, atteignant 0,27°C par décennie sur 2015-2024", concluent les scientifiques issus d'institutions prestigieuses. Les émissions de gaz à effet de serre, issues notamment de l'utilisation des énergies fossiles, ont en effet atteint un nouveau record en 2024, à 53 milliards de tonnes de CO2 chaque année en moyenne sur la dernière décennie. Les particules polluantes dans l'air, qui ont un effet refroidissant, ont par ailleurs diminué. Ce constat, publié dans la revue Earth System Science Data, est le fruit du travail de chercheurs provenant de 17 pays, qui s'appuient sur les méthodes du Giec, le groupe d'experts du climat mandatés par l'ONU, auquel la plupart appartiennent ou ont appartenu. L'intérêt de l'étude est de fournir des indicateurs mis à jour annuellement à partir du rapport du Giec, sans attendre le prochain dans plusieurs années.

Algérie Télécom: le nombre d'abonnés au réseau de la fibre optique atteint 2,2 millions

L'entreprise Algérie Télécom a annoncé, jeudi, avoir dépassé les deux millions d'abonnés au réseau de la fibre optique, précisant que le 2,2 millionième abonné a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset. Dans une publication sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, l'entreprise a exprimé "sa fierté d'avoir franchi une nouvelle avancée dans l'extension du réseau de

fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) à travers tout le territoire national, avec l'enregistrement aujourd'hui de son 2,2 millionième abonné dans la wilaya de Tamanrasset". Algérie Télécoms a affirmé que ce chiffre "reflète son engagement indéfectible à fournir des solutions technologiques modernes et à améliorer l'expérience client à travers des services Internet à haut débit et de qualité".



Saisie d'importantes quantités de drogues et arrestation de plusieurs individus à Blida

Une quantité de 13.500 capsules et de 2.954 comprimés psychotropes, en plus de trois (3) plaquettes de kif traité ont été saisis par les services de la sûreté de wilaya de Blida, lors de deux opérations distinctes ayant permis l'arrestation de plusieurs individus, indique un communiqué, rendu public jeudi, par ce corps de sécurité. La même source a précisé que dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment le trafic de drogues et psychotropes, la brigade de lutte contre les crimes majeurs et la sûreté de daïra d'Oued El-Alleug ont réalisé deux opérations distinctes, ayant permis la saisie de quantités considérables de substances psychotropes et de sommes d'argent issues de ce trafic. Concernant la première affaire, elle a été réalisée suite à des informations parvenues à la police judiciaire portant sur un réseau spécialisé dans le trafic de drogue. L'opération a permis l'arrestation d'un quadragénaire en flagrant délit de tentative de vente d'une quantité

importante de comprimés psychotropes alors qu'il se trouvait à bord d'un véhicule, selon la même source. Le suspect a été arrêté, alors que la poursuite des investigations dans cette affaire a permis la découverte d'une autre quantité de 13.500 comprimés cachés dans un immeuble, avec une somme d'1,6 million de DA (160 millions de centimes) et de trois plaquettes de kif traité d'un poids de 340 grammes. Un véhicule utilisé dans la distribution des psychotropes a, également, été saisi. Dans la seconde affaire, les services de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Oued El-Alleug ont démantelé un groupe de malfaiteurs en flagrant délit de vente de comprimés psychotropes dans un lieu isolé. Une quantité de 2.954 comprimés qui était en leur possession a été saisie, en plus d'une somme d'argent issue de ce trafic, et d'une moto utilisée pour le transport et la vente des psychotropes. Les suspects ont été déférés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes, selon le même communiqué.

Syrie : retour de plus de deux millions de réfugiés chez-eux depuis décembre

Plus de deux millions de réfugiés et déplacés internes sont rentrés chez eux en Syrie depuis l'arrivée au pouvoir des nouvelles autorités en décembre dernier, a indiqué jeudi, le Haut-Commissaire des Nations unies aux réfugiés (HCR), Filippo Grandi. "Plus de deux millions de réfugiés et déplacés syriens sont rentrés chez eux depuis décembre, un signe d'espoir malgré les tensions régionales croissantes", s'est félicité M. Grandi dans un message posté sur les réseaux sociaux, avant une visite prévue en Syrie. "Cela prouve que nous avons besoin de solutions politiques, non d'une nouvelle vague d'instabilité et de déplacements", a-t-il ajouté, depuis le Liban, où il est en visite. M. Grandi a ensuite indiqué avoir discuté avec le président libanais, Joseph Aoun, de "la manière d'accroître les possibilités pour les réfugiés syriens de rentrer dans leur pays", estimant que pour un retour "durable", la Syrie a besoin d'un soutien international plus important et plus rapide". Le président libanais a, de son côté, appelé le HCR à "intensifier ses efforts pour favoriser ce retour et continuer à fournir une aide aux réfugiés à l'intérieur du territoire syrien". Le HCR a indiqué, en outre, qu'à la date du 12 juin, plus de 500.000 réfugiés étaient retournés en Syrie depuis décembre dernier. Selon l'agence onusienne d'ici à la fin 2025, ce sont jusqu'à 1,5 million de Syriens venant de l'étranger et deux millions de déplacés internes qui pourraient retourner dans leurs foyers. Malgré les retours, 13,5 millions de Syriens restent réfugiés en dehors du pays, ou déplacés internes.

Plus de 120 affaires de cybercriminalité enregistrées depuis le début de 2025 à Béchar

Plus de 125 affaires liées à la cybercriminalité, notamment les fraudes aux cartes bancaires et postales, ont été enregistrées depuis le début de 2025 par les éléments de la brigade de lutte contre la cybercriminalité, relevant de la sûreté de wilaya de Béchar, a-t-on appris auprès de ce corps constitué. Ces affaires criminelles, dont 84 ont été traitées à ce jour, portent essentiellement sur les fraudes liées aux cartes bancaires et



postales, englobant diverses fraudes, tels le piratage des données, l'hameçonnage et le trafic de données de cartes bancaires, a-

t-on précisé en marge d'une journée de sensibilisation sur les risques de fraude, l'arnaque et l'escroquerie sur internet, a précisé la cellule de communication de la sûreté de wilaya. "Il est demandé aux citoyens d'être vigilants et de ne pas envoyer de photos de leurs cartes bancaires et postales ou toutes autres informations liées à leurs secrets bancaires ou de compte courants postaux", a-t-on souligné lors de cette journée de sensibilisation



AUX POINGS
«L'Iran n'engagera aucune discussion avec qui que ce soit au sujet de sa puissance balistique. Nos missiles sont destinés à défendre le pays et à créer un effet dissuasif».
Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères

EXPRESS- HISTORIQUE

Rusé (8)



Le renard s'élança sans tarder à la poursuite du coq, fendait l'air avec une ardeur effrénée !



Le gallinacé, pris de panique, détala à son tour ; puis soudain, sans raison apparente, il s'éleva dans les airs d'un bond imprévisible...

à suivre



Dans la journée : Dégagé
Vent : 21 km/h
Humidité : 56 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 18 km/h
Humidité : 78 %

Dohr : 12h50
Assar : 16h42
Maghreb : 20h14
Îcha : 21h55

Dimanche 26 dou
el Hidja 1446
Sobh : 03h38
Chourouk : 05h30

ÉCOLE SUPÉRIEURE NAVALE DE L'ANP

Sortie de nouvelles promotions

Le Commandant des Forces navales, le général major Benmeddah Mahfoud, a présidé la cérémonie de sortie de nouvelles promotions à l'École supérieure navale (ESN) « Défunt moudjahid général major Mohamed Boutighane » de Tamenfoust (Alger).



Ph : DR

Il s'agit de la 33e promotion d'officiers du cours de commandement et d'état major dans les spécialités «opérations et logistique», de la 45e promotion d'officiers du cours de perfectionnement, de la 18e promotion de la formation militaire fondamentale commune et de la 15e promotion du système LMD (licence) dans les spécialités «science de la navigation maritime», «télécommunication navale», «mécanique navale», «gestion et administration des affaires maritimes» et «commissariat de marine». Dans une allocution prononcée à cette occasion, le commandant de l'École, le général major Merzouk Ahmed, a indiqué que «les promotions sortantes, baptisées du nom du chahid Oukil Mustapha, ont bénéficié d'une formation militaire théorique et pratique de qualité leur permettant d'assumer leurs

futures missions avec confiance et professionnalisme». Le même responsable a appelé les diplômés à «mettre en pratique les valeurs professionnelles acquises durant leur formation en vue de renforcer l'éthique militaire» et à «poursuivre leur préparation physique et technique pour lutter contre le terrorisme moderne, sous toutes ses formes, et contre la cybercriminalité», tout en contribuant à «la construction d'un système de défense moderne et efficace». Après la prestation de serment

par les diplômés, la remise des grades et des diplômes aux majors de promotion et la passation du drapeau, l'aval a été donné pour que les promotions sortantes portent le nom du défunt chahid Oukil Mustapha.

Par la suite, la fanfare de l'ESN a exécuté des morceaux du patrimoine musical algérien, avant de céder la place à des exhibitions sportives et à des exercices de combat, suivis du défilé militaire des promotions sortantes. Au terme de la cérémonie, la famille du chahid Oukil Mustapha a été honorée par le généra major Benmeddah Mahfoud, qui a signé, à cette occasion, le livre d'or de l'École. Né le 15 mars 1931 à Lakhdaria, le chahid Oukil Mustapha a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1955. Il a participé à plusieurs opérations et batailles contre l'occupant français, avant de tomber en martyr en 1959.

L. Zeggane

UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBÈS Première au Maghreb

Six universités algériennes ont occupé, pour la première fois, les premiers rangs du classement des meilleures universités mondiales, « US NEWS BEST GLOBAL UNIVERSITIES », considéré comme l'un des classements les plus importants en la matière, a indiqué un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Selon la même source, «l'université de Sidi Bel-Abbès est classée première au niveau national et maghrébin et 760e au niveau mondial sur 2250 universités à l'échelle internationale, et ce sur la base de quatre critères rigoureux dont la réputation académique, la production, l'impact de la recherche et la coopération internationale». Ajoutant que, «ce classement met en évidence les efforts consentis par le secteur pour atteindre des niveaux d'excellence et d'innovation plus élevés et renforcer la présence des universités algérienne dans les classements internationaux, au service du développement national et du rayonnement de l'Algérie dans le paysage académique et scientifique mondial», a conclu le communiqué.

L. Z.

COUPE DU MONDE 2025 - ETAPE DE TACHKENT

L'or pour Kaylia Nemour

Kaylia Nemour a démontré une nouvelle fois qu'elle est la reine des barres asymétriques après avoir décroché, hier, l'or de l'étape de la Coupe du monde de gymnastique de Tachkent (Ouzbékistan). Après l'étape du Caire (Egypte), la vertueuse algérienne a réussi sa seconde sortie en Coupe du monde en brillant de mille feux à Tachkent sur son aggrès de prédilection. Une nouvelle fois, la championne olympique aux JO de Paris a survolé la finale du concours des barres asymétriques en décrochant la note de 14,700 points. De son côté, la Sud-africaine Nevena Nedeljkovic (12,500 pts) a pris la seconde place, alors que la breloque de bronze est revenue à la Croate Sofia Wester (12,500 pts). L'Algérienne aura l'occasion de décrocher une seconde médaille dans cette compétition, car elle est qualifiée pour la finale de la poutre, programmée samedi. Pour rappel, Nemour a dominé les qualifications en terminant à la première position avec une note de 14,650 pts.

R. S.

ABDELKRIM BOUZRED : « La généralisation de la numérisation arrive à une étape cruciale »

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a souligné l'avancée des réformes initiées dans le secteur financier, notamment dans le domaine de la généralisation de la numérisation, tant au niveau administratif que dans les transactions financières. Répondant aux questions et préoccupations des membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière présidée par le président du Conseil, M. Azouz Nasri, consacré à la présentation et au débat du projet de loi de règlement budgétaire de l'exercice 2022, Bouzred a précisé que «les réformes initiées qui ont atteint un stade «avancé», concernent à la fois l'aspect administratif, notamment la fiscalité, les administrations du budget, du Trésor public et des Douanes, ainsi que le volet lié au système financier et bancaire, notamment à travers la digitalisation des transactions financières et la réduction des paiements en espèces». À ce propos, le ministre a affirmé que «la modernisation des moyens de paiement électronique arrive à une étape cruciale, notamment depuis la création du Haut-commissariat à la numérisation», ajoutant qu'«à la fin de l'année en cours, le secteur espère enregistrer des progrès plus significatifs dans ce domaine». Évoquant les bureaux de change, sujet soulevé par plusieurs membres du Conseil, il a fait savoir que «la Banque d'Algérie avait promulgué un cadre réglementaire spécifique à cette activité, mais qu'aucune demande d'autorisation d'ouverture de bureaux de change n'a été enregistrée jusqu'à présent». Par ailleurs, concernant le texte d'application de la loi n 23-12 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, Bouzred a précisé qu'«il était en cours d'élaboration», expliquant que «ce texte répondra aux attentes et préoccupations des parties concernées, notamment les administrations, ministères et institutions de tous les secteurs, en particulier en termes de flexibilité dans la gestion des marchés publics». En réponse aux préoccupations concernant la «faiblesse de recouvrement fiscal» en 2022, il a indiqué qu'«en raison des répercussions économiques de la crise sanitaire (Covid-19), le recouvrement fiscal n'était pas au même rythme qu'avant cette crise, car la majorité des opérateurs économiques avaient reporté leurs paiements, en raison de la baisse d'activité durant cette période. Concernant les projets structurels et leur suivi, qui ont suscité de nombreuses interventions des membres du Conseil, le ministre des Finances a fait savoir que «ses services œuvrent à mettre en place prochainement un système de suivi des projets en cours de réalisation via une plateforme numérique interne», avec la possibilité d'associer les élus. Précisant que «ce dispositif, dont la finalisation est prévue dans un mois et demi, introduira un nouveau mode de gestion et de suivi, permettant de suivre les projets de base relevant de différents secteurs, notamment en termes de délais de réalisation et de coûts.

L. Z.

SOUS-RIRE

Il est temps de tirer la Chasse ...

